

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Cessions à Bail en Chine

Histoire diplomatique et de droit international public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1940 à 14 heures 30

PAR

MARC ALFONSI

JURY { *Président* : M. A. MESTRE, Professeur.
Suffragants { M. ROLLAND { Professeurs.
M. LAFERRIÈRE }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552809_0122

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les Cessions à Bail en Chine

Histoire diplomatique et de droit international public

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1940 à 14 heures 30

PAR

MARC ALFONSI

JURY	{	Président : M. A. MESTRE, Professeur.	
		{	Professeurs.
Suffragants	M. ROLLAND		
	M. LAFERRIÈRE		

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

—
1940



PLAN DIRECTEUR

INTRODUCTION

La *cession à bail* est un des expédients modernes des plus habiles d'acquisition de territoires par voie détournée.

Bien que se présentant sous la forme d'une simple cession d'administration à temps limité, elle aboutit, en réalité, à un transfert de souveraineté.

La *Chine* nous en fournit plusieurs exemples des plus intéressants, que nous nous proposons d'étudier.

Mais, avant d'entrer dans l'examen de cette question, qui est le fond du sujet, utilité de consacrer une

PREMIÈRE PARTIE

à la description de *certaines situations de droit international public se rapprochant sensiblement de la cession à bail, sans, cependant, se confondre avec elle*. (Occupations militaires en temps de guerre et en temps de paix, nantissement, occupations politiques, location privée).

Avantages de cette méthode de travail et d'élimination, qui nous permettra de mieux dégager notre voie

dans un terrain très touffu et de formuler ensuite sur notre sujet des conclusions plus nettes et plus précises.

DEUXIÈME PARTIE

1898 : entre la *Chine* et les principales puissances européennes, traités ayant pour objet une *occupation à titre de bail*. Divers précédents (Europe, Asie, Afrique).

Etude des diverses cessions :

Kiao-Tcheou (Allemagne);
Port-Arthur et *Talien-Wan* (Russie);
Weï-Haï-Weï (Angleterre);
Kouang-Tcheou-Wan (France).
Kowloon.

Principales caractéristiques de ces diverses cessions à bail (au point de vue administration, *législation*, *jurisdiction*, *nationalité*, etc., etc...).

CONCLUSIONS

Définition de la *cession à bail*.
Avantages du procédé.

PREMIERE PARTIE

SITUATIONS DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC SE RAPPROCHANT DE LA « CESSION A BAIL »

CHAPITRE PREMIER

Des occupations militaires de territoires « ennemis » en temps de guerre

But immédiat et direct des opérations de guerre.

Définition de l'invasion.

Définition de l'occupation. En quoi consiste-t-elle?

Quelle en est la nature? Quels sont les principes généralement admis? Conséquences qui en découlent au point de vue :

- a) souveraineté;
- b) application des lois civiles et pénales;
- c) juridiction civile et juridiction pénale; compétence des conseils de guerre;

- d) l'occupant peut-il faire des actes législatifs proprement dits? Ou ne peut-il édicter que des règlements de police?
- e) conscription militaire? Réquisition de services civils? Lesquels?
- f) quid des biens? L'occupant a-t-il le droit d'en disposer?
- g) perception des impôts.

RÉSUMÉ

I. — Caractères généraux de l'occupation militaire de territoires « ennemis » en temps de guerre.

II. — Ressemblances et différences avec la cession à bail.

Ressemblances. — 1° Suspend presque complètement l'exercice de la souveraineté de l'Etat envahi; 2° aucune influence sur la nationalité des indigènes; 3° travaux de fortifications; 4° perception des impôts.

Différences. — 1° Acte de guerre et non mesure pacifique; 2° pur fait et non état de droit; 3° état de choses provisoire; 4° ni pacte, ni contrat.

CHAPITRE II

Cessions temporaires de territoires trouvant leur source dans une idée de nantissement

Modes de garantie employés autrefois pour assurer l'exécution des traités : prestation de serment; remise d'otages,

Dans les temps modernes : remise d'un territoire en gage.

Exemples :

*1° Cession de la Corse à la France
par la République de Gênes*

Rapide historique de la Corse jusqu'au XVIII^e siècle.

A partir de cette époque, diverses interventions de la France : 1737-1739, 1741, 1755, 1756-1763.

Traités entre la France et la République de Gênes :

1° 14 août 1756;

2° 6 août 1764 (traité de Compiègne);

3° 15 mai 1768.

La Corse proclamée « partie intégrante du territoire national ». (Etats Généraux, 30 novembre 1789).

Donner détails et indiquer progrès faits, à chaque traité, vers l'annexion.

*2° Occupations militaires de territoires
en garantie d'indemnités de guerre*

Définition.

Exemples : 1° occupation des trois forteresses de Glogau, Stettin et Custrin, en Prusse, par Napoléon I^{er} (1808); 2° celle d'un certain nombre de départements français : *a*) par les Alliés (1815-1818); *b*) par l'Allemagne (1871-1873); 3° celle de plusieurs provinces allemandes par les troupes alliées (1919-1931).

Qu'arrive-t-il si le vaincu, trop pauvre, ne peut payer? L'occupation temporaire peut-elle être transformée en véritable annexion?

Exemples : à la suite et comme conséquence du traité de San-Stefano (1878), cession par la Turquie à la Russie de Batoum, Ardahan, Kars, Alasckert, Bayasid, en Asie, et du Sandjak de Touldja en Europe, à concurrence de 1.100 millions sur les 1.400 dûs par la Turquie comme indemnité de guerre.

CHAPITRE III

Cessions dans lesquelles l'idée de gage n'intervient pas et qui sont surtout dominées par des considérations politiques

§ 1. — BOSNIE ET HERZÉGOVINE

Situation de ces deux provinces ottomanes en 1875.

Conférence de Constantinople (décembre 1876-janvier 1877).

Intervention de la Russie — guerre des Balkans — traité de San-Stefano (3 mars 1878), révisé par le traité de Berlin (13 juillet suivant).

Véritable mandat donné par l'Europe à l'Autriche-Hongrie de rétablir l'ordre dans ces deux provinces.

Accord secret signé le même jour (13 juillet 1878) par la Turquie et l'Autriche-Hongrie. Stipulations diverses.

En 1908, l'Autriche déclare s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine. En réalité, consécration d'un état de choses déjà tacitement accepté par les autres puissances et auquel, d'ailleurs, la Turquie adhéra elle-même en 1909.

Conséquence normale, évolution naturelle. La fiction diplomatique de l'occupation aboutit à une absorption.

Caractères de cette soi-disant occupation : contractuel, pacifique, mandat, sans limitation de durée, pouvoirs très étendus de l'occupant (étudier plus particulièrement son droit d'*Administration*).

Ressemblances et différences avec la *cession à bail* :

Ressemblances : caractère contractuel, caractère pacifique, durée indéterminée, pouvoirs étendus.

Différence : l'Autriche agissait en vertu d'un *mandat*.

Depuis le traité de Saint-Germain-en-Laye (1919), ces deux provinces font partie du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

§ 2. — ILE DE CHYPRE

Rapide historique : depuis 1571, domination ottomane. Cédée à l'Angleterre par un traité secret (4 juin 1878), complété par une convention additionnelle (1^{er} juillet 1878). Termes et détails de ce traité.

Différences avec le cas de la Bosnie :

Autriche, mandataire de l'Europe.

Angleterre, autorisée par le Sultan.

Quelles autres différences ?

Pendant la Grande Guerre, l'Angleterre annexe purement et simplement *Chypre* à son Empire. Aspirations nationales des Chypriotes qui désirent vivement faire partie de l'Hellade une et indivisible.

§ 3. — ZANZIBAR

Historique :

1861. — Le Sultan de Zanzibar s'affranchit de la suzeraineté de l'iman de Mascate.

1880. — Territoires sur lesquels règne Saïd-Bargach, Sultan de Zanzibar.

Vers 1882. — Formation, en Angleterre et en Allemagne, de puissantes compagnies de colonisation, ayant pour but l'exploitation des régions inoccupées de l'Afrique centrale.

Décembre 1884. — Une expédition allemande (Gesellschaft für Deutsche Kolonisation) obtient de chefs de peuplades sauvages, 150.000 kilomètres carrés.

27 fév. 1885. — Le gouvernement allemand proclame son protectorat. La Deutsch Ostafrikanische Gesellschaft.

11 août 1885. — Acceptation de ce protectorat par le Sultan.

29 oct.-1^{er} nov. 1886. — Convention anglo-allemande. Teneur.

Début 1887. — Fondation de la British East African Association.

24 mai 1887. — Traité Saïd-Bargach-Mac Kinnon, valable pour une durée de *cinquante ans*.

28 avril 1888. — Convention analogue entre l'Allemagne et le Sultan Khalifa, successeur de Saïd-Bargach. Violents incidents lors de la prise de possession par les agents de la Compagnie allemande. Blocus par une flotte anglo-allemande.

14 juin 1890. — Traité entre l'Angleterre et le Sultan, qui se soumet à son protectorat et accepte de passer

par son intermédiaire pour traiter avec les puissances étrangères.

1^{er} juillet 1890. — Traités anglo-allemands. L'Allemagne reconnaît le protectorat anglais sur Zanzibar (1^{er} juillet 1890), mais obtient, en échange, Hélioland (27 et 28 octobre 1890), ainsi que toute la zone côtière de l'océan Indien, précédemment réservée au Sultan.

5 août 1890. — Traité franco-anglais. La France reconnaît le protectorat de l'Angleterre sur Zanzibar; l'Angleterre reconnaît celui de la France sur Madagascar.

17 nov. 1890. — Traité franco-allemand. La France reconnaît les droits acquis par l'Allemagne à Zanzibar; de son côté, l'Allemagne reconnaît le protectorat français sur Madagascar.

Conclusions sur le cas de *Zanzibar* :

Au début, *cession temporaire* (50 ans).

Ensuite, *mainmise définitive* sur les Etats du Sultan.

CHAPITRE IV

Cessions temporaires de territoires ayant un caractère de location privée

§ 1. — CAS DES ENCLAVES COMMERCIALES DE LA FRANCE SUR LE BAS-NIGER

Acte de Berlin (1885) relatif à la navigation du Niger.

Traités franco-anglais de 1889 et 1890.

Fin du *xix^e* siècle : difficultés à ce sujet entre la France et l'Angleterre.

Convention franco-anglaise (14 juin 1898), dite *convention de Paris*. Termes et détails de cette convention.

Différentes ressemblances avec un contrat de *droit privé*.

§ 2. — CAS DU DÉPÔT DE CHARBON DE MASCATE

1862. — Convention franco-anglaise, par laquelle les deux pays s'engagent à respecter l'indépendance de Mascate. Plus tard, l'Angleterre établit sur les côtes un dépôt de charbon.

Début 1899. — Le Sultan de Mascate accorde à la France une cession à bail dans le port de Bender-Issar, pour y établir également un dépôt de charbon. Pression de l'Angleterre sur le Sultan, qui, pris de peur, annule ce bail. Incident diplomatique entre la France et l'Angleterre.

6 mars 1899 — Explications de M. *Delcassé* à la tribune de la Chambre.

Mai 1899. — Accord franco-anglais.

§ 3. — CAS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DE L'ISTHME DE PANAMA

Historique du percement de l'isthme (19 avril 1850).
— Convention anglo-américaine Clayton-Buwer : neutralité du canal; contrôle partagé entre les deux puissances.

Mai 1878. — M. Wyse, officier français, obtient du Gouvernement colombien la concession du canal à ouvrir dans ce pays.

1880. — Constitution, au capital de 800 millions de francs, de la Compagnie Universelle du Canal Interocéanique, ayant à sa tête Ferdinand de Lesseps.

4 fév. 1889. — Dissolution judiciaire de cette société.

1894. — Constitution de la Compagnie nouvelle du Canal de Panama.

10 juin 1899. — Le Président Mac-Kinley institue l'*Isthmian Canal Commission*, pour procéder à une étude comparative des deux projets de canal : *Panama* et *Nicaragua*. Conclusions favorables à ce dernier.

9 janv. 1902. — Cession à l'*Isthmian Canal Commission*, par la Compagnie Nouvelle du Canal de Panama, de tous ses droits pour 40 millions de dollars.

Fév. 1900. — Convention anglo-américaine Hay-Pauncefote. Les Etats-Unis obtiennent le droit de construire et administrer le canal, sous réserve de l'internationalité du canal, comme à Suez.

18 nov. 1901. — Nouveau traité Hay-Pauncefote. Suppression de la neutralité du canal; les Etats-Unis seuls maîtres.

22 janv. 1903. — Convention colombo-américaine Hay-Herran. *Cession à bail* par la Colombie aux Etats-Unis, pour *cent ans*, d'une bande de territoire de 10 kilomètres de largeur, couvrant le tracé du canal de Colon à Panama, moyennant un prix de 10 millions de dollars, plus, à partir de la 9^e année, une location annuelle de 250.000 dollars. Indiquer les termes détaillés de cette convention. Nombreuses difficultés ultérieures de la part de la Colombie.

29 août 1903. — Congrès de Bogota. Nouvelles propositions de ce Congrès.

3 nov. 1903. — Convention entre les Etats-Unis et la République de Panama, Hay-Bunau-Varilla. Les Etats-Unis obtiennent satisfaction et disposent, sur la zone du canal (16 kilomètres), de tous les mêmes droits, pouvoirs et autorité que s'ils étaient souverains absolus de cette région. Situation entièrement différente de celle du canal de Suez : il s'agit ici d'un canal essentiellement américain; les Etats-Unis peuvent, en cas de guerre, le fermer à leurs ennemis, le bloquer et même le détruire.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES DE CETTE PREMIÈRE PARTIE

1° Tendances générale, conforme à la nature humaine, des forts à écraser les faibles, par l'emploi de procédés parfois brutaux, le plus souvent hypocrites et surnois.

2° Jalousie réciproque des grands Etats, les poussant à lutter sans répit pour conquérir, sur la carte du monde, des avantages sensiblement égaux.

Cette double constatation, nous aurons l'occasion de la renouveler à propos de la Chine.

DEUXIEME PARTIE

DES CESSIONS A BAIL EN CHINE

CHAPITRE PREMIER

Caractère général et précédents

C'est en 1898 que la Chine et les principales puissances européennes conclurent un certain nombre de traités ayant pour objet une *occupation à titre de bail*.

Il ne s'agissait plus de concessions faites par l'Empire dans l'intérêt de particuliers, qui ne peuvent être que locataires, mais bien de cessions d'Etat à Etat. De là, leur caractère essentiellement politique.

Procédé de bail de territoire déjà employé. Divers précédents :

I. — EN EUROPE

1803. — 1^o *Cession à bail, pour cent ans*, par le roi de Suède, Gustave IV Adolphe, au duché de Mecklembourg-Schwerin, des territoires de Wismar, Poël et Neu-Kloster (traité de Malmoë, 26 juin 1803).

1849. — 2° Cession, avec faculté de rachat, par la Couronne de Norvège au Roi d'Ecosse, des îles Orca-des et Shetland.

II. — EN ASIE

1° Macao

1557. — Cession, par la Chine au Portugal, de *Macao*. En réalité, simple *concession* d'un quartier assigné aux commerçants portugais, *sans aucune transmission de souveraineté*, contre paiement d'un droit annuel de 500 taëls.

1628. — Lisbonne place un Gouverneur à la tête de l'établissement, mais continue à reconnaître le *droit de souveraineté du Céleste Empire*.

1849. — Assassinat du gouverneur portugais. Expulsion de la garnison chinoise. Macao gouverné comme colonie portugaise.

1887. — Traité sino-portugais. Reconnaissance du *droit de souveraineté du Portugal*. Termes et détails de ce traité.

Ainsi, une *concession* étrangère est devenue une *véritable colonie*.

2° Birmanie

Rectification des frontières de Birmanie. Arrangement anglo-chinois du 4 février 1897 (notamment : art. 11, §§ 2 et 3).

III. — EN AFRIQUE

12 mai 1894. — Traité de délimitation conclu entre la Grande-Bretagne et le nouvel Etat du Congo, contenant une clause d'*occupation à bail*, mais d'un intérêt purement théorique.

IV. — CIRCONSTANCES QUI ONT AMENÉ LA CHINE
A CONCLURE LES CESSIONS A BAIL

I. *Guerre sino-japonaise* de 1894.

1° Révélation au monde de la faiblesse du colosse chinois et de la force du Japon;

2° à partir de 1895, modification complète de la ligne de conduite de la diplomatie européenne.

II. Au lendemain du traité de paix de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895, *intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne* auprès du Japon en faveur de la Chine, pour que l'Empire du Soleil-Levant adoucisse les conditions imposées au Céleste-Empire.

Termes du traité de Shimonoseki. Concessions ultérieures du Japon. Convention du 8 novembre 1895.

Incontestable service rendu à la Chine par les puissances occidentales, qui étaient bien décidées (Russie et Allemagne) à se le faire largement payer.

III. Nécessité, pour les nations possédant des colonies ou un commerce important au-delà des mers, d'avoir, sur les grandes routes maritimes du globe, des ports de relâche, des dépôts de charbon.

Ces bases navales doivent être constituées de préférence par une baie ou estuaire, dominé par des hauteurs.

CHAPITRE II

Territoires chinois faisant l'objet des « Cessions à bail »

I. — KIAO-TCHEOU

Avant 1894. — Situation médiocre du commerce allemand en Chine.

A partir du traité de Shimonoseki (17 avril 1895).
— Grand développement.

Manufactures et succursales allemandes.

Il fallait donc acquérir une station navale et un dépôt de charbon.

1897. — Guillaume II jette son dévolu sur la baie de *Kiao-Tcheou*.

Rappeler le traité secret sino-russe de 1896, dit *convention Cassini*.

Description de la baie de Kiao-Tchéou.

Prétexte de Guillaume II : assassinat des Pères Nies et Henle (1^{er}-2 novembre 1897) par des brigands chinois.

Raisons pour lesquelles la France aurait dû intervenir en tant que protectrice des missions catholiques en Chine.

Intervention immédiate de Guillaume II.

14 novembre 1897. — Prise de Kiao-Tchéou par la flotte de l'amiral von Diederichs. Sa proclamation aux habitants.

Apprécier cette occupation : violation flagrante du droit des gens.

Vaines protestations du gouvernement de Pékin.

22 novembre 1897. — Note comminatoire et demandes remises à la Chine par le ministre allemand à Chang-Haï, baron von Heyking.

Nature de ces demandes.

Refus de la Chine.

Départ d'une escadre allemande pour la Chine.

6 mars 1898. — Convention sino-allemande.

La Chine céda à bail à l'Allemagne, pour 99 ans, tout le bassin de la baie de Kiao-Tchéou.

Texte de ce traité et commentaires.

Droits les plus étendus, véritable *cession déguisée de souveraineté*.

27 avril 1898. — Loi allemande proclamant ce territoire *pays de protectorat*.

Deux caractères successifs dans cette occupation : au début : *non conventionnelle*, dans un but coercitif ; à la fin : *annexion déguisée*.

1914. — Entre 1898 et 1914, qu'était devenue cette concession, quand éclata la Grande Guerre ?

Développement magnifique : commerce, université.

Chemin de fer Tsing-tao à Tsi-nan-Fou.

Richesse minière, ressources agricoles, textiles, du Chan-toung.

23 août 1914. — Déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne.

7 novembre 1914. — Prise de Kiao-Tchéou par les Japonais.

Conversations diplomatiques entre la Chine et le Japon.

Janvier 1915. — Programme dit des « vingt-et-un articles ».

25 mai 1915. — Traité sino-japonais relatif à Kiao-tcheou. Texte et commentaires.

16 février, 1^{er} mars, 5 mars, 23 mars 1917. — L'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie reconnaissent les droits du Japon.

14 août 1917. — Convention entre le Japon et les Etats-Unis, qui garantissent au premier sa liberté d'action en Chine, pourvu qu'il en respecte l'intégrité territoriale.

24 septembre 1918. — Nouvel accord sino-japonais. Les propositions du Japon sont acceptées par la Chine.

Traité de paix. — Difficultés. Refus de la Chine de se conformer aux décisions antérieures.

Arguments de la Chine.

Réponses du Japon :

En 1914, Kiao-tcheou appartenait-il à l'Allemagne? Qui l'a repris à l'Allemagne? etc., etc.

Art. 156, 157 et 158 du traité de Versailles, que refusèrent de signer les délégués chinois.

Où en est cette question?

II. — PORT-ARTHUR ET TALIEW-WAN

Description de Port-Arthur

1887-1890. — Origines et construction de ce port par des ingénieurs français (*Syndicat de l'Industrie française en Chine*).

Avantages et points faibles des moyens de défense de ce port.

17 septembre 1894. — Défaite, près du Yalou, de la flotte chinoise de l'amiral Ting par l'escadre japonaise du vice-amiral Ito.

24 octobre 1894. — Le général japonais Oyama fait débarquer ses troupes à Kin-tcheou, au nord-est de Port-Arthur.

6 novembre 1894. — Il s'empare de Talien-Wan.

21 novembre 1894. — Prise de Port-Arthur.

De par le traité de paix de *Shimonoseki*, le Japon devait garder *Port-Arthur* et ce ne fut que sur l'insistance des puissances européennes qu'il consentit ultérieurement à le rendre à la Chine.

Désir de la Russie d'avoir, sur les côtes de Corée ou de Chine, un port qui ne fût pas, comme Vladivostok, bloqué par les glaces une grande partie de l'année.

Traditions de la diplomatie russe : persuasion, douceur, plutôt que force et violence.

Fin 1896. — Convention secrète *Cassini*, signée à Petrograd, — lors du couronnement de l'empereur Nicolas II, — par le ministre de Chine, Li Hung-Tchang, et le prince Lobanow. (Insister sur les articles 9, 10 et 11.)

Décembre 1897. — La Chine autorise la Russie à hiverner à Port-Arthur.

Conséquences de la cession de Kiao-tcheou à l'Allemagne. Jalousie et crainte des autres puissances européennes ayant des intérêts en Extrême-Orient.

15-27 mars 1898. — Convention analogue russo-chinoise concernant *Port-Arthur* et *Talien-Wan*, — complétée par un arrangement, le 7 mai suivant,

Différences avec la cession de Kiao-tcheou :

a) Durée de l'occupation :

99 ans, pour Kiao-tcheou,

25 ans, pour Port-Arthur.

b) Par contre, territoire cédé beaucoup plus étendu.

L'article premier stipulait que cette occupation devait être « *sans préjudice pour l'autorité chinoise* dans ce territoire ». S'agissait-il là de droits de souveraineté?

L'article 2 décidait, par contre, que la Russie pourrait « *s'en servir* » à son gré, en toute liberté.

Quid des constructions de fortifications?

En outre, le territoire occupé devait être *administré par des fonctionnaires russes*. Aucune troupe chinoise ne pouvait y stationner.

Et *Talien-Wan* (art. 6)?

7 mai 1898. — Arrangement spécial complétant le traité du 15 mars.

1904-1905. — Guerre russo-japonaise.

23 août-5 septembre 1905. — Traité de Portsmouth. — La Russie transfère au Japon les bénéfices du bail, ainsi que tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail.

22 décembre 1905. — Cette cession est régularisée par le consentement de la Chine. Texte, commentaires.

Par ailleurs, le Japon et la Russie s'engageaient mutuellement à *évacuer*, complètement et simultanément, la Mandchourie (sauf le Liao-toung) *dans un délai de dix-huit mois*.

15 avril 1907. — Cette évacuation était complète et la Mandchourie entièrement rétrocédée à l'administration chinoise.

Question des *Chemins de fer de Mandchourie* et de leur rattachement au *Transsibérien*.

1° Art. *a* à 5 de la *convention Cassini*.

2° Arrangements des 15-27 mars 1898 (art. 8) et 7 mai (art. 3).

Conclusion. — La Russie avait la haute main sur toute la Chine septentrionale et s'acheminait peu à peu sur le Pe-tchi-li.

III. — WEÏ-HAÏ-WEÏ

1889. — Sur les conseils du major allemand von Hanneken, le Gouvernement chinois décide de créer, sur la côte nord du Chantoung, une seconde base navale, pour mieux défendre l'entrée du golfe de Pé-tchi-li.

Son choix se porta sur la baie de Weï-haï-weï (pour détails, voir *Fauvel*, ouvr. cité, p. 509).

1894. — A la veille de la guerre avec le Japon, tous les ouvrages de ce port étaient achevés.

20 janvier 1895. — Le maréchal japonais Kuroda fait débarquer ses troupes dans la baie de Young-tching.

26 janvier 1895. — Première attaque des Japonais contre les forts de l'ouest de Weï-haï-weï.

30 janvier 1895. — Chute de Weï-haï-weï.

Du 4 au 11 février 1895. — Anéantissement de la flotte chinoise.

Traité de paix de Shimonoseki, 17 avril 1895. — La Chine, aux termes de l'article 8, consentait à l'*occupation temporaire de Weï-haï-weï* par les Japonais. (Articles séparés réglementant cette occupation. Textes et commentaires relatifs à l'*administration civile*, à la répression des *infractions militaires et autres*, aux *tribunaux*.)

2 avril 1898. — Accord *anglo-chinois* pour que la Chine cède *Weï-haï-weï* à l'Angleterre, dès son évacuation par les Japonais.

But ainsi poursuivi par la diplomatie anglaise :

a) avoir une base navale dans le nord des mers de Chine; b) avoir un nouvel important débouché pour son commerce et pour ses capitaux; c) un appui politique et militaire contre la Russie.

24 avril 1898. — L'évacuation de *Weï-haï-weï* par les Japonais est terminée.

25 avril 1898. — Le pavillon britannique est hissé à côté du pavillon chinois.

1^{er} juill. 1898. — Signature de l'accord définitif entre la Chine et l'Angleterre. (Texte, détails, commentaires.)

a) Durée égale à celle de l'occupation de Port-Arthur par la Russie (rappeler l'article 6 du traité du 1^{er} juillet 1878, relatif à l'île de Chypre). Quelle partie de territoire concédée? b) juridiction compétente; c) fortifications; d) la souveraineté chinoise n'était-elle pas plus réservée que pour Port-Arthur?

Importance *actuelle* de *Weï-haï-weï*.

IV. — KOUANG-TCHEOU-WAN

La France, rendue inquiète par les prises de possessions successives des Russes, des Allemands et des Anglais, résolut de demander, à son tour, une base navale quelque part sur les côtes de Chine. Nous n'avions guère le choix.

Finalement la France réclama, à titre de compensation, le droit d'occuper à bail, pour 99 ans, la baie de *Kouang-tcheou-wan*,

Valeur exacte de cette concession? Avantages et inconvénients.

10 avril 1898. — La Chine acquiesce à notre demande.

22 avril 1898. — L'amiral commandant notre escadre d'Extrême-Orient arbore le drapeau français sur un des forts.

4 juin 1898. — Convention franco-chinoise, qui ne fut signée que le 16 novembre 1899 et ratifiée par l'empereur de Chine, le 5 janvier 1900. Dans l'intervalle, nous n'avions pas cessé d'occuper militairement la baie. (Entrer dans les détails de cette convention : durée, territoire loué, droits de souveraineté. Qui administrera pendant les 99 ans du bail?)

Attitude hostile de la population à notre égard.

Août 1898. — Occupation militaire du fort de Ho-teou. Les affaires prennent une mauvaise tournure.

12 novembre 1899. — Assassinat de deux enseignes de vaisseau du *Descartes*.

25 décembre 1899. — Satisfactions accordées par la Chine pour cet assassinat.

7, 27 et 31 janvier 1900. — Décret et arrêtés réglant l'organisation de notre acquisition. Texte et commentaires.

V. — KOWLOON

Presqu'île en face de Hong-Kong. Le côté sud est anglais depuis 1860. (Traité de Tien-tsin.)

Le côté nord est constitué par des hauteurs qui, fortifiées, menacent Hong-Kong.

L'Angleterre demande, obtient et fortifie ce territoire. (9 juin 1898.)

VI. — SAN-MEN

28 février 1899. — M. de Martino, ministre d'Italie à Pékin, demande, au nom du roi d'Italie, la cession à bail de la baie de *San-Men*, sur la côte du Tché-Kiang, entre Ning-po et Ouen-tchéou, dans les mêmes conditions que les concessions accordées aux autres puissances (Allemagne, Russie, Angleterre).

Echec complet de la démarche italienne, refus de la Chine.

CHAPITRE III

Caractéristiques des « cessions à bail »

Il reste maintenant à dégager les principales caractéristiques de ces diverses cessions à bail, ainsi que leur résultat au point de vue de l'intégrité territoriale de la Chine et de sa souveraineté.

I. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Qu'entend-on par organisation administrative?

Qu'en advient-il dans le cas d'une *occupation militaire pacifique*? Soit qu'il s'agisse d'une occupation à titre de garantie, de l'exécution d'un traité, ou d'une occupation conventionnelle en vue de venir en aide à un gouvernement ami pour le protéger.

En temps de paix : l'occupant n'a *aucun droit sur l'administration du pays*. Théoriquement, il n'a qu'un *droit de garnison*.

Au contraire, s'agit-il d'une *occupation d'intervention*?

La souveraineté de l'Etat occupé, bien que toujours respectée en principe, subit une plus forte atteinte. (Exemples.)

Dans les *cessions à bail* : étudier le cas particulier des quatre cessions).

Conclure : l'occupant, qui est, en fait et du consentement de l'Etat occupé, le véritable souverain, ne dispose pas seulement d'un droit de garnison; il exerce effectivement presque toutes les prérogatives de la souveraineté; c'est lui, notamment, qui *assurera l'administration* du territoire occupé.

Comment expliquer cette situation en désaccord absolu avec les principes que nous avons posés au début de ce paragraphe, touchant les pouvoirs de l'occupant dans le cas d'une occupation militaire en temps de paix, sinon parce que les *cessions à bail* ne sont des *occupations que de nom*?

II. — DROIT DE LÉGISLATION

Dans l'occupation pacifique, l'occupant étranger n'a pas, à proprement parler, de droit de législation sur le territoire occupé. La législation de l'Etat occupé est seule appliquée, avec cette réserve, toutefois, que le corps d'occupation jouit du bénéfice de l'*exterritorialité*.

Par exception, certaines conventions permettent à l'occupant d'étendre le champ d'application de sa législation en territoire occupé. Tel fut le cas :

- 1° de l'Autriche, en Bosnie-Herzégovine;
- 2° de la Grande-Bretagne, à Chypre;
- 3° des conventions de 1898 qui nous intéressent ici.

abandon de souveraineté, une annexion à peu près complète. Et cela, à la fois pour ménager les susceptibilités de la Chine et pour ne pas exciter trop vivement les jalousies des Puissances tierces.

En réalité, il n'y a jamais eu là de véritables occupations militaires, mais bien des cessions, des annexions déguisées, comme en Bosnie ou à Chypre.

CONCLUSIONS

Définition de la cession à bail.

Avantages du procédé, qui nè peut se produire qu'entre Etats parvenus à un degré différent de civilisation ou plutôt de force.

Appendice.

LES CESSIONS A BAIL EN CHINE

INTRODUCTION

Un des phénomènes les plus remarquables du *droit des gens* est sa facilité à s'adapter aux circonstances, en vue de faire face aux problèmes nouveaux qui se posent tous les jours plus nombreux et plus complexes.

Nés d'un sentiment de jalousie réciproque des *grands Etats* et de leur désir de maintenir leur équilibre, ces problèmes ont trouvé leur solution dans des situations juridiques encore imparfaitement définies mais différant toutes, dans une mesure plus ou moins large, des anciennes formules classiques. Aux dénominations vieillottes d'*Etat suzerain*, d'*Etat mi-suzerain*, d'*Etat vassal*, d'*Etat tributaire*, de *Province autonome*, de *Provinces occupées et administrées*, vestiges souvent glorieux des siècles passés, sont venues se substituer ou, plus exactement, se juxtaposer des dénominations nouvelles, grâce auxquelles les *grandes Puissances* s'efforcent, pour sauver les apparences, de déguiser sous une façade trompeuse les atteintes les plus graves portées par elles à la souveraineté d'*Etats plus faibles*.

Mais, se dira-t-on, et c'est une question qui vient naturellement à l'esprit au début même de cette étude, pourquoi les *Etats*, au lieu de proclamer directement

leur souveraineté sur un territoire, procèdent-ils d'une façon détournée?

Pour cette raison bien simple que l'acquisition par voie de cession directe est toujours un événement grave, alors même que cette cession se ferait à l'amiable. Qui dit cession dit *démembrement de territoire*. Or, une acquisition territoriale, même faite à l'amiable, est de nature à susciter des difficultés de la part des Etats, à raison de la théorie bien connue de l'équilibre. De là à se demander si l'on ne pouvait pas arriver au même résultat par des procédés plus acceptables, il n'y avait qu'un pas; le franchir a été pour la diplomatie un simple jeu. En somme, l'essentiel n'était-il pas, pour un Etat, dans un cas donné, de se rendre maître du territoire visé, alors même que son action n'affecterait pas la forme de la véritable souveraineté? Seulement, il faut remarquer tout de suite que ce n'est pas à l'égard de tous les Etats que l'on peut se comporter ainsi. Un pareil procédé, d'un caractère plutôt désobligeant pour celui qui le subit, n'est guère pratiqué qu'à l'égard des Etats dont l'indépendance est plus ou moins atteinte en fait ou en droit. Cela a été longtemps en Europe le cas de la Turquie, et cela est encore aujourd'hui le cas de *plusieurs Etats de l'Asie et de l'Afrique*.

D'ailleurs, à regarder les choses de près, n'est-il pas évident que les méthodes nouvellement employées : *sphères d'influence, cessions à bail, mise en tutelle, etc.*, sont infiniment moins modernes qu'on ne pourrait le supposer. Autrefois, sous le régime de la monarchie absolue, on voyait les princes disposer, selon leur bon plaisir, des droits de souveraineté comme des droits de propriété, créer des offices ou céder des provinces. De

nos jours, les choses ne se passent pas autrement, mais la nation a remplacé le prince, et c'est en les appliquant dans un domaine différent et en s'inspirant de considérations nouvelles que les Etats utilisent les anciens procédés. Poussés par un désir immodéré d'expansion coloniale, grisés par la soif d'exploiter le plus rapidement possible les immenses et riches territoires africains et asiatiques, ils se sont bornés à décorer de noms nouveaux des systèmes vieux comme le monde et à déguiser sous des dénominations mensongères des situations juridiques qui s'analysent en fin de compte en de véritables *dépossessions*.

Dans les quelques pages qui suivront, nous nous proposons d'étudier brièvement un des expédients modernes les plus intéressants d'acquisitions de territoires par voies détournées; nous voulons parler de la « *cession à bail* ». Bien que la cession à bail se présente à nous sous la forme d'une simple cession d'administration à temps limité, elle aboutit en réalité à un transfert de souveraineté; l'examen des privilèges qu'elle confère aux Etats bénéficiaires est la preuve manifeste de ce fait, c'est-à-dire du transfert de souveraineté, qu'ont sanctionné et en quelque sorte légitimé les usages les plus récents du droit international et la complicité de la diplomatie. Nous nous bornerons à examiner avec quelques détails les *cessions à bail en Chine*. Elles sont au nombre de quatre; ce sont les suivantes :

1° Celle de *Kiao-tchéou*, au seuil de la populeuse province de Chan-Toung, effectuée au profit de l'Allemagne, le 6 mars 1898. Cette concession, orgueil du pangermanisme colonial, est tombée aux mains des Japonais, au début de la dernière guerre, en novembre

1914, et son sort a été déterminé par le *traité de Versailles*. Le gouvernement japonais, ayant obtenu le droit d'en disposer en toute liberté, s'est engagé à le rendre à la Chine, sous certaines conditions d'établissement de la liberté de trafic et d'une concession commerciale à son profit.

2° Celle de *Port-Arthur* et de *Talien-wan*, consentie, le 27 mars 1898, à la Russie, et actuellement aux Japonais depuis 1905 (traité de Portsmouth, art. 5), avec le consentement de la Chine.

3° Celle du territoire et de la baie de *Kouang-tchéou*, consentie le 4 juin 1898, à la France.

4° Enfin, à peu près à la même époque, le 1^{er} juillet 1898, celle de *Weï-haï-weï*, au profit de l'Angleterre, après l'abandon qui en avait été fait par les Japonais dans des circonstances que nous rappellerons en détails.

Et enfin, encore au profit de l'Angleterre, celle de *Kowloon*.

Dans ces cinq hypothèses, nous sommes en présence de cessions déguisées de territoires aboutissant à une véritable aliénation, et nous aurons à en étudier les caractères, afin d'être à même d'en donner une définition exacte. Mais avant d'entrer dans l'examen de cette question, qui est le fond de notre sujet, il nous a semblé bon de consacrer une première partie à la description sommaire de *certaines situations de droit international public se rapprochant sensiblement de la nôtre, sans, cependant, se confondre avec elle*.

Cette méthode d'élimination nous permettra de mieux dégager notre voie dans un terrain essentielle-

ment touffu et de formuler ensuite sur notre sujet des conclusions plus nettes et plus précises. Notre *deuxième partie* sera réservée à l'étude des *cessions à bail en Chine*.

Nous nous proposons, en somme, d'étudier quelques exemples, célèbres dans l'histoire, d'aliénations de souveraineté consenties par un Etat faible au profit d'un Etat fort, soit à la suite d'une guerre, soit même à l'amiable, encore que, dans ces conventions dites amiables, se fasse toujours plus ou moins sentir la pression exercée par un puissant voisin et la crainte de le voir s'emparer, par la force, de ce qu'on semble lui accorder de gré à gré.

Notre but est de faire saisir sur le vif, par ces études rapides, ce que nous indiquions plus haut, à savoir que le procédé employé par les nations européennes sous la forme des *cessions à bail de Chine* n'est, dans leur esprit, que l'adaptation, à leurs désirs d'expansion et d'hégémonie coloniale, de la méthode employée naguère par elles, pour satisfaire leurs besoins ou leurs nécessités de prédominance politique.

Nous verrons par là que les *cessions à bail* ne sont guère que l'aboutissement, dans des pays d'outre-mer, de la politique toujours suivie par les Etats puissants vis-à-vis de ceux plus faibles, dont ils convoitent les territoires avec les richesses qui y sont contenues; dans l'esprit des diplomates européens, le mot a changé plus que la chose, et ils tendent à réaliser, sous des vocables différents, des annexions identiques à celles dont leurs devanciers leur ont laissé tant d'exemples.

Pourquoi, dira-t-on, s'être donné la peine de créer ces appellations nouvelles? Il est bien vrai que le voca-

bulaire diplomatique est friand de ces atténuations et, pour dire le mot, de ces hypocrisies de langage par quoi l'on dissimule la brutalité des appétits.

Mais, en la circonstance, qui s'agissait-il donc de ménager? Les susceptibilités de la Chine? En faisait-on plus grand cas que de celles de la Turquie? Ce n'est pas très sûr.

La vérité est qu'en l'espèce, les choses se passaient, malgré tout, un peu différemment, en ce sens qu'il n'y avait plus en présence, comme précédemment, un loup et un agneau, mais bien plusieurs loups pour un seul agneau et que chacun d'eux voulait dissimuler, ou tout au moins en avoir l'air, l'ampleur de ses appétits, beaucoup plus vis-à-vis des autres que vis-à-vis de celui qui en faisait les frais.

C'est en considération de l'Angleterre et non de la Chine que l'Allemagne hésitait à proclamer sa volonté d'annexion de Kiao-tchéou et tentait de la colorer d'une simple main-mise temporaire de caractère commercial, régi par des principes de droit privé : c'est vis-à-vis du Japon que l'Angleterre prenait les mêmes précautions.

En outre, nous aurons à nous demander, à la fin de notre étude, si, comme il arrive souvent, les diplomaties n'ont pas été prises au piège des mots et si ceux-ci, malgré qu'elles en eussent, ne recouvraient pas tout de même des choses différentes, appelées à produire des effets différents : autre chose peut-être, est l'administration de la Bosnie, voisine immédiate de l'Autriche, et celle de Wei-hai-weï, éloignée de l'Angleterre de milliers de milles, et agglomérée, malgré tout, à un corps aussi puissant ethniquement que la Chine; autre chose serait l'incorporation de Kouan-tchéou que

l'a été jadis celle de la Corse : autre chose enfin, l'exploitation politique de territoires européens et l'exploitation économique et coloniale de territoires lointains.

En somme, l'étude comparative, à laquelle nous allons nous livrer, nous conduira à démontrer, par l'exemple, les tendances séculaires des diplomaties européennes : peut-être nous amènera-t-elle à conclure que les faits ne rentrent pas aussi facilement qu'elles le croient ou le veulent, dans les cadres qu'elles leur tracent; les précédents, contrairement à ce qu'imaginent les chancelleries, ne se renouvellent pas toujours, quelque soin qu'on prenne de les calquer les uns sur les autres. Les exemples les plus frappants auxquels nous entendons nous référer sont, dans l'ordre chronologique : la Corse, la Bosnie-Herzégovine, l'île de Chypre, le sultanat de Zanzibar, Panama.

Nous noterons que l'expression « cession à bail » apparaît pour la première fois (Panama).

Enfin, nous dirons quelques mots de Mascate. Ces deux exemples portent moins d'intérêt que les autres, du point de vue général : il s'est agi dans ces deux cas de cessions d'ordre purement privé, sans aucune arrière-pensée d'hégémonie politique et coloniale et sans comparaison réelle avec le but poursuivi par les puissances en Chine.

Voilà donc, sommairement étudiés, les cas qui nous ont semblé les plus frappants d'occupations temporaires tendant ou ayant abouti à l'annexion pure et simple par l'Etat occupant.

En faisant abstraction des différences de détail inhérentes à des pays aussi dissemblables dans leur situation, leur ethnographie, leurs rapports

avec la nation protectrice, il apparaît nettement que la volonté de celle-ci se manifeste et se caractérise de façon identique pour atteindre aux résultats suivants :

Souveraineté.

Administration.

PREMIERE PARTIE

**SITUATIONS
DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC
SE RAPPROCHANT DE LA CESSION A BAIL**

CHAPITRE PREMIER

Des occupations militaires de territoires « ennemis » en temps de guerre

Il est une première catégorie de cas qu'il importe d'écarter, bien que présentant certaines similitudes avec les cessions à bail; nous voulons parler des *occupations militaires de territoires « ennemis » en temps de guerre*.

Les opérations de guerre ont pour but immédiat et direct la suprématie d'un Etat sur un autre et elles prennent fin, lorsque l'Etat le plus faible est contraint de subir les conditions de l'Etat le plus fort. Les belligérants ne s'attaquent pas seulement aux forces militaires de l'adversaire, soit pour les anéantir, soit pour s'en emparer; ils cherchent aussi à atteindre ses ressources financières, son domaine mobilier et immobilier, mais cela implique nécessairement l'envahissement et l'*occupation* par l'une des armées belligérante d'une partie du territoire de l'adversaire.

Lorsqu'un belligérant victorieux pénètre sur le territoire ennemi, il y a seulement « *invasion* ».

Pour qu'il y ait « *occupation* », il faut :

1° que l'adversaire ait été délogé et refoulé;

2° que son gouvernement ait été mis, par le fait de l'envahisseur, dans l'impossibilité d'*exercer publiquement* son autorité;

3° que l'envahisseur ait réussi à y substituer l'exercice de sa propre autorité.

C'est ce que l'article 42 du *Règlement de La Haye* du 18 octobre 1907 traduit ainsi :

« Un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé *de fait* sous l'autorité de l'armée « *ennemie*. L'occupation ne s'étend qu'aux territoires « où cette autorité est établie et en mesure de s'exer-
« cer. »

Quelle est, dans cette hypothèse, la nature de l'occupation du territoire ennemi? C'est là une question qui a donné lieu autrefois à de très nombreuses controverses, dans le détail desquelles nous n'avons pas à entrer. Nous nous bornerons à rappeler qu'aujourd'hui tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que, pendant l'occupation, la puissance conquérante ne substitue pas son propre gouvernement à celui de la puissance vaincue, mais se borne à appliquer la constitution et le système gouvernemental de l'Etat envahi, dans la mesure où ils se concilient avec les intérêts de belligérant (1).

De ces principes découlent les conséquences suivantes :

(1) Jusqu'au xix^e siècle, l'opinion dominante chez les publicistes et les hommes d'Etat, était que la prise de possession du territoire de l'un des belligérants par l'autre conférait à ce dernier le pouvoir d'en disposer librement. Les *res hostium*, considérés comme des *res nullius*, devenaient la propriété immédiate du vainqueur, par le seul fait de l'occupation matérielle.

a) si l'occupation d'un territoire par l'ennemi n'enlève pas à l'Etat envahi sa *souveraineté*, elle a, néanmoins, pour effet de suspendre pour un temps l'exercice de son pouvoir.

Mais, *paralysée en fait, elle subsiste en droit*, car l'occupation n'est qu'un fait de guerre, qui ne peut avoir, par lui-même, pour effet direct et immédiat de remplacer le gouvernement vaincu par le vainqueur : il apporte seulement un *obstacle de fait* à l'exercice de l'autorité du vaincu, à l'accomplissement de ses ordres. C'est ce que veut dire *Heffter* quand il écrit :

« On ne saurait prétendre que la conquête (c'est-à-dire l'occupation de guerre) opère de plein droit une « subrogation du vainqueur dans les droits du gouvernement vaincu (2). »

b) les lois civiles et pénales de l'Etat envahi continuent à recevoir leur application sur le terrain occupé par l'ennemi; de même les lois municipales et les lois de douane.

En un mot, la législation locale doit être maintenue en vigueur, à la condition de se concilier avec les nécessités de la guerre.

Seules, les lois répressives de l'occupant pourront être appliquées sur le sol envahi, dans la mesure nécessaire par le besoin de pourvoir à la sécurité de son armée et de punir tous attentats, crimes ou infractions dirigés contre elle.

c) la *juridiction civile et pénale* doit suivre son cours régulier pour l'application du droit existant, et la justice sera rendue par les tribunaux au nom de l'Etat

(2) *Heffter*. Le droit international de l'Europe. Trad. *Bergson*, 4^e édition, 1883, avec notes de *Geffcken*, § 131.

duquel ils relèvent et dont la souveraineté n'a pas été supprimée par l'occupation (3).

Mais les conseils de guerre de l'occupant seront seuls compétents pour juger :

1° tous individus, auteurs ou complice de crimes attentatoires à la sûreté de ses troupes;

2° ses soldats et assimilés, pour les délits de droit commun comme pour les délits militaires, car ils sont soumis à la loi pénale de leur propre pays. Emanation de la souveraineté de l'Etat, l'armée porte avec elle sa loi pénale.

d) bien que l'occupant n'ait pas le droit de faire des actes législatifs proprements dits, il peut édicter des *règlements de police* pour assurer la sécurité de son armée et il peut aussi déclarer les habitants justiciables, sous ce rapport, de ses conseils de guerre. Il peut, enfin, maintenir les autorités locales, à la condition qu'elles se soumettent aux décisions du pouvoir militaire, mais il va de soi qu'il ne peut exiger d'elles le serment de fidélité, ni rien qui soit contraire à la justice et à la morale. En ce qui concerne les fonctionnaires revêtus d'un caractère politique, comme les préfets ou les gouverneurs, il n'est pas tenu de les maintenir en fonctions, parce qu'il doit craindre leur résistance; il les révoquera, à

(3) La Cour de Nancy a fait en 1870 une application intéressante de ce principe. Après la chute de l'Empire, le Gouvernement de la République venait d'être proclamé en France; les Allemands, qui ne voulaient pas le reconnaître, invitèrent la Cour de Nancy à rendre la justice au nom de Napoléon III. Sur son refus, ils lui demandèrent de juger au nom des *hautes puissances allemandes occupant l'Alsace et la Lorraine*. C'eût été reconnaître la transformation du fait de l'occupation en une souveraineté de droit. La Cour de Nancy n'admit pas cette prétention et, dans une délibération prise en assemblée solennelle, le 8 septembre 1870, refusa d'obtempérer à la demande qui lui était faite et déclara suspendre provisoirement le cours de la justice.

moins que ces fonctionnaires n'aient — ce qui arrivera le plus souvent — quitté le pays ou donné leur démission.

e) si l'occupant a le droit d'empêcher l'application des lois de conscription militaire dans le territoire envahi, par contre, il lui est toujours formellement *interdit d'obliger les habitants à porter les armes contre leur patrie, en les enrôlant dans son armée.*

Est seule permise la réquisition de *services personnels*, mais sous deux conditions :

1° le service ne doit pas constituer un acte d'hostilité *directe et immédiate* contre la patrie;

2° il ne doit pas exposer les individus requis aux mêmes dangers que les combattants.

Par exemple : est licite la réparation de ponts et de fortifications, dans les localités où la lutte ne se poursuit pas, et non dans les tranchées ou sur le champ de bataille.

Il est défendu aux habitants du territoire occupé, sous peine de mesures de représailles les plus rigoureuses, de se livrer contre l'adversaire à des actes d'hostilité; autrement ils seraient considérés comme belligérants et exposés, comme tels, à des amendes, à l'emprisonnement et même à la peine de mort.

f) en ce qui concerne les *biens*, les anciennes coutumes ont reçu, tout au moins théoriquement, d'importantes atténuations. Si nul ne conteste à l'armée victorieuse le droit de s'emparer de la fortune mobilière qui appartient à l'Etat ennemi et qui est susceptible de servir aux opérations de guerre, par exemple, des armes, des chemins de fer, des automobiles, des avions, des trésors, des capitaux et valeurs qui sont la propriété de l'Etat,

etc... (trésoreries générales, recettes particulières, de l'enregistrement), la même règle ne doit pas être appliquée aux immeubles et meubles des particuliers, pas plus qu'aux sommes d'argent découvertes chez eux, ou aux dépôts confiés par eux aux Caisses d'Epargne ou autres caisses publiques ou privées de même nature. Nous en dirons autant des collections scientifiques et artistiques, des bibliothèques, manuscrits, galeries de tableaux, appartenant tant à l'Etat, qu'aux Etablissements publics et personnes morales qu'aux particuliers, car la dépossession de ces objets ne peut en rien servir aux opérations de guerre.

Quant aux *impôts*, l'occupant a le droit de les percevoir à la place de l'Etat envahi, mais à la condition d'affecter les sommes perçues aux frais d'administration du pays et non aux besoins de son armée; pour cela, il a la réquisition et les contributions de guerre.

Il y a là des principes universellement reconnus par les peuples civilisés, bien que malheureusement trop souvent méconnus dans la pratique, et sur lesquels il nous paraît inutile de nous attarder.

Du simple exposé des règles les plus importantes concernant cette matière se dégage cette conclusion :

Nous sommes ici en présence :

1° d'un *acte de guerre*, et non d'une mesure essentiellement pacifique;

2° d'un *pur fait* et non d'un état de droit.

Ce n'est qu'à la fin de la guerre que cet état de fait disparaîtra, à moins qu'il ne se transforme en un droit définitif de propriété au profit du vainqueur.

3° il s'agit d'un état de choses essentiellement *provisoire*, bien que susceptible de se prolonger plusieurs

mois ou plusieurs années, — sa durée étant subordonnée aux fluctuations de la lutte, — tandis que la durée de la cession à bail est presque indéfinie.

4° conférant au belligérant envahisseur le pouvoir d'accomplir sur la partie de territoire occupé tous actes utiles aux fins de la guerre.

5° suspendant pour un temps, l'exercice de la souveraineté, alors que la cession à bail en comporte l'exercice absolu.

Telles sont les diverses raisons pour lesquelles l'occupation militaire de territoires « *ennemis* » en temps de guerre diffère de l'occupation à bail. Nous aurons, d'ailleurs, à y revenir, mais nous devons, dès à présent, en retenir la plus importante : il n'y a, à la base de cette situation, *ni pacte, ni contrat*, tandis que ce *caractère conventionnel* est fondamental pour l'occupation à bail, et nous ne l'avons étudiée que parce qu'elle aboutit assez souvent dans la pratique à des solutions semblables à celles que nous rencontrerons dans les hypothèses de véritables cessions.

RESSEMBLANCES

L'occupation :

1° suspend presque complètement l'exercice de la souveraineté de l'Etat envahi;

2° elle n'a aucune influence sur la nationalité des indigènes;

3° elle permet des travaux de fortifications;

4° elle permet la perception des impôts.

CHAPITRE II

Cessions temporaires de territoires trouvant leur source dans une idée de nantissement (1)

Jusqu'au déclin du Moyen-Age, les deux modes de garantie employés pour assurer l'exécution des traités étaient :

1° la *prestation de serment*, qui s'explique par le rôle alors prépondérant de la religion dans la vie des peuples;

2° la *remise d'otages*.

A cette époque apparaît un nouveau mode de garantie : c'est la *remise d'un territoire en gage de l'exécution d'une obligation*, généralement du paiement d'une dette. On voit, en effet, des princes, qui empruntaient de l'argent à d'autres, hypothéquer une ville ou une partie de leur territoire, et même en livrer au prêteur la possession à titre de nantissement.

(1) « Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette. » Ainsi s'exprime l'article 2071 du Code Civil.

A partir du xvii^e siècle, avec l'affaïssement des idées religieuses, l'usage du serment tomba peu à peu en désuétude et, d'autre part, les progrès de la civilisation eurent pour conséquence de faire disparaître la remise d'otages.

Il fallut les remplacer par d'autres garanties. Ce furent les garanties territoriales, déjà existantes, et dont le rôle, de secondaire, devint, peu à peu, prépondérant.

I. — CESSION DE LA CORSE A LA FRANCE
PAR LA RÉPUBLIQUE DE GÈNES

L'exemple ancien et en quelque sorte classique de cette catégorie de cessions est celui de la Corse.

Depuis le milieu du xiv^e siècle, la Corse était soumise à la souveraineté de la République de Gênes, mais les exactions auxquelles se livraient les fonctionnaires génois et le mauvais fonctionnement de l'administration avaient suscité parmi les habitants un vif mécontentement et, plusieurs fois, des révoltes avaient éclaté dans la population. Aussi la République de Gênes n'avait pas hésité à faire appel à diverses reprises au *Roi de France*, notamment en 1737-1739, 1741, 1746 et 1755; chaque fois, l'intervention de nos troupes avait eu facilement raison de la résistance des révoltés. Pendant la guerre de Sept Ans (1756-1763), les choses changèrent quelque peu de caractère.

Ce fut la France qui prit l'initiative de l'occupation de la Corse, non pas pour réprimer des insurrections qui n'avaient pas éclaté, mais pour empêcher nos ennemis d'alors, les Anglais, de se mettre en possession des

ports et des places de guerre et de les utiliser comme bases d'opérations militaires.

Un *traité* fut conclu, le 14 août 1756, entre la France et la République de Gênes, pour, disait l'article 5, « conserver l'île de Corse sous la domination de la « Sérénissime République ».

Aux termes de ce traité, la France devait faire passer en Corse les troupes qu'elle jugerait nécessaire pour la sûreté et le repos de l'île; elle devait faire occuper (art. 13) les forteresses de Saint-Florent, de Calvi et d'Ajaccio, mais il était expressément interdit aux autorités militaires françaises de se mêler, en quoi que ce fût, de l'administration économique, politique, judiciaire, civile et criminelle de l'île (art. 10).

C'est un peu plus tard, que nous assistons à une véritable occupation, par la France, d'une partie du territoire de la Corse : lorsque la guerre avec l'Angleterre prit fin, en 1763. Mais, à la suite d'un nouvel appel de Gênes au Roi de France, en 1764, en vue d'assurer une fois encore, la pacification de l'île, intervint, le 6 août 1764, le *traité de Compiègne* qui précisa les conditions de l'action française. Nos troupes devaient recevoir « *en dépôt* » pour une durée de quatre années, les places de Bastia, Ajaccio, Calvi, Saint-Florent et d'Algajola, pour les garder et les défendre, et y assurer la police intérieure; mais elles n'avaient pas à faire la guerre aux habitants insurgés. En ce qui concerne les places gardées par les troupes françaises, la situation était la suivante : le pouvoir civil, ecclésiastique et municipal continuait à appartenir aux fonctionnaires de la République de Gênes, mais le commandant français et les troupes françaises exerçaient seuls le pouvoir militaire et avaient

le droit de punir les délits commis contre l'armée ou par les officiers et soldats attachés à l'armée (art. 5 et 6).

L'article 3 spécifiait que, nonobstant cette occupation, Gênes conservait dans les dites places, comme dans le reste de l'île, tous ses droits et l'exercice de sa souveraineté.

Cet accord ne devait pas tarder lui-même à se transformer et à revêtir une forme plus stable. Se rendant compte que le retrait des troupes françaises ramènerait l'anarchie en Corse et prenant aussi en considération le peu d'avantages qu'ils tiraient de leur possession du pays, perpétuellement insurgé, les Gênois, par un traité conclu à Paris, le 15 mai 1768, remirent l'île de Corse à la France, *en gage, pour une durée indéterminée*, jusqu'au remboursement par elle des dépenses faites pour la défense de l'île. Cette hypothèse ne devait pas se produire. La République de Gênes ne fut jamais en état de rembourser à la France les sommes dépensées par celle-ci pour l'occupation et la pacification de la Corse. Cette dernière, une fois soumise (1769), resta fermement attachée à la France, et bénéficia pendant la Révolution du même traitement politique que les autres provinces.

Lors de la convocation des Etats Généraux, elle envoya ses représentants et ce fut sur leur initiative qu'elle fut déclarée par cette assemblée « *partie intégrant du territoire national* » (30 novembre 1789).

Gênes protesta d'abord contre ce décret, mais l'Assemblée Nationale écarta cette protestation, et Gênes accepta le fait accompli.

Nous sommes ici en présence d'un cas assez curieux de subrogation de droits de souveraineté d'un Etat à un autre.

A l'origine (traité de 1756), la France n'exerçait sur la Corse qu'une occupation militaire conventionnelle, pure et simple, laissant subsister la souveraineté de Gênes, sur l'île.

Le traité de Paris, en 1768, ayant transformé cette occupation en une dation en gage, la France allait exercer, à titre temporaire, toutes les prérogatives de la souveraineté. Aux termes de l'art. 14 de ce traité, la justice et la police générale, de même que la justice de l'Amirauté, devaient être exercées au nom du Roi « qui y comandera en souverain », et par les officiers de Sa Majesté dans les places, ports, terres et pays qui seraient occupés par les troupes françaises et, en vertu de l'art. 15, le Roi avait le droit d'établir les impôts qu'il jugerait convenables, sauf à en tenir compte à la République le jour où celle-ci manifesterait le désir de recouvrer sa souveraineté, car Gênes s'était réservé la faculté de reprendre son ancienne possession en remboursant toutes les dépenses faites pour sa défense (2).

Une seule limitation; la France ne pourrait disposer de la Corse en faveur d'un tiers qu'avec le consentement de la République de Gênes.

En un mot, c'était une véritable *cession de souveraineté*, mais avec *faculté de reprise*, comme les cessions à bail en Chine, à la fin du xix^e siècle.

(2) L'article 4 du traité de 1768 est très net à ce sujet : « En conséquence, le Roi s'engage à conserver sous son autorité et sa domination toutes les parties de la Corse qui seront occupées par ses troupes jusqu'à ce que la République de Gênes en demande à la France la restitution et, en la demandant, soit en état de solder la dépense que l'expédition actuelle des troupes et les frais de leur entretien en Corse pourront occasionner; etc... »

II. — OCCUPATIONS MILITAIRES DE TERRITOIRES
EN GARANTIE D'INDEMNITÉS DE GUERRE

Nous ne dirons qu'un mot des occupations militaires qui ont seulement pour objet de garantir la fidèle exécution d'un traité, car elles n'entrent pas à proprement parler dans notre sujet.

L'indemnité de guerre appliquée à toute époque, et qui a pris au xix^e siècle et au xx^e siècle un développement considérable, nous fournit encore un exemple, d'un caractère général d'occupations de territoires imposées par le vainqueur au vaincu à *titre de gage*, occupations temporaires pouvant en fait se prolonger plusieurs années.

Dans ce cas, l'occupation militaire n'est qu'une voie de contrainte indirecte pour forcer le débiteur à exécuter ses obligations. Puisqu'il s'agit d'une *remise* ou d'une prise de gage, l'occupant ne saurait avoir que les droits d'un créancier sur le gage qui est entre ses mains, c'est-à-dire un simple pouvoir de rétention jusqu'à l'exécution de l'obligation, consistant pour le cas qui nous intéresse dans le droit de mettre en garnison sur le territoire occupé. Mais la présence de la force armée étrangère ne doit, au point de vue de l'administration, porter *aucune atteinte à la souveraineté de l'Etat occupé*.

Les occupations militaires pacifiques, à peu près inconnues pendant toute l'Antiquité, ont été très rares au Moyen-Age et même jusqu'à la fin du xviii^e siècle. Au contraire, depuis un peu plus d'un siècle, elles sont vraiment entrées dans la pratique internationale.

C'est parce que l'occupation ainsi comprise sauvegarde, plus que le nantissement de jadis, les droits de l'Etat débiteur, qu'elle lui a été substituée comme moyen de garantie.

En effet, dans le nantissement de jadis, l'*Etat gagiste possédait*, sur les territoires pris en gage, l'*exercice des droits souverains*, pour le temps que durait l'engagement; c'était lui qui les administrait et les exploitait. D'où danger que l'Etat créancier fût tenté de ne pas les restituer. Avec l'occupation de garantie, au contraire, aucune atteinte à la souveraineté de l'Etat occupé, au point de vue de l'administration, tout en constituant une garantie aussi sûre à l'occupant.

Comme exemples de ce genre d'occupations, il nous suffira de rappeler l'occupation des trois forteresses de Glogau, Settin et Custrin, en Prusse, par Napoléon I^{er} (1808); celle aussi d'un certain nombre de départements français par les Alliés en 1815-1818, et par l'Allemagne en 1871-1873 (aggravée de l'*état de siège avec toutes ses conséquences*). Enfin, l'occupation par les troupes alliées de plusieurs provinces allemandes, en 1918.

Il arrive quelquefois que le vaincu, trop pauvre, ne puisse payer et, dans ce cas, l'occupation temporaire se transforme souvent en véritable annexion. Cela a été le cas de la Turquie. En 1878, la Russie, après cette guerre heureuse qui se termina par le *traité de San-Stefano* (mars 1878, révisé — mais confirmé à ce point de vue — par le *traité de Berlin*, 13 juillet 1878), imposa à la Turquie une indemnité de guerre de 1.400 millions de roubles et la remplaça, à concurrence de 1.100 millions, par la cession de Batoum, Ardahan, Kars, Alasckert, Bayazid, en Asie, et du Sandjak de Toulja, en Europe.

CHAPITRE III

Cessions dans lesquelles l'idée de gage n'intervient pas et qui sont surtout dominées par des considérations politiques

Dans ce troisième groupe, nous réunirons des situations se rapprochant, très sensiblement, de celles qui feront l'objet de notre étude spéciale, mais en différant encore par quelques-uns de leurs caractères et de leurs effets. Nous voulons parler de cas se caractérisant par la diminution et même la suppression du droit de souveraineté sur un territoire, mais sans qu'intervienne ici, comme dans l'hypothèse précédente, l'idée de gage, la préoccupation dominante paraissant être celle de politique et d'équilibre.

I. — CAS DE LA BOSNIE ET DE L'HERZÉGOVINE

C'étaient, comme on le sait, deux provinces ottomanes, situées au Nord-Ouest de la péninsule balkanique, et dans lesquelles avaient commencé, en août 1875, une insurrection qui devait aboutir à l'intervention de la Russie, puis à la sanglante guerre des Bal-

kans, terminée par le *traité de San Stefano*, du 3 mars 1878, révisé par le *traité de Berlin*, du 13 juillet suivant.

Déjà, avant la guerre, dans une conférence tenue à Constantinople en décembre 1876 et janvier 1877, un accord était intervenu entre les puissances sur un certain nombre de réformes qui devaient être réalisées en Bosnie et Herzégovine. Après sa défaite, la Turquie se trouvait plus que jamais forcée de les appliquer. Mais des difficultés, auxquelles l'ambition de puissants voisins n'était pas étrangère, furent une cause de complications. Il fut allégué dans les séances du Congrès que, la Turquie n'étant plus un Etat assez fort et assez puissant pour maintenir l'ordre dans les deux provinces en question, la solution la meilleure était de placer ces provinces *sous l'occupation et l'administration de l'Autriche-Hongrie*. L'article 25 du *traité de Berlin* consacra cette manière de voir : « Les provinces de Bosnie et « Herzégovine, y est-il dit, seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. »

Il y avait là, en réalité, un *véritable mandat* donné par l'Europe à l'Autriche-Hongrie de rétablir l'ordre dans ces provinces, cet empire étant, par sa disposition géographique, seul en état de mener à bonne fin cette entreprise. Il est intéressant de noter à ce sujet que les puissances signataires du traité de Berlin se gardèrent bien de préciser le caractère, la nature et la durée de cette occupation. Le comte Andrassy, président du Conseil des ministres d'Autriche-Hongrie, se borna à déclarer que l'occupation durerait tant que cela serait nécessaire pour atteindre le but que l'Europe avait en vue, c'est-à-dire tant que le rétablissement de la tranquillité des deux provinces n'aurait pas été assuré. Il ajoutait

que la cessation de cette occupation devait également être subordonnée au remboursement par la Turquie des frais qu'elle avait occasionnés (1). Comme on n'imaginerait pas l'Autriche, renonçant spontanément au mandat qu'elle avait accepté, dans le but de s'approprier la Bosnie et l'Herzégovine, ni l'Europe révoquant ce mandat, il en fallait bien conclure que, dans la pensée de tous, il s'agissait d'une véritable annexion.

Sans doute, l'accord secret, signé le même jour (13 juillet 1878), par la Turquie et l'Autriche, stipulait bien que cette dernière puissance s'engageait à ne considérer que l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine que comme *provisoire* et ne portant *aucune atteinte aux droits de souveraineté de S. M. I. le Sultan*. Mais, en fait, tout en donnant au Sultan, par la convention additionnelle de 1879, certaines satisfactions anodines, telles que le droit de voir son nom mentionné dans les prières dites dans les mosquées, et le drapeau ottoman hissé, selon l'usage, sur les minarets, l'Autriche-Hongrie se conduisit, comme si la Bosnie et l'Herzégovine constituaient, pour elle, un territoire national. Lorsqu'en octobre 1908, — trente ans après le traité de Berlin, — elle déclara s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, elle ne fit, en réalité, que consacrer un état de choses qui avait été tacitement accepté par les autres puissances et auquel, d'ailleurs, la Turquie elle-même adhéra en 1909.

(1) La formule exacte qu'il employa était la suivante : « L'occupation demeurera tant qu'il faudra pour atteindre le but que l'Europe a eu en vue en nous conférant le mandat, tant que cela sera nécessaire pour le rétablissement de la tranquillité de ces malheureuses provinces, autant enfin que les dangers ne seront pas écartés et aussi longtemps que la Sublime Porte ne pourra nous rembourser les frais faits et ne sera pas de force à maintenir l'ordre. Il ne m'appartient pas d'examiner si ce moment arrivera jamais. »

En modifiant, comme elle l'a fait par cette brutale annexion, le traité de Berlin, l'Autriche-Hongrie avait incontestablement méconnu le droit des gens. Régulièrement, elle aurait dû solliciter le consentement des puissances, avant de substituer sa souveraineté au mandat qui lui avait été conféré.

Ainsi, par une conséquence normale, par une *évolution naturelle*, la fiction diplomatique de l'occupation aboutissait à une absorption. L'annexion déguisée était devenue une annexion pure et simple. Quels avaient été les caractères de cette soi-disant occupation ?

1° son caractère *contractuel*, conventionnel, n'est pas douteux (il y eut consentement du Sultan);

2° de même son caractère *pacifique*, car il n'y avait pas état de guerre, entre l'occupant et le souverain du pays occupé;

3° également, son caractère de *mandat*, donné par les puissances européennes;

4° *aucune limitation de durée* n'était imposée;

5° les pouvoirs conférés à l'Autriche étaient beaucoup plus étendus que ceux d'un occupant ordinaire et même que ceux de l'occupant en temps de guerre.

En Bosnie-Herzégovine, l'Autriche avait le droit d'*administration*, au sens le plus large du terme, avec des fonctionnaires choisis par elle. Son drapeau devait flotter sur les édifices publics. C'était elle qui allait tout décider : législation, gouvernement, politique, impôts, administration de la justice, économie nationale. La convention de 1879, tout en affirmant, dans son préambule, le maintien des droits de souveraineté du Sultan, consacrait en fait l'*abdication complète de la souveraineté ottomane* sur les deux provinces.

C'est donc surtout par ces deux côtés, que l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche diffère de l'occupation militaire pacifique ordinaire. Ce qui caractérise, en effet, cette dernière, c'est, à la fois, qu'elle est essentiellement provisoire et que les pouvoirs de l'occupant sont strictement limités, se réduisant même souvent à un simple droit de garnison. Or, ces deux caractères fondamentaux, nous ne les rencontrons pas dans la situation de l'Autriche, en Bosnie-Herzégovine.

Voyons maintenant les *ressemblances* et les *différences* de cette situation avec la cession à bail de notre deuxième partie.

Dans les deux cas, nous trouvons :

- 1° le caractère *contractuel*;
- 2° le caractère *pacifique*;
- 3° une durée presque indéterminée — ici, même aucune limitation;
- 4° des pouvoirs extrêmement étendus.

Une seule *différence* :

l'Autriche agissait en vertu d'un *mandat*.

Le mot « *occupation* » est donc ici une dénomination manifestement inexacte; c'était un voile hypocrite, destiné à rassurer la Turquie et surtout à sauver la face, en masquant la conquête autrichienne; c'était une *fiction diplomatique*, destinée à soutenir cette autre fiction qui a dominé, pendant longtemps, l'histoire de la question d'Orient et qui s'appelait « le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman », dont les grandes puissances s'étaient portées garantes dans un pacte solennel, le *traité de Paris* de 1856.

Depuis la guerre de 1914-1918, ces deux anciennes provinces ottomanes font partie de l'*Etat yougoslave*, ayant ainsi réalisé leurs aspirations nationales.

II. — CAS DE L'ÎLE DE CHYPRE.

Ici encore nous sommes en présence d'une convention, déguisant une véritable annexion.

Située en face de l'*Asie mineure*, Chypre est une des principales îles de la Méditerranée et une de celles qui ont tiré le plus d'avantages du percement de l'isthme de Suez. Elle a acquis, aujourd'hui, une importance commerciale et stratégique de premier ordre. Soumise à la domination ottomane depuis 1571, accablée de vexations et écrasée d'impôts par les Turcs, elle profita de l'insurrection hellénique, en 1823, pour chercher à reconquérir sa liberté; elle n'y réussit pas, et, après avoir été placée, quelque temps, sous l'autorité de Méhémet-Ali, elle retomba, en 1841, sous l'administration directe de la Turquie, grâce à l'intervention de l'Europe contre Méhémet-Ali.

Ce fut à la suite de la guerre *russo-turque* de 1877, qu'elle devait passer entre les mains de l'Angleterre. Le *traité de San Stefano*, du 3 mars 1878, consacrait devant la Russie victorieuse, la déchéance politique de la Turquie. Le Sultan pouvait tout craindre des événements et, à la veille du Congrès qui allait s'ouvrir pour régler le sort de son Empire, il sentait la nécessité de s'assurer une solide alliance. Ce fut à l'Angleterre qu'il s'adressa et celle-ci, dont la politique était alors dirigée par Disraeli, l'adversaire de Gladstone, accepta de soutenir ses intérêts en face de l'Europe, mais elle réclamait une

compensation; elle la trouva dans l'acquisition de Chypre, grâce à laquelle elle pouvait surveiller la Russie, et, en même temps, tout en se conciliant la reconnaissance de la Porte, accroître son prestige aux yeux des populations musulmanes de l'Inde.

Le marché fut facilement conclu et, très peu de temps avant la réunion du Congrès, le 4 juin 1878, le Cabinet de Londres passait secrètement avec la Porte un traité d' « *alliance défensive* », dans le but d'assurer, pour l'avenir, les territoires en Asie de « S. M. le Sultan ». Aux termes de ce traité, l'Angleterre s'engageait, — dans le cas où la Russie retiendrait les places de Batoum, Ardahan et Kars, ou tenterait, à une époque quelconque, de s'emparer d'autres territoires ottomans en Asie, — à s'unir à la Turquie pour la défense de ces territoires. Le Sultan, de son côté, « afin de mettre l'Angleterre en mesure d'assurer les moyens nécessaires pour l'exécution de son engagement, consentait à assigner « l'île de Chypre pour être *occupée et administrée* par « elle ».

Cet engagement, ignoré des Puissances quand s'ouvrit le Congrès de Berlin, ne leur fut révélé que le 8 juillet, les détails d'application du décret intervenu ayant fait l'objet d'une *convention additionnelle*, portant la date du 1^{er} juillet 1878.

La durée de l'occupation britannique n'était pas prévue. Bien que le traité de Berlin ne fût pas encore signé, les deux intéressés se rendaient bien compte qu'il entraînerait la privation pour la Turquie d'une partie de ses possessions d'Asie mineure qu'elle serait obligée de céder à la Russie. C'était pour permettre à l'Angleterre de s'acquitter le mieux qu'elle pourrait de son

obligation de défense, que la Turquie lui conférait le droit d'occuper Chypre. Le texte emploie les expressions « *l'occupation et d'administration* », sans aucune restriction en ce qui concerne la souveraineté de la Turquie. L'Angleterre était tenue de payer annuellement à la Sublime Porte, l'excédent actuel des revenus sur les dépenses d'administration de l'île. Et l'occupation de Chypre était si bien liée à cette question de défense des possessions asiatiques de la Turquie qu'il était entendu que cette occupation prendrait fin le jour où la Russie les rendrait à cette dernière. La cession apparaissait donc comme *provisoire et temporaire*, subordonnée à un fait incertain qui était la restitution par la Russie des territoires turcs. Quand la Russie abandonnerait-elle Batoum, Ardahan et Kars? Nul ne le savait, et il était même probable que pareille éventualité ne se réaliserait jamais.

A part quelques différences de détail, la situation de l'Angleterre à Chypre était au fond *identique à celle de l'Autriche en Bosnie*. Ici comme là, le mot « *occupation* » n'était qu'une fiction diplomatique pour déguiser un transfert de souveraineté, une annexion. Car il faut prendre ici le mot « *administration* » dans son sens large, synonyme de gouvernement, comprenant à la fois la législation, la juridiction et l'administration *stricto sensu*. Quoique la souveraineté sur Chypre fût conservée pour la forme au Sultan et que, en théorie, l'île continuât à faire partie de l'empire ottoman, en réalité la Porte abdiquait tous ses droits de puissance publique entre les mains de l'Angleterre.

Différences

1° L'Angleterre ne tenait ses droits sur Chypre que du *consentement bénévole du Sultan*, son allié, tandis que l'Autriche était, en Bosnie, le mandataire de l'Europe;

2° L'occupation de Chypre était *limitée comme durée, au moins indirectement, — caractère provisoire* que l'Autriche s'était refusée à laisser inscrire dans la convention de Constantinople.

En fait, depuis 1878, l'Angleterre a gouverné Chypre en son propre nom, sans s'occuper du Sultan. C'est elle qui lève les impôts, décide les dépenses, construit les fortifications, dirige tous les services publics. Son pavillon était arboré dans l'île.

Les Chypriotes n'ont eu, d'ailleurs, qu'à se louer de l'administration anglaise. Tout en respectant la condition des indigènes, la Grande-Bretagne a aboli dans l'île les Capitulations et organisé des tribunaux offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence. Au cours de la Grande Guerre, après la défection de la Turquie, l'Angleterre déclara qu'elle ne tiendrait plus compte des conventions de juin et juillet 1878 et prononça purement et simplement l'annexion de Chypre à son Empire (2).

Habitée pour la plus grande partie par des Grecs (3) il avait paru probable, après la dernière guerre, que

(2) Voici, à titre de renseignements, les principaux textes de ces traités :

I. *Convention du 4 juin 1878*. — ARTICLE PREMIER. — Dans le cas où Batoum, Ardahan, Kars ou aucune de ces places seront retenues par la Russie, et si aucune tentative était faite, à une époque quelconque, par la Russie de s'emparer d'aucune autre portion des territoires de S. M. I. le Sultan, en Asie, fixés par le traité définitif de paix, l'Angleterre s'engage à s'unir à S. M. I. le Sultan, pour la défense des territoires en question à force d'armes. En revanche, S. M. I. le

Chypre serait appelée à être incorporée au royaume de Grèce. D'ailleurs, en mars 1919, une députation envoyée par la population de l'île de Chypre en Angleterre, pour exposer le désir des Chypriotes de voir leur pays rattaché à la Grèce, avait publié un manifeste déclarant :

« Nous n'éprouvons aucun sentiment antibritannique et nous sommes profondément reconnaissants à la Grande-Bretagne de nous avoir émancipés du joug turc, mais, étant Grecs de race et ayant participé aux longues luttes du peuple hellénique pour l'Indépendance, nous avons le désir très vif de former de nouveau partie intégrante de l'Hellade une et indivisible.

« Nous ne renoncerons pas à ce projet d'union en échange d'une forme quelconque de gouvernement autonome. Nous demandons que le principe des nationalités, pour lequel l'Angleterre et la Grèce ont combattu, soit appliqué à notre pays.

Sultan promet à l'Angleterre d'introduire les réformes nécessaires à être arrêtées plus tard par les deux puissances, ayant trait à la bonne administration et à la protection des sujets chrétiens et autres de la Sublime Porte, qui se trouvent sur les territoires en question; et afin de mettre l'Angleterre en mesure d'assurer les moyens nécessaires à l'exécution de son engagement, S. M. I. le Sultan consent, en outre, d'assigner l'île de Chypre, pour être *occupée et administrée par elle*.

II. *Convention du 1^{er} juillet 1878.* ARTICLE PREMIER. — Un tribunal musulman subsistera dans l'île; il connaîtra exclusivement des affaires religieuses.

ART. 5. — Le gouvernement britannique pourra exercer, par le moyen de ses autorités compétentes, le droit d'expropriation pour l'acquisition, à des prix convenables, des terres incultes et des terrains nécessaires devant servir aux améliorations publiques, ainsi qu'à tout autre but d'utilité publique.

ART. 6. — Dans le cas où la Russie restituerait à la Turquie Kars et les autres conquêtes faites par elle en Arménie pendant la dernière guerre, l'île de Chypre sera évacuée par l'Angleterre et la convention en date du 4 juin 1878 cessera d'être en vigueur.

(3) Sur un total de 280.000 habitants, on compte 216.000 chrétiens de race et de langue grecques, et 57.000 musulmans qualifiés Turcs, bien que la majeure partie d'entre eux soient des Grecs islamisés.

« Il est de notre devoir de déclarer que, si ce principe n'est pas appliqué à l'île de Chypre, il en résultera un vif mécontentement dans toute la population chypriote. »

Quoi qu'il en soit, il n'a pas été tenu compte de ces revendications et l'Angleterre continue à occuper Chypre.

III. — CAS DE ZANZIBAR.

Un autre exemple intéressant, dans lequel on rencontre ces expressions, si communes aujourd'hui, dans le droit international public, de concessions, occupation et administration, est celui de *Zanzibar*. Ici encore nous trouvons une nouvelle preuve de la souplesse du procédé de la cession à bail temporaire, employé comme mode de colonisation.

En 1861, soutenu par l'Angleterre, le Sultan de Zanzibar s'était affranchi de la suzeraineté de l'iman de Mascate et, l'année suivante, la France et l'Angleterre avaient conclu un traité par lequel elles s'engageaient à respecter son indépendance.

Vers 1880, le Sultan de Zanzibar, Saïd-Bargach, possédait, outre l'île de Zanzibar, Pemba et autres îlots moins considérables, toute la côte africaine depuis la Somalie jusqu'au Mosambique, c'est-à-dire de l'embouchure de la rivière Djuba au cap de Delgado, sans cependant que les limites de son autorité fussent bien nettement fixées à l'intérieur des terres. C'est vers cette époque que se formèrent en Angleterre et en Allemagne de puissantes compagnies de colonisation dont le but avoué était l'exploitation des régions inoccupées et inexplorées de l'Afrique centrale.

En décembre 1884, une petite expédition allemande dirigée par le Dr Karl Peters, le Dr Jühlke et le comte Pfeil, fondateur d'une Société de *colonisation allemande* (*Gesellschaft für deutsche Kolonisation*), réussit, au moyen de cadeaux, à obtenir des chefs de peuplades nègres de l'Afrique orientale douze traités qui mettaient entre ses mains les quatre provinces d'Ousegouha, de Ngourou, d'Ousagara et d'Oukami, environ 150.000 kilomètres carrés. Ces traités concédaient à la Société, des *droits de souveraineté*, comprenant le privilège exclusif de cultiver le sol, d'exploiter les forêts et les mines, d'introduire des colons, de percevoir les impôts et d'établir des droits de douane. En échange de cet abandon complet du pays par les souverains indigènes, les représentants de la Société allemande promettaient de les protéger contre leurs ennemis et de respecter la propriété privée. Etat-il possible de prendre au sérieux de tels traités?

Le Gouvernement allemand n'hésita pas, cependant, à ratifier cet acte, malgré son caractère manifeste de déloyauté, et, par une décision du 27 février 1885, proclama son protectorat sur les territoires ainsi acquis. La *Deutsche Ostafrikanische Gesellschaft*, qui avait succédé à la *Gesellschaft für Deutsche Kolonisation*, se faisait attribuer ainsi, par une délégation du gouvernement allemand et sous sa surveillance, de véritables droits de souveraineté. Le consul général Rohlf, chargé de négocier un traité de commerce à Zanzibar, soutint les prétentions de la Compagnie et souleva un conflit. Le Sultan, malgré ses protestations, fut obligé de céder devant l'envoi d'une flotte allemande dans l'Océan Indien, et, suivant les conseils de l'Angleterre, confirma, le 11 août

1885, le protectorat allemand sur les quatre provinces en question.

Ces événements furent suivis d'une *Convention* en date du 29 octobre-1^{er} novembre 1886, intervenue entre l'Angleterre et l'Allemagne, et réglant à la fois leur situation respective et les droits du Sultan.

Les deux puissances reconnaissaient au Sultan la possession :

1° des îles de Zanzibar, Pemba, Mafia et Lamou;

2° d'une ligne de côtes entre l'embouchure de la rivière Miningani et Kipini, avec une bande littorale de dix milles marins;

3° des ports de Kismayou, Brava, Merka, Magdouchou, avec le territoire environnant dans un rayon de dix milles;

4° Ouarcheik, avec le territoire voisin dans un rayon de cinq milles.

C'était tout ce qu'avait voulu admettre le commissaire allemand, en dépit de l'évidence, malgré les témoignages formels attribuant à Saïd-Bargach la souveraineté, non seulement de la côte mais de l'intérieur, jusqu'à une distance variant de 20 à 100 milles, malgré tous les documents prouvant combien il était respecté et obéi des tribus, même éloignées.

L'Allemagne obtenait, grâce à l'intervention de l'Angleterre, l'affermage des ports de Dar-es-Salam et Pangani, moyennant une redevance au Sultan.

Comme récompense à ces sacrifices, le titre de « *Prince souverain et indépendant* » était reconnu au Sultan par l'Allemagne.

Enfin, l'Angleterre et l'Allemagne fixaient les limites de leurs sphères d'influence sur l'Est africain. Grâce à ces arrangements, auxquels la France donna, d'ailleurs, son adhésion, l'Allemagne prenait pied en Afrique et acquérait un territoire plus étendu que celui qu'elle possédait en Europe.

Quelques mois après l'accord du 1^{er} novembre 1886, un certain nombre de riches négociants et d'hommes politiques anglais fondèrent l'*Association britannique de l'Afrique orientale* (*British East African Association*).

Cession temporaire. — Par le traité du 24 mai 1887, conclu entre Saïd-Bargach et M. Mac Kinnon, président de la Compagnie anglaise, celle-ci obtint pour *cinquante ans*, sous le nom et le pavillon du Sultan, l'entière administration de ses domaines, situés le long de la côte, entre la rivière Ouanga et Kipini (4°30' et 2°35' de latitude S.), avec le droit d'édicter des lois et règlements, d'établir des impôts, d'organiser la force publique, de créer des tribunaux, de régler la navigation, de nommer **ses agents** comme juges, et de **traiter avec les chefs indigènes**, sous réserve de l'approbation du Sultan.

En outre, la Société anglaise de l'Afrique orientale avait pleine liberté pour disposer des terres, forts et bâtiments publics, fixer les tarifs de douane et autres taxes, à la condition d'en verser une partie au trésor du Sultan. Il faut y ajouter le droit pour la Société d'acquérir des privilèges exclusifs pour la vente et la location des terres, la recherche et l'exploitation des mines et forêts, la construction des routes, chemins de fer, canaux, etc. Mais il était prévu en même temps, et ceci présentait une grande importance, tout au moins au

point de vue théorique, que cette concession devait avoir une *durée de cinquante ans* et qu'à l'expiration de cette période, le Sultan ou ses héritiers auraient la faculté de reprendre les établissements de la Compagnie, moyennant expertise par des arbitres.

Cession analogue en faveur de l'Allemagne.

Quelques mois plus tard, par une convention en date du 28 avril 1888 (4), l'Allemagne obtenait à son tour, du Sultan Khalifa, frère et successeur de Saïd-Bargach, sur la côte qui séparait ses établissements de la mer, entre la Rovouma et la Ouanga, des droits de même nature que ceux qui avaient été conférés à l'Angleterre.

Cette situation, faite à l'Allemagne et à l'Angleterre par les accords de 1887 et 1888, devait être de courte durée.

De graves incidents marquèrent la prise de possession du littoral par les agents de la Compagnie allemande. Bien que la Société n'eût pas, sur la côte, des droits de souveraineté à revendiquer, mais qu'elle l'administrât seulement au nom du Sultan, elle voulut remplacer le pavillon de Zanzibar par le sien. Les Oualis des ports s'y refusèrent; des rixes éclatèrent et plusieurs agents allemands furent tués. Les autres se réfugièrent à bord de leurs stationnaires. Au bout de quelques jours, il n'y avait pour ainsi dire plus de colonie allemande, dans l'Afrique orientale.

(4) Vers la même époque, une charte de la Couronne était accordée à la *British East African*, qui prit le nom de *Imperial British East African Society* (I.B.E.A.). Cet acte lui concédait la faculté d'exercer des droits de souveraineté, et elle était chargée d'introduire dans le pays qui lui était soumis une organisation administrative et judiciaire; mais les traités qu'elle passerait avec le Sultan et les chefs indépendants devaient être soumis à l'approbation du Secrétaire d'Etat des Colonies, afin qu'elle n'engageât pas, par une initiative imprudente, la Couronne dans des difficultés.

Sous prétexte de réprimer la traite des noirs, un accord établit le blocus du littoral par une flotte anglo-allemande, ayant pour but d'arrêter les navires chargés d'esclaves.

La cession temporaire dont nous avons parlé fit bientôt place à une *mainmise définitive sur les Etats du Sultan*. Ce fut, tout d'abord, l'Angleterre qui obtint, par le *traité du 14 juin 1890*, que le Sultan se soumit à son protectorat et acceptât de passer par son intermédiaire pour traiter avec les puissances étrangères. *Puis l'Angleterre s'occupa de négocier avec l'Allemagne*, qu'elle tenait à ménager, pour la reconnaissance de son protectorat. Elle obtint satisfaction par un *traité du 1^{er} juillet 1890*, mais elle se vit obligée, en échange, de céder à l'Allemagne l'île d'*Heligoland*, qui devait, quelques années plus tard, jouer un rôle si considérable dans la récente guerre (1914-1918), et dans la guerre actuelle; en outre, elle lui fit abandon de la zone côtière de l'Océan Indien, que les conventions précédentes avaient réservée au Sultan : ce qui donnait à la colonie allemande la faculté de s'étendre jusqu'à l'Etat du Congo. Ces accords furent consacrés par un *traité des 27 et 28 octobre*; une *indemnité de quatre millions de marks en or* était allouée au Sultan pour compenser la perte de revenus qu'il subissait du fait de la cession.

Il restait à régler une question avec la France. Celle-ci avait reconnu l'indépendance de Zanzibar en 1862, et l'Allemagne et l'Angleterre s'étaient portées garantes envers elle de la respecter. Pour donner une valeur juridique aux nouveaux arrangements, il était nécessaire qu'elle consentit à reconnaître les droits acquis à Zanzibar par l'Angleterre et l'Allemagne. C'est ce

qu'elle fit, mais en demandant à ces deux puissances de reconnaître à leur tour son protectorat sur Madagascar. La question fut réglée avec l'Angleterre par le *traité du 5 août 1890* et avec l'Allemagne par celui du *17 novembre* de la même année.

L'Angleterre, grâce à son protectorat sur le Sultanat de Zanzibar, pouvait désormais gouverner comme elle l'entendait les territoires côtiers ou insulaires qui lui avaient été reconnus par l'Allemagne et la France. Les droits d'administration concédés à temps, en 1887, n'avaient plus pour elle aucune utilité, ayant été remplacés par d'autres, plus amples et d'une durée en quelque sorte perpétuelle.

Depuis le 31 août 1896, les parties de l'ancien Sultanat de Zanzibar, annexées par l'Angleterre, sont désignées sous le nom d'*East Africa Protectorate*.

CONCLUSION

Dans le cas de Zanzibar, nous sommes en présence :

I. — Au début, d'une cession temporaire (50 ans) :

1° à l'Angleterre, le 24 mai 1887;

2° à l'Allemagne, le 28 avril 1888;

II. — Ensuite, d'une mainmise définitive sur les Etats du Sultan :

1° par l'Angleterre, le 14 juin 1890;

2° par l'Allemagne, les 27 et 28 octobre 1890.

Nous ne pousserons pas plus loin notre étude sur les cessions de territoires ayant un caractère de droit public. Il nous serait aisé de citer bien d'autres exem-

ples que nous fournirait l'étude de notre diplomatie dans la seconde moitié du xix^e siècle, et aussi de montrer que, dans presque tous ces cas, ces soi-disant cessions temporaires ont été, en réalité, de véritables annexions. Il nous faut maintenant consacrer quelques lignes à l'examen d'autres cessions intervenues entre *Etats*, et dans lesquelles prédomine le caractère privé et non le caractère public.

CHAPITRE IV

Cessions temporaires de territoires ayant un caractère de location privée

I. — CAS DES ENCLAVES COMMERCIALES DE LA FRANCE SUR LE BAS-NIGER.

Vers la fin du ^{xix}^e siècle, des *difficultés* avaient surgi *entre la France et l'Angleterre*, au sujet de la navigation du Niger, telle qu'elle avait été réglée par l'acte de Berlin de 1885.

L'Angleterre prétendait que les Français avaient établi des postes sur des territoires à elle réservés, par les traités franco-anglais de 1889 et de 1890. Sans entrer dans les détails de ce litige, nous dirons qu'il ne présentait pas assez d'importance pour motiver une rupture entre les deux Etats. Le différend se termina par une convention signée le *14 juin 1898* et qui porte le nom de *Convention de Paris*. Aux termes de cet arrangement, l'Angleterre concédait à la France deux terrains, l'un sur la rive droite du Niger, entre Léaba et le confluent de la rivière Moussa, l'autre à Badjibo, sur l'une des embouchures du fleuve. Cette cession était nécessaire à

la France pour l'exploitation commode des établissements qu'elle possédait sur le Haut-Niger. Elle était faite pour *trente ans*, avec permission pour la France d'y effectuer le transbordement des marchandises, et d'y établir un dépôt de marchandises en transit. Il s'agissait d'un bail, *moyennant le prix d'un franc*, comme cela arrive fréquemment dans le domaine intérieur, l'Etat concédant à une ville ou une ville cédant à l'Etat un terrain à bail pour un temps déterminé. Ici, le territoire cédé devait être soumis purement et simplement aux lois en vigueur dans le pays. La France ne pouvait y avoir, en résidence, que des personnes chargées de faire les travaux d'entretien, les opérations d'embarquement, de distribution de charbon et de bois.

Fait extrêmement remarquable! On ne trouve dans le traité aucun droit ressemblant à un droit de souveraineté et la police du territoire continue à appartenir à l'Angleterre. Ce qui achève de marquer la ressemblance avec un contrat de droit privé, c'est de voir figurer au traité, en annexe, un modèle de bail relatant les obligations et les droits de chacune des parties. En réalité, on est en présence d'une cession de bail ordinaire, comme il s'en passe journellement entre les particuliers ou entre les administrations publiques et les particuliers (1).

(1) Voici quelques articles de l'annexe au bail, qui montrent bien le caractère essentiellement privé de cette concession.

ART. 6. — Le Gouvernement de la République s'engage à payer tous les ans au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le 1^{er} janvier, un loyer de un franc.

ART. 7. — Le Gouvernement de la République aura le droit de sous-louer tout ou partie des territoires précédemment désignés, mais à cette condition que les sous-locataires n'en useront pas pour d'autres fins que celles prévues plus haut et que le Gouvernement français

II. — CAS DU DÉPÔT DE CHARBON DE MASCATE.

Voici encore un cas non douteux de cession à bail de caractère privé.

Située sur la mer d'Oman, à l'entrée du golfe Persique, la ville de Mascate est le port le plus important de l'Arabie.

Par la convention de 1862, la France et l'Angleterre s'étaient engagées à respecter l'indépendance de Mascate. Depuis, l'Angleterre avait établi, sur les côtes du Sultanat, un dépôt de charbon et, ce faisant, elle n'avait point violé son engagement.

En 1899, le consul de France à Mascate, M. Ottavi, avait obtenu du Sultan une cession à bail dans le port de Bender-Issar, avec droit, pour la France, d'établir un dépôt de charbon. L'attribution de cette concession à la France mécontenta l'Angleterre, et le résident anglais de Bender-Bouchir, relevant du vice-roi des Indes, Lord Curzon of Kedleston, se rendit devant Mascate, accompagné de trois navires de guerre, et somma l'Iman, sous menace de bombardement, de révoquer la concession qu'il avait accordée à la France. Effrayé par la menace britannique, ce dernier n'hésita pas à annuler, par une déclaration unilatérale, le bail qu'il avait consenti. Mais la France n'accepta pas cette décision et ce fait provoqua un incident diplomatique entre la France et l'Angleterre. Dans les explications qu'il donna à la Chambre, le 6 mars 1899, M. Delcassé, ministre des

sera tenu pour responsable envers le Gouvernement anglais de l'observation des conditions de ce bail.

ART. 8. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage lui-même à accomplir, à l'égard du locataire, tous les devoirs qui lui incombent comme propriétaire de ladite terre.

Affaires étrangères, déclara que la France était décidée comme l'Angleterre à respecter l'indépendance de Mascate, que l'octroi qui lui avait été fait d'une concession ne saurait justifier la moindre alarme, et qu'en conséquence, elle entendait maintenir à ce sujet ses droits aussi bien que ses devoirs.

La question ne devait d'ailleurs pas tarder à recevoir une solution amiable. Après un échange de notes entre les Gouvernements anglais et français, dans le courant du mois de mai 1900, il fut entendu que les terrains utilisables de la baie de Mo-Kalla seraient partagés également entre les deux gouvernements, pour servir à l'établissement de leurs dépôts de charbon respectifs. Il fut convenu qu'un mur serait édifié entre les dépôts, depuis le rivage jusqu'aux collines bordant la baie.

Nous sommes ici encore incontestablement en présence d'un bail de droit privé, réservant l'autorité de l'Iman de Mascate sur le terrain loué, et se bornant à donner au locataire des droits privés. C'est, d'ailleurs, la solution qui a toujours été admise pour ces sortes de dépôts de charbon, extrêmement nombreux sur les grandes routes maritimes du monde. C'est la seule aussi qui cadre avec les déclarations de reconnaissance de l'indépendance du Sultan de Mascate, émanant en 1862 de la France et de l'Angleterre.

Il faut considérer, dans l'espèce, ces deux puissances comme uniquement locataires des dépôts de charbon et n'exerçant, à ce titre, aucune action sur l'administration intérieure du pays ou ses relations extérieures.

Il ne s'agit donc, en aucune manière, d'un démembrement définitif ou temporaire d'un Etat, comme cela est souvent le cas dans les concessions à bail d'une autre

nature, mais simplement d'une occupation compatible avec le respect de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat concessionnaire.

III. — CAS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DE L'ISTHME DE PANAMA.

Lorsqu'il fut question du percement de l'isthme de Panama, les Etats-Unis eurent le désir de dominer cette voie de communication d'une importance mondiale si considérable. Ils voulaient éviter, toutefois, de blesser le patriotisme des Colombiens par un démembrement de leur pays qui aurait provoqué une vive irritation dans toute l'Amérique latine, et ils songèrent qu'ils pouvaient arriver à leur but en acquérant, au moyen d'une cession à bail, la possession, pour une période plus ou moins longue, d'une *zone territoriale entre les deux océans*.

Ce procédé, nous l'avons vu, avait déjà été employé plusieurs fois, mais entre Etats inégalement civilisés; il intervenait maintenant entre deux puissances parvenues sensiblement au même degré de civilisation.

La jonction de l'Océan Atlantique et de l'Océan Pacifique au moyen d'un canal a été longtemps projetée. Les Etats-Unis et l'Angleterre étaient les deux puissances les plus intéressées dans la question d'un canal interocéanique. Le 19 avril 1850, elles conclurent la célèbre convention *Clayton-Bowler*; les Etats-Unis acceptaient de garantir la neutralité du canal interocéanique et d'en partager le contrôle avec la Grande-Bretagne. Ce traité avait en vue surtout le canal de Nicaragua, utilisant le fleuve San Juan et le lac de Nicaragua, mais il s'appli-

quait aussi à toute entreprise similaire à travers l'Amérique centrale.

Au moins de *mai 1878*, après une série d'explorations dans l'isthme de Panama, un officier de marine français, M. Wyse, obtint du Gouvernement colombien la concession du canal à ouvrir dans ce pays.

En 1880, se constituait, au capital de 300 millions de francs, la « *Compagnie universelle du Canal interocéanique* » ayant à sa tête *Ferdinand de Lesseps*. Le 4 février 1889, le tribunal de la Seine en prononçait la dissolution et la mise en liquidation; la Compagnie avait dépensé un capital d'environ 1.400 millions de francs.

En 1894, se constituait « *La Compagnie nouvelle du Canal de Panama* », ayant, pour l'achèvement des travaux, un délai de dix ans prorogé, en 1900, jusqu'en 1910.

Sous la pression de l'état d'esprit créé aux Etats-Unis, en 1898, par la guerre hispano-américaine, notamment le passage difficile du cuirassé *Oregon* par le détroit de Magellan, le gouvernement de Washington manifesta le désir d'entreprendre la construction du canal de Nicaragua et d'acheter la concession accordée à la « *Maritime Canal Company of Nicaragua* », formée en 1888 par l'ingénieur américain Ménocal.

Connaissant le mouvement d'opinion qui régnait aux Etats-Unis en faveur du canal de Nicaragua, la *Compagnie nouvelle du Canal de Panama* avait, dès novembre 1888, invité le gouvernement américain à procéder à l'étude comparative des canaux de Panama et de Nicaragua; comme suite à cette proposition, le Président Mac Kinley institua, le 10 juin 1899, l'« *Isthmian Canal Commission* », composée de neuf membres et pré-

idée par l'amiral Walker. Après une longue discussion, cette Commission déposa, le 21 novembre 1901, un rapport dans lequel, après avoir fait ressortir les avantages du canal de Panama, elle se prononçait cependant en faveur du canal de Nicaragua, à cause des exigences de la *Compagnie nouvelle du Canal de Panama*. Mais cette dernière, alarmée à juste titre des conclusions de l'« *Isthmian Canal Commission* », offrait aux Etats-Unis, dès le 9 janvier 1902, de leur céder tout son actif pour la somme de 40 millions de dollars, chiffre auquel la Commission avait estimé les biens de la Compagnie. Cette offre fut alors acceptée.

Par ailleurs, le gouvernement américain, anticipant sur ces événements, songeait depuis un certain temps déjà à s'assurer le *contrôle exclusif* du canal, c'est-à-dire à s'affranchir radicalement des garanties de neutralité que consacrait le traité *Clayton-Bowler*.

A la suite de négociations laborieuses, le Gouvernement américain passait avec l'Angleterre, en février 1900, une première convention qui porte dans l'histoire le nom de « *Convention Hay-Pauncefote* ».

Les Etats-Unis obtenaient le droit de construire le canal et de l'administrer sans le concours d'autres puissances, mais sous la condition expresse du maintien du principe de neutralité; en d'autres termes, le canal devait être traité, au point de vue international, d'après les mêmes principes que le *canal de Suez*, en vertu de la convention de Constantinople de 1888; liberté de navigation pour tous, interdiction de tout acte de guerre dans le canal, qui ne sera jamais bloqué. Malgré les avantages qu'elle paraissait présenter pour les Etats-Unis, cette convention fut très mal accueillie par

l'opinion américaine. Le Sénat y apporta de nombreux amendements dont le résultat était de placer le canal sous l'autorité exclusive des Etats-Unis, en annulant les clauses relatives à la neutralité et à la garantie des puissances, par la clause restrictive suivante : « Il est entendu, toutefois, qu'aucune des conditions et stipulations qui précèdent ne s'appliquera aux mesures que les Etats-Unis pourront juger utile de prendre pour assurer, par leurs propres forces, la défense des Etats-Unis et le maintien de l'ordre public. »

Le respect de la neutralité du canal était donc laissé à la discrétion du Gouvernement des Etats-Unis. L'Angleterre, absorbée par les affaires du Transvaal, se vit obligée d'accéder aux prétentions des Etats-Unis par un nouveau traité *Hay-Pauncefote* (18 novembre 1901).

Cependant, pareille cession impliquait pour sa validité l'adhésion de la Colombie, en vertu d'une clause de la convention passée entre la Compagnie française et le Gouvernement de cet Etat, et comme d'autre part, les Etats-Unis entendaient rester complètement maîtres du canal, ils devaient amener la Colombie à renoncer en leur faveur à ses droits de puissance publique sur une zone territoriale suffisante pour permettre la construction et l'exploitation du canal. Après beaucoup de difficultés et de laborieuses négociations, un traité intervint, le 22 janvier 1903, entre les Etats-Unis et la République de Colombie. D'après ce traité, qui porte dans l'histoire le nom de « *Convention Hay-Herran* », la République de Colombie *cédait à bail* aux Etats-Unis d'Amérique, pour une période de *cent ans*, renouvelable à leur gré, c'est-à-dire à perpétuité, une bande de territoire de 6 milles de largeur, soit à peu près dix kilo-

mètres couvrant le tracé du canal entre Colon et Panama, — cela moyennant le prix de *10 millions de dollars*, aussitôt après la ratification du traité, et le paiement, à partir de la neuvième année, d'une *location annuelle de 250.000 dollars*.

La Colombie gardait la souveraineté nominale du territoire ainsi concédé, mais il était entendu que les Etats-Unis auraient le droit exclusif d'y construire, exploiter et protéger un canal réunissant les deux océans. Les villes de Panama et de Colon restaient en dehors de la concession. La zone était neutre et les Etats-Unis se portaient garants de cette neutralité. Des règlements sanitaires et de police devaient être promulgués par une Commission mixte. Les Etats-Unis se voyaient reconnaître le droit de protéger et d'assurer la sécurité du canal, ce qui entraînait pour eux la faculté d'édicter des règlements et d'établir des tribunaux compétents entre les sujets des Etats-Unis, ainsi que pour toutes contestations relatives au canal, au chemin de fer et autres travaux. Il était, en outre, prévu la création de tribunaux mixtes pour les litiges pouvant s'élever entre Colombiens et Américains et entre étrangers. En résumé, les Etats-Unis allaient exercer le contrôle exclusif du canal, avec compétence pour toutes les questions ayant trait à sa construction et à son exploitation.

Les choses ne devaient pas se passer aussi simplement. Au mois d'août 1903, cette convention si avantageuse pour les Etats-Unis fut rejetée à l'unanimité par le Sénat colombien. Le vote fut dû à un rapport très défavorable de la Commission spéciale qui s'efforçait de démontrer que cette prétendue cession à bail n'était, en réalité, qu'une cession de territoire, et que, de ce chef,

la convention en question ne pouvait être acceptée parce que contraire à la Constitution colombienne, qui prohibe les cessions de territoire. Le *Congrès de Bogota*, qui devait se prononcer définitivement sur le traité, le rejeta également le 29 août de la même année. Il indiquait en même temps les conditions auxquelles il autorisait le Président de la République à négocier avec un gouvernement étranger ou une Société privée pour la construction de ce canal. Le Gouvernement colombien pouvait bien consentir pour une durée de cent ans, et moyennant redevance, une servitude « *dans le seul but « d'excaver, entretenir, exploiter le canal et ses œuvres « auxiliaires, sur une surface de territoire colombien « de dix milles de large, s'étendant de la mer des Caraïbes à l'Océan Pacifique* », mais la souveraineté de la Colombie sur tout le territoire et ses habitants devait être expressément reconnue, et à la Colombie aussi appartenait le droit d'assurer, dans la zone, l'ordre et la sûreté avec le concours de la police et de l'armée nationales.

Une pareille délibération ne pouvait satisfaire les Américains qui désiraient, avant tout, exercer leur autorité sur le canal et le territoire environnant. Ils allaient bientôt trouver, dans les événements mêmes, un précieux auxiliaire.

La province de Panama, qui faisait partie de la Colombie, était, pour ainsi dire, en état constant d'insurrection vis-à-vis du gouvernement central, et, à maintes reprises, les Etats-Unis avaient eu à intervenir, dans un esprit de conciliation, pour empêcher une scission.

Lorsque la décision du Congrès de Bogota y fut connue, une vive agitation se manifesta dans la popula-

tion et la révolution éclata dans l'isthme, le 3 novembre 1903, suivie, quelques jours plus tard, de la constitution d'un gouvernement provisoire et de la proclamation de la République.

Les Etats-Unis avaient un intérêt trop évident dans l'affaire pour ne pas modifier leur politique intérieure. Ils s'empressèrent de reconnaître le nouvel Etat et d'entamer des négociations diplomatiques avec ses représentants, promettant de le défendre, le cas échéant, contre les agressions de la Colombie. Il y avait là, incontestablement, une immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat étranger, contraire aux principes du droit international public. Quoi qu'il en soit, un des premiers actes de la nouvelle République fut de donner pleine satisfaction à sa puissante alliée sur la question du canal interocéanique. Un traité intervint par lequel le nouvel Etat concédait aux Etats-Unis d'Amérique, pour l'exécution du canal, une zone d'une largeur portée de 6 à 10 milles, soit environ huit kilomètres de chaque côté de l'axe du canal, sur laquelle ils auraient les mêmes droits que s'ils étaient souverains. Ce traité (18 novembre 1903), qui porte le nom de « *Hay-Bunau-Varilla* », donne à la puissante République américaine sur la zone du canal projeté tous les droits, pouvoirs et autorité qu'elle serait appelée à posséder et à exercer, si elle était souveraine absolue de la région en question, et cela, ajoute le texte, à « *l'entière exclusion pour la République de Panama de semblables droits souverains, pouvoirs et autorité* ».

La nouvelle République fut reconnue par le Gouvernement français à la condition qu'elle respectât les droits de la Compagnie de Panama,

Notons, à titre de renseignement, que le nouveau canal se trouve, au point de vue international, dans une situation complètement différente de celle du canal de Suez, réglée, comme on sait, par la Convention de Constantinople du 29 octobre 1888, lui garantissant, à défaut de neutralité, une inviolabilité absolue. Ici, au contraire, nous sommes en présence d'un canal essentiellement américain, dont les Etats-Unis ont le droit de régler l'usage, qu'ils peuvent, en cas de guerre, fermer à leurs ennemis, bloquer et même détruire. Ce sont là des conséquences juridiques extrêmement importantes, résultant du fait que le traité Bunau-Varilla, passé uniquement entre les Etats-Unis et la République de Panama, ne saurait lier en quoi que ce soit les puissances étrangères qui n'ont pas été parties à l'accord intervenu.

Nous terminerons ici notre première partie. Nous aurions pu y faire entrer l'étude de certaines cessions de territoires obtenues par les grandes puissances en Chine et présentant de notables ressemblances avec les précédentes, mais il nous semble préférable, dans une vue d'unité, de nous en occuper dans notre deuxième partie, uniquement consacrée à l'Empire du Milieu. Dès maintenant, se dégage de nos développements la confirmation de cette règle, conforme à la nature humaine, de la tendance des forts à écraser les faibles, par l'emploi de procédés parfois brutaux, le plus souvent hypocrites et sournois. Et, dès maintenant, apparaît aussi la jalousie des grands Etats les uns vis-à-vis des autres, jalousie qui les pousse à lutter sans répit pour conquérir sur la carte du monde des avantages sensiblement égaux. Cette double constatation, nous aurons l'occasion de la renouveler à propos de la Chine.

DEUXIEME PARTIE

DES CESSIONS A BAIL EN CHINE

CARACTERE GENERAL ET PRECEDENTS

L'année 1898, qui vit naître la guerre hispano-américaine et l'occupation par les Etats-Unis, après la paix, de la ville de *Manille* et de l'île de *Cuba*, fut marquée, en Extrême-Orient, par la conclusion, entre la Chine et les principales puissances européennes, d'un certain nombre de traités, par lesquels le Céleste-Empire concédait à ces Puissances le droit d'occuper « *à bail* », pour un temps plus ou moins long, divers points de son territoire.

Il ne s'agissait pas ici de concessions faites par l'Empire dans l'intérêt de particuliers, qui ne peuvent être que locataires, mais bien de cessions d'Etat à Etat. De là leur caractère essentiellement politique.

L'idée de céder en pleine propriété un morceau de leur territoire choquait profondément les Chinois. Aussi, tant pour ménager leurs susceptibilités que pour ne pas exciter trop vivement les jalousies de tierces Puissances, on eut recours à ce mode nouveau d'occupation qui avait été inauguré par le traité anglo-congolais du 12 mai 1894 :

l'occupation à titre de bail.

Précédents. — Ce procédé du bail de territoire, très employé à la fin du xix^e siècle, par les grands Etats maritimes et colonisateurs, n'était pas inconnu en droit international.

En voici les principaux cas :

I. — EN EUROPE.

1^o Cession, avec faculté de rachat, par la Couronne de Norvège, au Roi d'Ecosse, des îles Orcades et Shetlands, en 1849;

2^o Cession à bail, pour cent ans, par le Roi de Suède, Gustave IV Adolphe, au duché de Mecklembourg-Schwering, des territoires de Wismar, Poël et Neu-Kloster (traité de Malmoë du 26 juin 1803).

II. — EN ASIE.

1^o *Macao*; 2^o frontières de *Birmanie*.

1^o Cession, par la Chine au Portugal, de Macao (1557).

Au xvr^e siècle, quelques Portugais, ayant voulu obtenir des établissements commerciaux en Asie, la Chine leur accorda la concession de Macao, afin de les cantonner sur un même point.

A l'origine, cet établissement de Macao n'était « que » la concession d'un quartier assigné aux sujets portugais en territoire chinois, *sans aucune transmission*

« *de souveraineté* », moyennant le paiement d'un droit annuel de 500 taëls.

Bientôt, les Portugais établirent dans la ville des tribunaux, pour les juger. Puis, en 1628, Lisbonne plaça à la tête de l'établissement un gouverneur.

Néanmoins, bien que les cas d'intervention de l'autorité chinoise dans l'administration de la communauté européenne se fissent extrêmement rares, les Portugais continuaient à reconnaître le droit de souveraineté du Céleste-Empire, vers 1750. Il en était encore ainsi en 1815.

En 1849, le Gouverneur portugais ayant été assassiné, la garnison chinoise, maintenue jusqu'à cette époque à la porte de la ville, fut expulsée, le mandarin résidant à l'intérieur de la cité en fut chassé et, dès lors, Macao fut gouverné comme une colonie portugaise. Mais ce ne fut qu'en 1887 que le Céleste-Empire reconnut enfin, au Portugal, un droit de souveraineté. Le traité fut signé à Lisbonne le 26 mars 1887. En voici les deux principaux articles :

« Art. 2. — La Chine confirme l'occupation et le « gouvernement perpétuel de Macao et de ses dépendances par le Portugal comme s'il s'agissait de toute « autre possession portugaise.

« Art. 3. — Le Portugal s'engage à ne jamais alié-
« ner Macao et ses dépendances sans le consentement
« de la Chine. »

Ainsi une concession étrangère était devenue une véritable colonie.

Comme le fait observer, avec juste raison, Guerlet,
« au début, la concession de Macao avait pour unique

« objet de permettre aux Portugais et aux étrangers de
« pouvoir résider sur le territoire chinois pour les be-
« soins du commerce; peu à peu les liens qui l'unis-
« saient à l'Empire chinois se sont rompus tout à fait;
« Macao a cessé d'appartenir à la Chine. »

En 1902, le Portugal a fait une tentative pour agrandir son territoire par le procédé d'une cession à bail. Mais, en 1903, il était manifeste que la Chine refusait de se dépouiller à nouveau d'une parcelle de son territoire. La seule satisfaction qu'elle accorda au Portugal fut la concession du chemin de fer de Macao à Canton.

2° A la suite des avantages obtenus par la France par la convention du 20 juin 1895 avec la Chine, l'Angleterre, prenant ombrage de la cession d'une partie de Kieng-Houng, à l'Est du Mékong, demanda une compensation au gouvernement de Pékin.

Or, dans l'arrangement anglo-chinois du 4 février 1897, qui résolut cette question, opérant rectification des frontières de Birmanie, on peut lire (art. 11, §§ 2 et 3) :

« La Grande-Bretagne s'engage à reconnaître
« comme appartenant à la Chine la région située au
« sud de la rivière *Namwan*, près de *Namhai*, qui est
« fermée à l'Ouest par un bras de la rivière *Nam-Mak*
« et la chaîne de collines *Mawsiu* jusqu'au pic *Loi*
« *Chow*, et de là par une chaîne courant dans la direc-
« tion Nord-Est jusqu'au fleuve *Shweli*.

« Dans toute cette région, la Chine ne devra exer-
« cer aucune juridiction ni autorité quelconque. L'ad-
« ministration et le contrôle seront entièrement con-
« duits par le gouvernement britannique qui le louera

« à bail perpétuel, de la Chine, en lui payant une rente
« dont le montant sera ultérieurement fixé. »

Voilà donc un autre cas de cession à bail.

III. — EN AFRIQUE.

Le traité de délimitation, conclu, le 12 mai 1894, entre la Grande-Bretagne et le nouvel Etat du Congo, contenait lui aussi une clause d'occupation à bail, mais d'un intérêt purement théorique, car, en fait, elle ne fut pas exécutée.

Aux termes de l'art. 2 de ce traité, la Grande-Bretagne donnait à bail au roi Léopold II, souverain de l'Etat indépendant du Congo, *pour être occupés et administrés* par lui, de vastes territoires formant une bonne partie du Soudan égyptien, — spécialement le Bahr-el-Ghazal et les postes de Wadelaï et de Fachoda, — et dont les uns, — ceux qui étaient les plus voisins du Nil, — devaient faire retour à l'Angleterre à l'expiration du règne de Léopold II, tandis que les autres — ceux situés à l'ouest du 30° méridien de Greenwich — devaient demeurer occupés par le souverain du Congo « aussi longtemps que les territoires du Congo restent », comme Etat indépendant ou comme colonie « belge, sous la souveraineté du roi Léopold ou de ses « successeurs ».

En retour, par l'article 3, le Congo consentait la jouissance à la Grande-Bretagne, à *titre de bail également*, et pour le même temps, d'une bande de terre de 25 kilomètres de largeur, allant du point le plus septentrional du lac Tanganika au point le plus méridional du lac Albert-Edouard; ce qui permettait à l'Angle-

terre de relier ses possessions de l'Afrique australe à ses domaines de l'Est africain et au Soudan égyptien.

Mais, en présence des protestations de l'Allemagne et de la France, l'Angleterre renonça, le mois suivant, au bénéfice de cet article 3. Puis, le 14 août, un autre arrangement intervenait entre la France et l'Etat du Congo, par lequel ce dernier renonçait à son tour au droit de bail que lui avait cédé l'Angleterre.

Tels furent les divers précédents des cessions à bail en Chine.

CIRCONSTANCES QUI ONT AMENÉ LA CHINE

A CONCLURE DES CESSIIONS A BAIL

Il nous faut étudier, à présent, les *circonstances qui ont amené la Chine*, — si longtemps rebelle à l'ouverture de son territoire aux Européens, — à *conclure ces cessions à bail*, qui devaient avoir pour résultat de faciliter la pénétration commerciale dans l'intérieur du pays.

Ce furent :

1° *La guerre sino-japonaise de 1894*, révélant au monde la faiblesse du colosse chinois, son effondrement militaire, dernier terme d'une longue décadence que le monde ignorait et que, seul, le Japon connaissait.

La victoire des Japonais stupéfia l'Europe. La diplomatie fut tout d'abord absolument déroutée en présence de ce changement complet et imprévu de la face des choses. Mais elle se ressaisit vite et, dès le printemps de 1895, elle modifiait totalement son attitude et ce furent des principes tout à fait nouveaux qui guidèrent

depuis lors la conduite de l'Europe vis-à-vis d'un pays qu'elle avait cru fort et dont l'impuissance venait de lui être démontrée.

2° Au lendemain du traité de paix de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895, *l'intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne, auprès du Japon, en faveur de la Chine*, pour que l'Empire du Soleil-Levant adoucisât les conditions imposées au Céleste-Empire.

Par ce traité de Shimonoseki, la Chine reconnaissait d'une façon irrévocable l'indépendance de la Corée (art. 1). Elle abandonnait à perpétuité au Japon sa souveraineté sur les territoires ci-dessous avec les forteresses, arsenaux et autres propriétés de l'Etat se trouvant dans ces localités (art. 2) :

a) la partie Sud de la province de *Feng-Tien* comprise dans la ligne de démarcation suivante : de l'embouchure de la rivière Yalou jusqu'à l'embouchure du fleuve An-Ping, comprenant Feng-Houang, Tch'eng-Haï-tch'eng, Ying-K'euou, jusqu'à l'embouchure du Leao-Ho et les autres villes : là où le fleuve formait limite, la limite de démarcation serait le milieu du fleuve ;

les îles qui se trouvent dans le golfe de Leao-Toung et qui dépendaient de la province de Feng-Tien ;

b) l'île de *Formose*, en totalité, et les îles adjacentes ;

c) les *Pescadores*, c'est-à-dire les îles situées par le 119° et le 120° de longitude Est (Greenwich), et 23° et 24° latitude Nord.

La Chine s'engageait encore (art. 4) à payer au Japon, dans un délai de sept années, une indemnité de guerre de 200 millions de taëls (Kou-ping), avec faculté,

d'ailleurs, de se libérer par anticipation à un moment quelconque, — et, aux termes de l'article 6, à conclure avec le Japon de nouveaux traités de commerce et de navigation, — à ouvrir au commerce étranger quatre nouveaux ports :

1° Cha-Ohi-Kin-Tchéou (Hou-Pé);

2° Tchoung-King (Se-tch'ouen);

3° Sou-Tchéou (Kiang-Sou);

4° Hang-Tchéou (Tché-Kiang);

De plus, la Chine consentait au Japon la liberté de navigation sur le Yang-Tseu, de I-tchang à Tchoung-King, et sur la rivière de Wou-Soung et le canal, de Chang-Haï à Hang-tchéou.

Ces conditions étaient magnifiques. Le Japon avait compté sans les puissances occidentales.

Sur l'initiative de la Russie, qui se voyait lésée pour l'avenir, par ce traité, la France et l'Allemagne se joignirent à elle pour faire une démarche amicale auprès du Japon, tandis que l'Angleterre déclarait n'avoir aucune objection à faire aux demandes du Japon.

Le 22 avril, les représentants des trois puissances européennes remirent au gouvernement du Mikado une note, rédigée du reste dans les termes les plus courtois, par laquelle ils le priaient de renoncer à la possession de la presqu'île de Liao-Toung, l'établissement de son autorité dans ce pays étant une menace contre la capitale de la Chine, rendant illusoire l'indépendance de la Corée et devant être un danger permanent pour la paix de l'Extrême-Orient.

Le premier mouvement du Mikado fut, dit-on, de refuser, coûte que coûte, la concession qu'on lui de-

mandait. Mais, après échange de notes, le Gouvernement de Tokio, ne se sentant pas nettement soutenu par l'Angleterre, céda.

La renonciation au Liao-Toung par le Japon, admise en principe, devait être suivie de négociations, pour marquer la durée de l'occupation de la presqu'île par les forces japonaises et fixer le chiffre de l'indemnité. Ces négociations furent laborieuses et la convention ne fut signée que le 8 novembre 1895.

Le Japon rétrocédait à la Chine à perpétuité et en pleine souveraineté la partie sud de la province de *Feng-Tien*, qui lui avait été cédée par l'article 3, § a, du traité de Shimonoseki.

Comme compensation la Chine s'engageait à payer au gouvernement japonais une indemnité de 30 millions de taëls (Kou-Ping) avant le 16 novembre 1895.

Trois mois après le paiement de cette indemnité compensatrice, le territoire rétrocédé devait être complètement évacué par les forces japonaises.

La France, la Russie et l'Allemagne avaient donc rendu un signalé service à la Chine en obtenant pour elle du Japon la rétrocession du Liao-Toung. Ce service, la Russie et l'Allemagne étaient bien décidées à se le faire largement payer le plus tôt possible, estimant que leur immixtion dans les affaires de la Chine leur avait créé des droits vis-à-vis du Céleste-Empire.

3° *La nécessité, pour les nations possédant des colonies ou un commerce important au-delà des mers, d'avoir, sur les grandes routes maritimes du globe, des points d'appui de leur flotte, des ports de relâche où l'on puisse accumuler de grandes quantités de combustibles et de munitions de guerre,*

Cette nécessité est beaucoup plus impérieuse de nos jours, à cause de la consommation formidable de charbon, huile lourde ou d'essence par les escadres actuelles que du temps de la marine à voile.

Ces bases navales doivent être constituées de préférence par une baie ou estuaire entrant profondément dans les terres et dominé par des hauteurs difficiles à battre par l'artillerie de l'adversaire. Santiago de Cuba et le fort Morro qui en défend l'entrée sont le modèle du genre. De plus, pour permettre la sortie simultanée de plusieurs navires et faciliter ainsi la rapide formation en ligne de la flotte de défense, il importe que le goulet, donnant accès dans le port, ne soit pas trop étroit.

En résumé :

1° La guerre sino-japonaise révélant au monde la faiblesse de la Chine;

2° l'intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne en faveur de la Chine auprès du Japon;

3° la nécessité pour les nations européennes d'avoir des ports de relâche en Extrême-Orient.

Telles sont les trois circonstances et raisons qui favorisèrent l'immixtion de l'Europe dans les affaires de Chine.

TERRITOIRES FAISANT L'OBJET DES « CESSIONS A BAIL »

Nous nous proposons d'examiner ici les conditions dans lesquelles nos concurrents et nous-mêmes avons obtenu des concessions sur les côtes de l'Empire du Milieu et, par là même, la situation respective de leurs bases navales ainsi que celle tardivement créée par la France, à Kouang-tchéou-wan.

I. — KIAO-TCHÉOU

Comme toujours, ce fut l'Allemagne qui commença.

Il y avait longtemps déjà qu'elle cherchait une occasion favorable pour se faire céder ou pour occuper un point de la côte de la Chine, car elle désirait vivement un grand port dans les mers orientales.

Avant 1894, le commerce allemand en Chine et au Japon était plutôt médiocre; mais, depuis le traité de Shimonoseki (17 avril 1895), qui mit fin à la guerre sino-japonaise, les vaisseaux battant pavillon allemand se firent de plus en plus nombreux dans les mers de Chine. Son commerce se développant énormément, il était naturel que l'Allemagne cherchât un débouché pour ses produits, et quel champ d'exportation plus favorable que la Chine eût-elle pu trouver? Des manufactures et des succursales allemandes furent fondées dans les ports ouverts. Pour protéger ce commerce, il fallait acquérir une station navale et un dépôt de charbon.

Ce fut sur la baie de Kiao-tchéou, dont le géographe von Richtofen avait, depuis longtemps (1869), signalé la valeur, que l'empereur Guillaume II jeta son dévolu, bien que Kiao-tchéou eût été déjà octroyé pour quinze années à la Russie, en vertu d'un traité secret (connu sous le nom de Convention *Cassini*, art. 9), signé à Saint-Petersbourg, en 1896, par Li Houng-tchang et le prince Lobanow.

Nous devons, d'ailleurs, reconnaître que ce traité, n'ayant pas été notifié, ne pouvait lier l'Allemagne.

La baie de Kiao-tchéou est située dans la presqu'île du Chantoung, qui s'avance dans le golfe de Pe-Tchi-Li, en face de la presqu'île mandchoue de Liao-toung, à vingt heures de Shanghai. C'est une excellente position stratégique qui domine toute la province de Chan-toung et qui commande l'entrée de la mer Jaune.

Mais, pour donner à un coup de main, au moins les apparences d'une cause juste, il fallait un prétexte, si minime fût-il. Cette occasion se présenta de la façon suivante.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1897, deux missionnaires catholiques allemands, les Pères Nies et Nenle, de passage à Tchang-kia-tchouang (préfecture de Tsao-tchéou, province de Chan-toung), surpris dans leur premier sommeil, furent assassinés avec une cruauté raffinée par une bande de brigands appartenant à l'association du Grand-Couteau (Ta Tao Houei); c'était une sorte de société secrète, dont Li Ping-Heng, gouverneur du Chan-toung, xénophobe notoire, encourageait hypocritement les efforts criminels.

Précédemment, c'eût été à la France, désignée par le Saint-Siège comme protectrice de toutes les missions

catholiques en Chine, à intervenir dans cette affaire et à exiger une réparation.

Car, jusqu'à cette époque, comme on l'a fort bien dit à la tribune de la Chambre :

« Toutes les fois qu'un missionnaire ou un Européen, relevant à un titre quelconque des missions d'Extrême-Orient ou d'Orient, était lésé, maltraité, massacré, c'était à la France seule, à l'exclusion des autres nations, qu'il appartenait de s'en faire le protecteur ou le vengeur. C'était là, sans doute, une charge souvent onéreuse qui nous obligeait à des négociations longues, difficiles, quelquefois périlleuses, et souvent aussi à de lourds sacrifices. Mais cette charge avait sa compensation : c'était le respect du nom français, l'expansion de l'influence française, le rayonnement de notre prestige à travers tout l'Orient. Et comme le commerce national est solidaire du crédit, du prestige et du bon renom de la patrie, il y trouvait largement son compte. »

Malheureusement, depuis 1890, les prêtres de la Congrégation de Steyl, à laquelle appartenaient précisément les deux missionnaires assassinés, étaient placés sous la protection de l'Allemagne, quoique leur maison-mère de Steyl se trouvât, hors de l'empire allemand, en Hollande.

Aussitôt informé, le Kaiser, désireux d'obtenir de la Chine une prompte et fructueuse réparation et voulant se saisir d'un gage, ordonna télégraphiquement à l'amiral von Diederichs, commandant de l'escadre allemande dans les mers de Chine, d'occuper la baie de Kiao-tchéou et de débarquer quelques centaines d'hommes sur le littoral,

Le 14 novembre, l'amiral allemand, — qui avait pris soin de notifier son intention aux amiraux anglais, français et russes dans les mers de Chine, — se présentait à l'entrée de la baie de Kiao-tchéou avec les croiseurs *Irène*, *Kaiser*, *Prinzess-Wilhelm*, *Arcona*, et débarquait, sous les forts de Tsing-tao protégeant la passe au nord-ouest, 600 hommes. Ceux-ci s'emparèrent, sans combat, des hauteurs et des forts dont ils prirent possession en amenant le pavillon chinois et en hissant l'étendard allemand, salué de vingt et un coups de canon par l'artillerie de la division navale.

Le même jour, l'amiral von Diederichs adressait aux habitants une proclamation, dans laquelle il disait
« que les relations entre l'Allemagne et la Chine étaient
« amicales. Dernièrement, quand les hostilités ont éclaté
« entre la Chine et le Japon, l'Allemagne est venue à
« son secours avec toute sa puissance, afin de montrer
« son bon vouloir à la Chine. Le présent débarquement
« de troupes ne signifie pas qu'elle est ennemie de la
« Chine, et les habitants du pays n'ont pas besoin de se
« méfier... Il est préférable que, dans le territoire occupé
« par l'Allemagne, tous les fonctionnaires chinois con-
« tinuent à remplir consciencieusement leurs devoirs... »

Comme le déclara Li Houg-tchang au correspondant du *New-York Herald* à Péking, cette occupation constituait une violation flagrante des traités et du droit des gens, car la Chine s'était très sagement empressée d'offrir des compensations complètes : la destitution des fonctionnaires locaux et le paiement de très fortes indemnités en argent. Et Li Houg-tchang ajoutait :
« Dans notre désir d'éviter tout sujet de conflits plus
« graves, nous retirâmes nos troupes de Kiao-tchéou,

« lorsque les Allemands y débarquèrent, et, en dépit du
« mouvement de l'opinion publique qui nous pousse à
« défendre notre territoire contre l'agression étrangère,
« nous n'avons pas envoyé de renforts à Kiao-tchéou. »

Le Gouvernement de Pékin protesta donc aussitôt. Mais Guillaume II n'était pas d'un caractère à s'y arrêter et à se contenter de cette facile victoire. Le 22 novembre, il demandait encore à la Chine, par l'entremise de son ministre à Chang-Haï, le baron von Heyking :

1° l'érection d'une tablette impériale à la mémoire des missionnaires assassinés;

2° une indemnité aux familles des missionnaires assassinés;

3° la dégradation à perpétuité du gouverneur du Chan-toung;

4° le gouvernement chinois devra payer les frais d'occupation de Kiao-tchéou par l'Allemagne;

5° on choisira, de préférence, des ingénieurs allemands pour la construction de tout chemin de fer que la Chine peut établir dans la province de Chan-toung et pour l'exploitation des mines qui pourraient exister sur le parcours des chemins de fer.

La Chine ayant refusé d'entrer en pourparlers avant l'évacuation de Kiao-tchéou, l'Allemagne fit partir, pour renforcer son escadre dans les mers de Chine, les cuirassés *Deutschland*, *Gefion* et *Kaiserin-Augusta*, sous le commandement du prince Henri de Prusse, frère de l'Empereur. A cette occasion, Guillaume II prononça un discours retentissant, dont voici la teneur :

« Les missionnaires allemands, nos frères, se sont
« placés sous ma protection. Il faut donc protéger pour
« toujours ces frères outragés.

« Nos négociants auront le droit de vivre sous notre
« drapeau protecteur, sous la protection impériale.

« Nos navires protégeront avec énergie tout Alle-
« mand lésé, tout Européen.

« Que tout Européen là-bas, tout commerçant alle-
« mand et surtout étranger comprenne que le Michel
« allemand a fermement planté sur le sol son bouclier
« orné de l'aigle impériale, afin de pouvoir une fois pour
« toutes y accorder sa protection à tous ceux qui la de-
« manderaient. »

Puis, se tournant vers son frère Henri, il lui dit :
« Et si quelqu'un osait un jour nous léser, frappe-le de
« ta dextre gantée de fer. » (1)

Les Chinois se décidèrent alors à entamer les négociations et, au milieu du mois de janvier 1898, les principaux points en litige étaient réglés. Par une convention signée le 6 mars 1898, la Chine céda à bail à l'Allemagne, pour une durée de 99 ans, le bassin complet de la baie de Kiao-tchéou (y compris l'île de Po-ta-tao (Yin-tao), ainsi que les pointes de terre qui se trouvent des deux côtés de l'entrée jusqu'au sommet des collines qui les bornent naturellement (soit, en tout, un *hinterland* de 500 kilomètres carrés environ).

Voici, d'ailleurs, le texte de ce traité sino-allemand :

« Les incidents relatifs à la Mission dans la préfecture de Tsao-tchéou, dans le Chan-toung, étant main-

(1) *Journal Officiel* du 8 février 1898.

« tenant clos, le Gouvernement impérial chinois juge à
« propos de donner une preuve spéciale de son appré-
« ciation reconnaissante pour l'amitié que lui a témoi-
« gnée l'Allemagne. C'est pourquoi les Gouvernements
« impérial allemand et impérial chinois, inspirés par le
« désir mutuel et égal de fortifier les liens d'amitié qui
« unissent les deux contrées, et de développer les rela-
« tions économiques et commerciales entre les sujets
« des deux Etats, ont conclu la convention séparée sui-
« vante :

« ART. PREMIER. — Sa Majesté l'Empereur de Chine,
« guidée par l'intention de fortifier les relations ami-
« cales entre la Chine et l'Allemagne, et en même temps
« d'augmenter la préparation militaire de l'Empire chi-
« nois, s'engage, *tout en se réservant tous ses droits de*
« *souveraineté* dans une zone de 50 kilomètres (100 lis
« chinois) entourant la baie de Kiao-tchéou à marée
« haute, à permettre le libre passage de troupes alle-
« mandes dans les limites de cette zone en tout temps,
« comme aussi de *s'abstenir de prendre aucune mesure*
« *ou d'y promulguer aucun règlement, sans le consen-*
« *tement préalable du Gouvernement allemand*, et spé-
« cialement de ne placer aucun obstacle en travers
« d'aucun règlement pour les cours d'eau qui pour-
« raient être reconnus nécessaires. Sa Majesté l'Empe-
« reur de Chine, en même temps, se réserve le droit
« d'avoir un garnison dans cette zone, d'accord avec
« le Gouvernement allemand, et de prendre d'autres
« mesures militaires.

« ART. 2. — Dans l'intention de satisfaire au désir
« légitime de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, que
« l'Allemagne, comme les autres puissances, possède

« une station sur la côte chinoise pour la réparation et
« l'équipement de ses navires, pour l'emmagasinement
« de matériel et de provisions pour ceux-ci, et pour tous
« autres arrangements s'y rapportant, Sa Majesté l'Em-
« pereur de Chine cède à bail, à l'Allemagne, provisoi-
« rement pour quatre-vingt-dix-neuf ans, les deux côtés
« de l'entrée de la baie de Kiao-tchéou (2). L'Allema-
« gne s'engage à construire, à un moment convenable,
« sur le territoire ainsi cédé, des *fortifications* pour la
« protection des bâtiments à y construire — et de l'en-
« trée du port.

« ART. 3. — En vue d'éviter la possibilité de conflits,
« le Gouvernement impérial chinois s'abstiendra d'exer-
« cer ses droits de *souveraineté* sur le territoire cédé
« pendant la durée du bail, et en abandonne l'exercice
« à l'Allemagne dans les limites suivantes :

« 1° sur le côté Nord de l'entrée de la baie : la pénin-
« sule bordée au Nord-Est par une ligne tirée du coin
Nord-Est de l'île Po ta-tao au port de Lao-chan;

« 2° sur le côté Sud de l'entrée de la baie : la pénin-
« sule bordée au Sud-Ouest par une ligne tirée du point
« le plus au Sud-Ouest de la baie se trouvant au Sud-
« Sud-Ouest de l'île Tchiposan dans la direction de l'île
« Tolosan;

« 3° l'île Tchiposan et l'île Po ta-tao;

« 4° tout le mouillage de la baie jusqu'au plus haut
« étiage jusqu'à présent;

(2) Jusqu'au sommet.

« 5° toutes les îles vers la mer de la baie de Kiao-tchéou, qui pourraient être importantes pour sa défense, telles que Tolosan, Tcha-lien-tchéou, etc.

« Les Hautes Parties Contractantes se réservent de délimiter d'une manière plus exacte, d'accord avec les traditions locales, les limites du territoire loué par l'Allemagne et de la zone des 50 kilomètres autour de la baie, par le moyen de Commissaires devant être nommés des deux côtés.

« Les navires de guerre chinois et les bâtiments de commerce devront jouir des mêmes privilèges dans la baie de Kiao-tchéou que les vaisseaux des autres nations en termes amicaux avec l'Allemagne; et l'entrée, le départ et le séjour des vaisseaux chinois dans la baie ne devront pas être soumis à aucune restriction autre que celles que le Gouvernement impérial allemand, en vertu des droits de souveraineté sur l'ensemble de tout le mouillage de la baie transférée à l'Allemagne, peut, à un moment quelconque, trouver nécessaire d'imposer en vue des vaisseaux des autres nations.

« ART. 4. — L'Allemagne s'engage à construire les signaux nécessaires à la navigation sur les îles et les bas-fonds à l'entrée de la baie.

« Aucun droit ne sera demandé aux vaisseaux de guerre chinois et aux bâtiments de commerce dans la baie de Kiao-tchéou, excepté ceux qui pourront être levés sur les autres vaisseaux dans le but d'entretenir les arrangements du port et les quais.

« ART. 5. — Si dans l'avenir l'Allemagne exprimait le désir de rendre la baie de Kiao-tchéou à la Chine avant l'expiration du bail, la Chine s'engage à rem-

« bourser à l'Allemagne les dépenses qu'elle a encourues à Kiao-tchéou, et à céder à l'Allemagne un endroit plus convenable.

« L'Allemagne s'engage à ne sous-louer à aucune époque à une autre puissance le territoire loué par la Chine.

« La population chinoise demeurant dans le territoire cédé devra en tout temps jouir de la protection du Gouvernement allemand, pourvu qu'elle agisse en conformité de la loi et de l'ordre : à moins que leur terrain ne soit requis pour d'autres usages, les habitants pourront y rester.

« Si le terrain appartenant à des propriétaires chinois est requis pour d'autres buts, le propriétaire recevra une compensation.

« En ce qui concerne le rétablissement des bureaux des Douanes chinoises qui existaient auparavant en dehors du territoire cédé, mais dans les limites de la zone des 50 kilomètres, le Gouvernement impérial allemand a l'intention d'arriver à un accord avec le Gouvernement chinois pour le règlement définitif de la frontière douanière, et le mode de prélèvement des droits de douane, de façon à sauvegarder tous les intérêts de la Chine, et propose d'entrer en négociations à ce sujet.

« La convention ci-dessus devra être ratifiée par les Souverains des deux Etats contractants, et les ratifications échangées de telle manière que, après la réception à Berlin du traité ratifié par la Chine, la copie ratifiée par l'Allemagne sera remise entre les mains du ministre chinois à Berlin.

« Le présent traité a été tiré en quatre copies, deux
« en allemand et deux en chinois, et a été signé par les
« représentants des deux Etats contractants le 6 mars
« 1898, équivalant au 14^e jour du second mois de la
« vingt-quatrième année Kouang-Siu (3). »

Le Ministre Impérial Allemand

(Signé :) Baron de HEYKING.

LI HOUNG-TCHANG,

*Grand Secrétaire Impérial Chinois,
Ministre du Tsoung-li Yamen, etc...*

WENG T'OUNG-HO,

*Grand Secrétaire Impérial Chinois,
Membre du Conseil d'Etat,
Ministre du Tsoung-li Yamen, etc...*

Ce bail de Kiao-tchéou comportait donc pour l'Allemagne les droits les plus étendus, de sorte qu'on peut bien dire que c'est une véritable cession déguisée de souveraineté, avec cette limitation de durée qui n'est pas sérieuse. Selon le prince de Bulow, le traité du 6 mars 1898 est l'un des actes les plus importants de l'histoire coloniale contemporaine de l'Allemagne, « acte qui nous
« assure, dit-il, notre place au soleil de l'Extrême-
« Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan
« Pacifique »

Aussi, une loi allemande du 27 avril 1898 déclara le territoire de Kiao-tchéou, *pays de protectorat*, appelé

(3) Traduit de *China*, N° 1 (1899), pp. 69-71, par *Henri Cordier* et paru dans son *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. III (1902), pp. 357-361.

à se comporter dans ses rapports de droit public avec l'Empire comme les protectorats africains. Par conséquent, l'Allemagne considérait qu'elle pouvait agir sur ce territoire comme bon lui semblait. Et, en septembre de la même année, toute l'étendue du territoire cédé à bail était déclarée zone franche.

L'occupation militaire de Kiao-tchéou présente deux caractères successifs. A ses débuts, elle fut effectuée à titre de gage, mais *non conventionnelle*, dans un but coercitif, afin de forcer la Chine à réparer au plus tôt l'outrage fait à l'Allemagne. Ce n'était qu'une simple prise de gage toute temporaire. Au contraire, après la convention du 6 mars 1898, ce fut une annexion déguisée.

Qu'était devenue la concession de Kiao-tchéou, quand éclata, en 1914, la Grande Guerre?

Sur une plage à peu près déserte en 1898, les Allemands avaient en quelques années créé une ville modèle et construit un magnifique port commercial et militaire.

Tsing-tao (*Das Schosskind*, « l'enfant gâté » du parti colonial allemand), dont ils rêvaient de faire un nouvel Hong-kong. Ils avaient fondé une vaste Université sino-allemande *Deutsche Chinesische Hochschule*, que fréquentaient plus de 3.000 étudiants chinois.

Grâce aux efforts de la *Shantung Eisenbahn Gesellschaft*, fondée en 1899 au capital de 54 millions de marks, un chemin de fer, long de plus de 400 kilomètres, suivant le grand axe est-ouest du Chan-Toung, reliait Tsing-tao à la capitale du Chan-Toung, Tsi-nan-Fou (Chi Nan Fu). Cette voie, traversant les riches charbonnages de Wei-hsien, Po-shan-hsien et Yi-tchéou-

Fou, dont les houilles valent celles de Cardiff, conduisait l'Allemagne sur les *communications* de la Chine du Nord avec la Chine Centrale. Et qui plus est, la concession du prolongement vers l'ouest (Tsi-nan-Fou, Chouen-té-Fou, sur la ligne Pékin-Han-kéou), lui permettait de menacer Pékin, la capitale, et même de l'isoler du bassin du fleuve Bleu. Ce prolongement l'amenait, de plus, à la porte du Chan-si, une province de 200.000 kilomètres carrés, dont le sous-sol renferme d'immenses gisements houillers et ferreux, probablement les plus vastes dépôts du monde.

Ce n'était pas tout. Le traité du 6 mars 1898, qui avait concédé pour 99 ans à l'Allemagne le territoire de Kiao-tchéou, assurait au capital allemand un droit de préférence pour toute entreprise industrielle qui viendrait à se créer dans la province voisine, et accordait aux Allemands le droit exclusif d'exploiter des gisements miniers dans toute la région traversée par le chemin de fer, à une distance de 15 kilomètres de chaque côté de la ligne.

Or, le Chan-toung, sans être aussi riche en houille que le Chan-si, possède des ressources minières indiscutables, entre autres de vastes champs de charbon renfermant à la fois de l'anhracite et des charbons gras de première qualité.

Au Chan - toung, l'Allemagne trouvait encore d'abondantes ressources agricoles, sans oublier ces précieux textiles que sont la soie, le coton et le chanvre, — tous avantages qu'aucune autre province de Chine ne possède au même degré. L'Allemagne, toujours admirablement renseignée par ses consuls, s'en était sans doute déjà rendu compte quand elle entreprit de se créer une

sphère d'influence en Chine, où elle ne possédait encore que deux maigres concessions temporaires de terrain à Tientsin et à Han-kéou. Son choix était donc excellent, car la possession de ce petit coin de Chine plaçait sous sa domination économique cette riche province de Chan-toung, d'une étendue de 150.000 kilomètres carrés, d'une population vigoureuse et très dense de plus de 30 millions d'habitants, constituant un excellent matériel humain.

C'est à de tels avantages que le Japon put prétendre succéder par voie de conquête, et voici comment.

Le 23 août 1914, le Japon déclara la guerre à l'Allemagne, et, dès le 27, le blocus de la baie de Kiao-tchéou était effectif. Le 7 novembre suivant, une armée japonaise, aidée par un petit détachement britannique, s'empara de la forteresse de Tsing-tao et chassait les Allemands de Chine. Cet exploit souleva parmi les Alliés un grand enthousiasme. Il y avait de quoi, non que les difficultés en eussent été considérables, mais l'effet moral produit en Allemagne dépassait certainement l'importance matérielle de l'opération. On se souvenait que la prise de possession de Kiao-tchéou avait été la première assise de la puissance maritime allemande, et déclenchait tous les espoirs de la « weltpolitik ». On rappelait que c'était à cette occasion qu'avait été prononcé le mot fameux : « Notre avenir est sur l'eau. » La prise de Kiao-tchéou paraissait sonner le glas de l'impérialisme allemand mondial. Nous en étions fort reconnaissants à nos amis japonais.

Le vainqueur pouvait légitimement revendiquer l'héritage du vaincu. Avec un sens très avisé de la situation internationale, le Japon manifesta immédiatement

son intention de rendre Kiao-tchéou à la Chine. Il exprimait seulement le désir d'obtenir certaines compensations, dressant, en janvier 1915, un programme maximum des revendications sujet à revision. C'était le fameux programme dit « des *vingt et un articles* », dont les Chinois ont tant parlé. A la suite de négociations laborieuses, un traité en bonne et due forme fut conclu entre la Chine et le Japon, le 25 mai 1915.

Voici le texte de la déclaration relative à Kiao-tchéou (texte communiqué à la Chine dès le 26 avril) :

« Si, à la fin de la présente guerre, on donne au « Gouvernement japonais le droit de disposer en toute « liberté du territoire cédé à bail de la baie de Kiao-
« tchéou, qu'il a acquis au prix d'énormes sacrifices, il « restituera le dit territoire à la Chine aux conditions « suivantes :

« 1° Ouverture de la baie de Kiao-tchéou comme « port de commerce;

« 2° Etablissement d'une concession japonaise dans « une localité qui sera désignée par le gouvernement « japonais;

« 3° Etablissement, si les puissances le désirent, « d'une concession internationale;

« 4° Conclusion d'un arrangement, avant que s'ef-
« fectue la restitution dudit territoire, entre les gouver-
« nements chinois et japonais au sujet du sort des éta-
« blissements publics et propriétés privées allemandes,
« ainsi qu'au sujet des autres conditions et procédu-
« res. »

Et, pour justifier son attitude, le Gouvernement japonais ajoutait :

« L'Allemagne ayant, après de nombreuses années
« de travail et des dépenses considérables, converti
« Kiao-tchéou en un port militaire et commercial im-
« portant comme base de son expansion en Extrême-
« Orient, l'influence allemande a crû dans cette partie
« de la Chine avec le développement de Kiao-tchéou et
« est devenue si fermement établie que la Chine, à elle
« seule, ne pouvait espérer rentrer en possession du ter-
« ritoire concédé. Le Japon, désirant écarter cette
« source de dangers qui pourrait à l'avenir troubler de
« nouveau la paix en Extrême-Orient, s'en est emparé
« au prix de beaucoup de sang et d'argent, et, mainte-
« nant que Kiao-tchéou est entre ses mains, il est pres-
« que libre d'en disposer à sa volonté. Il n'est nullement
« obligé de le rendre à la Chine, mais il a, de sa propre
« volonté, offert de le rendre, parce qu'il est désireux de
« resserrer ses relations d'amitié avec la Chine et de
« maintenir la paix en Extrême-Orient. »

Les droits du Japon sur Kiao-tchéou et, par surcroît, au Chan-toung, lui furent reconnus par l'Angleterre, le 16 février 1917, par la France, le 1^{er} mars de la même année, par la Russie, le 5 mars suivant, et par l'Italie, le 23 du même mois, — à condition qu'il interviendrait auprès du Gouvernement chinois, afin de décider la Chine à entrer en campagne.

Par ailleurs, le cabinet américain, dans une convention conclue à Washington avec le prince Ishi, également en 1917, garantissait aux Japonais leur liberté d'action en Chine, à condition que l'intégrité territoriale de l'ancien Empire du Milieu fût respecté.

Le 24 septembre 1918, — c'est-à-dire bien après la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à

l'Autriche, qui remonte au 14 août 1917, — un autre accord était conclu entre le Japon et la Chine. Cette convention consiste en un échange de notes entre le ministre des Affaires étrangères du Japon à cette époque et le ministre des Affaires étrangères déclare qu'en vue de régler diverses questions en suspens et dans un esprit de bon voisinage, le Japon proposait de retirer toutes les troupes qu'il avait dans le Chan-toung, ne laissant dans cette province qu'un détachement à Taï-nan, et de concentrer toutes ses troupes à Tsing-tao. Le Gouvernement chinois ferait garder le chemin de fer Tsing-tao-Taï-nan par ses propres forces de police et le chemin de fer fournirait les ressources nécessaires à cet effet. Des Japonais seraient employés aux quartiers généraux et aux centres d'instruction des forces de police et aux principales gares du chemin de fer, mais des Chinois seraient employés sur la ligne elle-même. Quand la question de la propriété de la ligne, qui appartenait aux Allemands, serait réglée, le chemin de fer Tsing-tao-Taï-nan serait exploité comme une entreprise commune sino-japonaise et l'administration civile actuelle disparaîtrait.

Ces propositions furent « acceptées avec plaisir » par la Chine et sans aucun retard.

Une fois la guerre terminée, au règlement de comptes, le Japon se borna à demander l'exécution fidèle des traités. Le Gouvernement chinois prétendit s'y dérober. Il alléguait que la concession allemande s'était trouvée annulée *ipso facto* du fait de l'entrée en guerre de la Chine aux côtés des Alliés et que les traités signés par lui avec l'Allemagne devenaient inexistantes. Par conséquent, la souveraineté chinoise serait rétablie dans son intégrité, sans que le Japon ait rien à voir à l'affaire.

L'argument eût été excellent si l'intervention chinoise s'était produite avant la prise de Kiao-tchéou par les Nippons et surtout avant le traité du 25 mai 1915. Ces deux événements avaient créé au Japon des droits que toute modification ultérieure ne saurait annuler. Il serait trop commode de prétendre qu'un contrat liant deux parties est annulé par suite d'un changement dans la situation d'un des contractants.

Les Japonais n'ont, d'ailleurs, jamais refusé de rendre Kiao-tchéou à la Chine, — ils s'y étaient engagés par les traités de 1915, — mais ils voulaient être les seuls maîtres de cette négociation.

On se trouvait en présence d'une situation qui n'était pas sans analogie avec celle de l'Italie pour Fiume. Comme l'Italie, le Japon avait un traité avec l'Entente : comme l'Italie, il se heurtait à une opposition de principe (principe des nationalités) de la délégation américaine.

Un autre argument, invoqué par la Chine et qui n'était pas précisément sans valeur, était celui-ci :

Kiao-tchéou est le berceau de la civilisation chinoise; ce pays natal de Confucius n'a jamais été, avant l'occupation allemande, sous une domination étrangère; sa langue et sa race sont purement et entièrement chinoises. Kiao-tchéou, c'est la porte de Pékin; le Chan-toung, c'est la terre sainte intégrante de la Chine, c'est l'Alsace-Lorraine chinoise, avec cette aggravation que Kiao-tchéou n'est pas une ville de frontière; il pourrait être comparé à Kobé du Japon, à Liverpool de l'Angleterre ou à Marseille de la France.

Mais à cela le Japon répondit par des précisions :

Oui ou non, Kiao-tchéou était-il, en 1914, possession allemande?

Oui ou non, le monde, y compris l'Amérique, était-il consentant, en 1914, à ce que les Allemands occupassent Kiao-tchéou?

Pourquoi la Chine, qui déclare aujourd'hui que ce port lui est indispensable, l'avait-elle cédé à l'Allemagne? Pourquoi, en 1914, n'a-t-elle rien fait pour le reprendre et a-t-elle laissé ce soin à l'armée japonaise?

Voici quels furent, après de longues discussions, parfois assez vives, la décision prise et le texte arrêté par la Conférence, puis inséré dans le traité de Versailles (art. 156, 157 et 158) auquel refusèrent de s'associer les délégués chinois.

« Dispositions spéciales relatives à la province du
« Chan-toung.

« ART. 156. — L'Allemagne renonce, en faveur du
« Japon, à tous ses droits, titres et privilèges concernant
« notamment le territoire de Kiao-tchéou, les chemins
« de fer, les mines et les câbles sous-marins qu'elle a
« acquis en vertu du traité passé par elle avec la Chine
« le 6 mars 1898, et de tous autres actes concernant la
« province du Chan-toung .

« Tous les droits allemands dans les chemins de
« fer de Tsing-tao à Tsinan Fou, y compris ses embran-
« chements, ensemble ses dépendances de toute nature,
« gares, magasins, matériel fixe et roulant, mines, éta-
« blissements et matériel d'exploitation des mines, sont
« et demeurent acquis au Japon, avec tous les droits et
« privilèges qui s'y rattachent.

« Les câbles sous-marins de l'Etat allemand, de
« Tsing-tao à Sanghaï, et de Tsing-tao à Tché-Fou, avec
« tous les droits, privilèges et propriétés qui s'y ratta-
« chent, restent également acquis au Japon, francs et
« quittes de toutes charges.

« ART. 157. — Les droits mobiliers et immobiliers
« que l'Etat allemand possède dans le territoire de
« Kiao-tchéou, ainsi que tous les droits qu'il pourrait
« faire valoir par suite de travaux ou aménagements
« exécutés ou de dépenses engagées par lui, directe-
« ment ou indirectement, et concernant ce territoire,
« sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes
« de toutes charges.

« ART. 158. — L'Allemagne remettra au Japon,
« dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du
« traité présent, les archives, registres, plans, titres et
« documents de toute nature concernant les administra-
« tions civile, militaire, financière, judiciaire ou autres
« du territoire de Kiao-tchéou, à quelque endroit qu'ils
« se trouvent.

« Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au
« Japon tous les traités, arrangements ou contrats con-
« cernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux
articles ci-dessus. »

Par suite de sa victoire à la conférence de la Paix, le Japon devenait indirectement une des quatre grandes puissances mondiales, avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. En dehors du prestige que lui conférait sa victoire sur les 14 points du président Wilson, le Japon voyait, par la possession du Chan-

toung, sa situation en Extrême-Orient se renforcer et son expansion s'accomplir sans entraves.

D'après des personnes bien renseignées, une des raisons principales pour laquelle le président Wilson aurait cédé est que M. Clemenceau et M. Lloyd George lui montrèrent combien il était dangereux d'éveiller la colère du Japon, qui aurait pu quitter la conférence comme l'Italie.

Le Japon aurait adressé, paraît-il, un véritable ultimatum à M. Lloyd George et à M. Clemenceau, les sommant de respecter le traité secret lui accordant le Chan-toung, même si cette attitude devait entraîner la rupture avec les Etats-Unis. C'est, du moins, ce que prétendirent, à l'époque, certains journaux américains, entre autres le *Chicago Tribune*.

Le 23 janvier 1920, le ministre des Affaires étrangères du Japon, le vicomte Ushida, a fait, devant le Conseil d'Empire, au sujet du Chan-toung, les déclarations suivantes :

« En ce qui concerne le sort final de Kiao-tchéou et
« le traité sino-japonais de 1915, la déclaration faite
« l'année dernière par nos délégués à la Conférence
« de la Paix et les déclarations faites par moi-même
« indiquent amplement que ce pays était résolu, depuis
« l'origine, à en faire la restitution à la Chine.

« Ce que l'on appelle la question du Chan-toung
« comprend principalement les problèmes ayant trait
« au territoire *cédé à bail*, de Kiao-tchéou et au chemin
« de fer du Chan-toung; le premier doit être restitué
« à la Chine, tandis que le second va être exploité par
« une entreprise commune aux deux pays conformé-
« ment à l'accord sino-japonais de 1918.

« Je suis heureux de pouvoir vous donner l'assurance que la résolution du Gouvernement japonais de s'en tenir à la lettre à l'engagement qu'il a pris de restituer à la Chine le territoire cédé à bail et d'exploiter le chemin de fer comme une entreprise mixte des deux pays n'a jamais été ébranlée. »

A la même époque, le ministre du Japon a notifié au Gouvernement chinois, qu'en conformité du traité de paix le Japon est détenteur des droits dont les Allemands jouissaient à Kiao-tchéou. En conséquence, le Japon est prêt à négocier avec la Chine au sujet de la rétrocession des territoires cédés à bail, si toutefois la Chine y consent.

A la conférence de Washington de 1921, convoquée pour régler les problèmes du Pacifique, l'accord ne put se faire. La distance était trop considérable entre les prétentions japonaises et les revendications chinoises.

Ce problème extrêmement épineux, comme le qualifie le *D^r P. Wou*, fut retiré du programme de la Conférence pour faire l'objet de pourparlers directs entre les plénipotentiaires des deux pays intéressés, en présence des observateurs anglais et américains. Après de dramatiques discussions auxquelles prit part, un instant, le Président Harding lui-même, un accord fut signé le 4 février 1922 : Le Japon devait évacuer le Chantoung et restituer Kiao-tchéou à la Chine. Le traité définitif fut signé le 1^{er} décembre 1922 à Pékin. Il ne comprend pas moins de 11 sections et 28 articles dont les derniers règlent la question des chemins de fer et des mines de la province.

Les difficultés suscitées par ce règlement étaient le fruit naturel de la nature du bail dont il fallait anéantir

les effets tout en sauvegardant les intérêts légitimes nés d'un état de droit et de fait de plus de vingt années.

Ces difficultés furent surmontées tant bien que mal : si nous voulions en juger d'après les relations actuelles sino-japonaises, nous dirions, plutôt mal.

II. — PORT-ARTHUR ET TALIEW-WAN

En Europe, au lendemain de la prise de Kiaotchéou par les Allemands, la surprise fit bientôt place à la jalousie. Craignant de se voir supplantées par l'Allemagne sur le marché chinois, les autres puissances européennes qui avaient des intérêts en Extrême-Orient, la Russie d'abord, puis la Grande-Bretagne, la France enfin, suivirent l'exemple que leur avait offert l'Allemagne et donnèrent libre cours à leurs convoitises. L'on peut même dire ceci : les concessions territoriales que les puissances européennes ont demandées à la Chine, et qu'elles ont du reste obtenues, sont le résultat de l'occupation allemande de Kiaotchéou.

C'est ainsi que, quelques jours après l'accord sino-allemand, la *Russie* signait à son tour avec la Chine, les 15-27 mars 1898, une *convention de même nature*, qui fut complétée par un arrangement du 7 mai suivant, relativement à Port-Arthur et à Talien-wan.

« Ce port, situé presque à l'extrémité de la péninsule du Liao-toung, qui s'avance vers le sud, juste en face du port commercial de Tché-fou, commande avec ce dernier et surtout avec Weï-haï-weï, un peu à l'est, l'entrée du golfe de Pé-tchi-li et par suite, constitue la clef de Tien-tsin et de Pékin. C'est le Gibraltar du Pé-tchi-li... une baie naturelle admirablement pro-

« tégée contre les vents et le feu d'une flotte ennemie
« par un cercle de collines rocheuses (1). »

Le port militaire de Port-Arthur fut construit à partir de 1887, pour le compte du gouvernement chinois, par des ingénieurs français sous la direction de M. Thévenet. L'entreprise était patronée par le *Syndicat de l'Industrie Française en Chine*, dont faisaient partie entre autres établissements, le Comptoir d'Escompte, la Compagnie de Fives-Lille, les Forges et Chantiers de la Méditerranée, les Etablissements Cail, les Ateliers et Chantiers de la Loire, etc... Diverses causes, notamment des inondations et des irrptions de la mer, auxquelles il faut ajouter, en 1887, une épidémie de choléra qui causa une mortalité considérable parmi les travailleurs indigènes (sans oublier la faillite du Comptoir d'Escompte), firent que les travaux ne purent être achevés qu'en 1890.

En novembre 1894, au moment de l'attaque par la flotte japonaise, le port était défendu par une douzaine de forts établis sur les hauteurs à l'ouest et à l'est de son entrée.

Mais, faute très grave, comme le fai si justement remarquer Fauvel.

« Ne prévoyant pas une attaque par la côte nord de
« la péninsule ou par terre, on avait négligé de défendre le port de ce côté et de construire des forts d'arrêt
« sur l'isthme étroit qui se trouve entre Talién-wan et
« Kin-tchéou, à 16 milles 1/2 au nord-est de Port-
« thur. (2). »

(1) A.-A. Fauvel, Les bases navales en Chine, in *Revue Politique et Parlementaire*, du 10 juin 1899, pp. 502 et 503.

(2) A.-A. Fauvel. *Ibid.*, p. 506.

Tout d'abord, le 17 septembre 1894, la flotte chinoise, composée de douze navires, dont 5 cuirassés, 4 croiseurs et 4 torpilleurs, et commandée par l'amiral Ting, subissait un véritable désastre en se faisant battre par une escadre japonaise, sous le commandement du vice-amiral Ito, commandant le *Matsushima-Kan*, près du Ya-lou, fleuve frontière de Mandchourie et de Corée.

Environ un mois après, le 24 octobre, le général japonais comte Oyama, parfaitement au courant du côté faible de la défense de Port-Arthur, faisait débarquer ses troupes, presque sans résistance, à Kin-tchéou, dans la baie de la Société, au nord-est de Port-Arthur, et s'emparait de Talien-wan, le 6 novembre. Maîtres dès lors de la route de la péninsule de Liao-toung, les Japonais investirent Port-Arthur par terre en même temps qu'ils le bloquaient par mer. Attaqué le mercredi 21 novembre à l'aube, Port-Arthur était pris le même jour à 2 heures.

De par le traité de paix de Shimonoseki, le Japon devait garder ce port, — jusqu'au moment où les Puissances européennes (France, Allemagne, Russie), se mêlant de ce qui ne les regardait à aucun titre, l'obligèrent à le restituer à la Chine. Mais, avant de partir, les Japonais eurent soin de ne laisser aucune pièce de l'armement et détruisirent tout ce qu'ils ne purent emporter.

Il y avait longtemps que la Russie désirait avoir, sur les côtes de Corée ou de Chine, un port qui ne fût pas, comme Vladivostock, bloqué par les glaces une grande partie de l'année. Mais, fidèle à ses traditions, la diplomatie russe répugnait à employer la force pour arriver à ses fins; elle préférait obtenir de bonne vo-

lonté ce qu'elle désirait. Une occasion allait bientôt se présenter qui favoriserait ses projets.

Sur la demande du comte Cassini, ambassadeur de Russie auprès du Céleste-Empire, Li Houng-tchang, Premier Grand Secrétaire d'Etat, fut désigné pour représenter la Chine au couronnement de l'Empereur de Russie, Nicolas II.

Avant son départ pour l'Europe, il eut avec le comte Cassini de nombreuses conférences dont le résultat devait être le traité secret signé à Pétrograd, fin 1896, par Li Hung-tchang et le prince Lobanow, et connu dans la diplomatie sous le nom de *Convention Cassini*.

L'article 9, relatif à Kiao-tchéou, était ainsi conçu :

« La Russie n'a jamais possédé en Asie un port
« de mer qui soit libre de glaces et ouvert tout le cou-
« rant de l'année. C'est pourquoi, s'il surgissait soudai-
« nement des opérations militaires sur le continent, il
« serait naturellement difficile aux flottes russes des
« mers orientales et du Pacifique de manœuvrer libre-
« ment et à volonté. Comme la Chine se rend bien
« compte de cela, elle consent à louer temporairement à
« la Russie le port de Kiao-tchéou, dans la province de
« Chan-toung, la période de ce bail étant limitée à
« quinze années. A la fin de cette période, la Chine
« achètera toutes les casernes, magasins (godowns), ate-
« liers de machines et docks construits là par la Rus-
« sie (pendant son occupation du dit port). Mais, s'il
« n'y avait pas de danger d'opérations militaires, la
« Russie n'entrerait pas immédiatement en possession
« dudit port ou n'occuperait pas les points importants
« dominant le port, de façon à éviter toute occasion

« d'exciter la jalousie et les soupçons des autres puissances. Quant au montant de la location et la manière de la payer, ceci formera le sujet d'un examen dans un protocole à une date ultérieure. »

L'article 10, concernant Port-Arthur et Talien-wan, stipulait ceci :

« Comme les ports du Liao-toung de Lou choun Kéou (Port-Arthur) et de Talien-wan et leurs dépendances sont des points stratégiques importants, il incombera à la Chine de les fortifier convenablement en toute hâte, et de réparer toutes leurs fortifications, etc..., de façon à se garantir contre les dangers futurs; la Russie prêterait pour cela toute l'assistance nécessaire en aidant à protéger ces deux ports et ne permettrait à aucune puissance étrangère de faire des empiètements. La Chine, pour sa part, s'engage elle-même à ne jamais les céder à un autre pays; mais si, à l'avenir, les exigences des circonstances le réclamaient et que la Russie se trouvât elle-même subitement entraînée dans une guerre, la Chine consent à autoriser temporairement la Russie à concentrer ses forces territoriales et navales dans l'intérieur des dits ports, de façon à mettre la Russie en état d'attaquer l'ennemi ou de garder sa propre position. »

Ce que l'article 11 complétait en ces termes :

« Si, cependant, il n'y a pas de dangers d'opérations militaires dans lesquelles la Russie soit engagée, la Chine aura l'entier contrôle sur l'administration desdits ports de Lou choun Kéou et Talien-wan, et la Russie ne s'en mêlera en aucune façon. »

Sans doute l'usage de Kiao-tchéou comme station navale par leur flotte du Pacifique était un réel avantage pour les Russes, mais, comme le dit Fauvel, « Port-Arthur, déjà pourvu d'un bassin et d'une cale de radoub avec ses ateliers de réparation et ses forts, était infiniment préférable pour les Russes, surtout depuis qu'ils avaient obtenu l'autorisation de faire passer en Mandchourie l'extrémité orientale du chemin de fer transsibérien. Il était facile, en effet, de relier celui-ci par une voie ferrée avec Port-Arthur, via Moukden, et l'on était absolument maître de toute la province de Shing-king ainsi que du Liao-toung. Pékin tombait du coup dans la zone d'influence russe et l'on pouvait l'investir en quelques jours, si le besoin s'en faisait sentir, tout en fermant l'approche de Tientsin aux flottes qui auraient pu se porter au secours du gouvernement chinois aux abois (3). »

En décembre 1897, la Russie obtenait de la Chine la permission d'hiverner à Port-Arthur, déclarant que cette occupation n'était pour elle qu'une affaire de commodité. Mais, trois mois plus tard, le 15-27 mars 1898, elle signait avec la Chine une convention de même nature que la convention sino-allemande du 6 mars précédent.

Cette fois, cependant, la *Durée* de l'occupation était fixée, non pas à 99 ans comme pour Kiao-tchéou, mais à 25 ans seulement (art. 3), avec faculté de prolongation à l'expiration du terme. Par contre, le territoire cédé à bail était beaucoup plus étendu; il comprenait, en effet : tout le sud de la presqu'île de Liao-toung (commençant du côté nord de la baie d'A-tang sur la côte

(3) A.-A. Fauvel, op. cit., p. 507.

Ouest du Liao-toung et passant à travers le sommet de la montagne d'A-tang -- ce sommet étant inclus dans le territoire loué, -- à la côte Est du Liao-toung, près du côté nord de la baie de Pi-tseu-wo), avec les deux ports de Port-Arthur et de Talien-wan, les cours d'eau adjacents et toutes les îles autour, c'est-à-dire environ 800 milles carrés.

L'article premier stipulait que cette occupation devait être « *sans préjudice pour l'autorité chinoise dans ce territoire* ».

S'agissait-il là de droits de souveraineté? Par contre, l'article 2 décidait que la Russie pourrait « *s'en servir* » à son gré, en toute liberté. En tout cas, les gouvernements des deux pays convenaient que Port-Arthur étant seulement un port naval, il n'était permis qu'aux vaisseaux russes et chinois d'en faire usage, et qu'il devait être considéré comme un port fermé pour les vaisseaux de guerre et de commerce des autres puissances (art. 4). Ce qui n'empêcha pas les autorités russes d'en refuser l'accès aux navires de la flotte chinoise tant qu'ils ne seraient pas commandés par un officier de la Marine russe.

Quant à Talien-wan, à l'exception d'une partie du port qui, comme à Port-Arthur, était réservée à l'usage des vaisseaux de guerre russes et chinois, le reste serait un port de commerce dans lequel les vaisseaux marchands de toute nation pourraient aller et venir librement (art. 6).

La Russie avait encore le droit de construire des batteries et fortifications (art. 7) et d'y opérer tous mouvements de troupes qu'elle jugerait utiles (art. 4).

En outre, le territoire occupé devait *être administré par des fonctionnaires russes*, et aucune troupe chinoise d'aucune sorte ne pouvait y stationner. Dans l'enceinte des limites, les Chinois étaient autorisés à résider ou quitter à leur gré et ne pouvaient être expulsés (art. 4). Cette stipulation paraît surprenante puisque l'article premier laissait entendre que ce territoire restait sous la souveraineté chinoise. En cas de crime, les coupables devraient être remis entre les mains du fonctionnaire chinois le plus proche, pour être punis.

Enfin, il était convenu (art. 5) qu'au nord du territoire loué, il devrait être laissé une parcelle de territoire, une sorte de zone neutre, administrée par des fonctionnaires chinois, mais interdite aux troupes chinoises, excepté après entente avec la Russie.

En exécution de cette convention, Port-Arthur fut évacué par les troupes chinoises, le 15 mars, et le 16, à 6 heures du matin, les Russes occupaient la ville et les forts. L'occupation de Talien-wan avait lieu simultanément.

Le traité du 15 mars fut complété par l'arrangement spécial russo-chinois, du 7 mai 1898.

La limite nord du terrain neutre commençait sur la côte ouest du Liao-toung, à l'embouchure du fleuve de Kai-tchéou, passait au nord de Yu-yen-tch'ang au fleuve Ta-yang, et suivait la rive gauche de ce fleuve jusqu'à son embouchure, qui était comprise dans le territoire neutre (art. 2).

Entre autres conventions le Gouvernement chinois s'engageait (art. 5) à :

1° n'accorder aux sujets des autres puissances aucune concession sur le terrain neutre, sans l'assentiment russe;

2° n'ouvrir au commerce des autres puissances aucun port sur la côte Est et Ouest du terrain neutre;

3° n'accorder dans le territoire neutre aucune concession de route ou de mine, aucun privilège industriel ou mercantile, sans le consentement de la Russie.

Mais, aux termes de l'article 4, le Gouvernement russe donnait son assentiment à la requête du Gouvernement chinois que l'administration et la police de la ville de Kin-tchéou fussent chinoises.

A la suite de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la Russie, par le traité de Portsmouth du 23 août-5 septembre 1905, transférait au Japon les bénéfices du bail ainsi que tous les travaux publics et propriétés situés dans le territoire affecté par le bail. Le Japon s'engageait, d'ailleurs, à respecter les droits de propriétés des sujets russes (art. 5).

Cette cession fut régularisée par le consentement de la Chine donné le 22 décembre 1905. Voici les termes de cette convention sino-japonaise :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement impérial chinois accepte tous les transferts et assignements que la Russie a consentis au Japon par les articles 5 et 6 du traité de paix du 5 septembre 1905.

ART. 2. — Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage, en ce qui concerne le territoire cédé à bail, aussi bien qu'en ce qui concerne la construction des voies ferrées et l'exploitation, à se conformer autant que

possible aux accords primitifs conclus entre la Chine et la Russie. Dans le cas où une question se poserait à l'avenir sous ces rapports, le Gouvernement japonais prendra sa décision en consultant le Gouvernement chinois.

Par ailleurs, le Japon et la Russie s'engageaient mutuellement à *évacuer*, complètement et simultanément, la Mandchourie *dans un délai de dix-huit mois* (sauf, bien entendu, la presqu'île de Liao-toung) et à la rétrocéder entièrement à l'administration de la Chine (art. 3 et art. premier additionnel). Le 15 avril 1907, quand expira ce délai, l'*évacuation*, tant russe que japonaise, était *complète*, exception faite seulement des gardes du chemin de fer, maintenus pour en assurer la protection. Les Russes comme les Japonais ayant le droit de laisser 15 hommes par kilomètre de voie, cela faisait exactement 27.000 hommes pour les premiers et 14.500 pour les seconds.

*
**

La question capitale des chemins de fer de Mandchourie et de leur rattachement au Transsibérien fut réglée, tout d'abord par la fameuse *Convention Cassini* (art. premier à 5), puis par l'*Arrangement* du 15-27 mars 1898 (art. 8), relatif à Port-Arthur et à Talienwan, complété par l'article 3 de l'arrangement spécial du 7 mai suivant.

De ces diverses conventions se dégagent surtout deux faits de la plus haute importance :

1° le chemin de fer transsibérien qui, primitivement, était obligé de côtoyer la frontière sino-russe,

avait obtenu l'autorisation du Gouvernement chinois de traverser la Mandchourie tout entière et d'aboutir ainsi, d'une part, à Vladivostock par Tsitsikar et Karbine, — d'autre part, à Port-Arthur, par Karbine, Moukden et Nisou-tchouang;

2° sous prétexte qu'il serait quelquefois difficile aux autorités chinoises de garantir l'aide et la protection nécessaires sur tout le parcours de la ligne de chemin de fer qui traverserait en grande partie des territoires peu habités et stériles, le Gouvernement russe était autorisé, par mesure de précaution, à placer des troupes aux principales stations. Cette seule faculté constituait pour lui une force immense, prête à se concentrer au premier signal.

Il apparaissait ainsi clairement combien la Russie avait la haute main sur toute la Chine septentrionale et qu'elle s'acheminait peu à peu sur le Pe-tchi-li.

III. — WEI-HAI-WAI

Sur le conseil d'ingénieurs allemands, entre autres du major von Hanneken, qui avait construit les principaux forts de Port-Arthur, le Gouvernement chinois décida, en 1889, de créer sur la côte nord du Chan-toung, une autre base navale, qui lui permettrait de mieux défendre l'entrée du golfe de Pé-tchi-li.

Son choix se porta sur la baie de Wei-hai-weï, à 37 milles à l'est du port ouvert de Tchi-fou, dont le mouillage n'était pas assez abrité et trop difficile à défendre.

« Cette baie, suivant Fauvel (1), ainsi appelée du
« nom d'une petite ville murée située au fond, s'ouvre
« de l'est à l'ouest dans le petit promontoire du cap
« Cod, qui la protège des vents du nord et du sud par
« l'ouest, tandis qu'un archipel de cinq petites îles brise
« les grosses mers soulevées par les vents venant du
« nord au sud par l'est. Le mouillage est donc fort bien
« abrité contre tous les vents surtout dans la partie
« orientale dominée par les deux maîtresses îles de
« Liéou-koung tao et de sa voisine Shoung tao.

« En 1894, à la veille de la guerre avec le Japon,
« tous les ouvrages de ce port, au nombre de onze,
« avaient été achevés et armés de gros canons Krupp de
« 15 à 28 centimètres, par les soins du major allemand
« von Hanneken. »

En somme la situation était très capable de supporter avec succès un siège de longue durée.

Le 19 janvier 1895, le maréchal Kuroda, commandant un corps d'armée d'environ 20.000 hommes et 10.000 coolies, réunissait ses troupes à Talien-wan, sur cinquante transports, et les débarquait le lendemain, dans la baie Young-tching, au sud du cap Chan-toung, sans grande résistance de la part du colonel Yen.

Le 26 janvier, les Japonais attaquèrent les forts de l'ouest de Weï-haï-weï, et furent repoussés; mais, le 30, ils s'emparèrent de deux forts de l'Est et en firent sauter un à l'ouest; Weï-haï-weï tomba entre leurs mains. Les Chinois, qui occupaient les autres forts terrestres, ayant pris la fuite, les Japonais tournèrent

(1) *Fauvel*, op. cit., p. 509.

les canons des forts sur la flotte chinoise et sur l'île Liu Kong tao.

L'amiral Ting In-tch'ang s'était réfugié là avec 2 cuirassés, 2 croiseurs, ses canonnières, avisos et torpilleurs, après la défaite du Yalou et la prise de Port-Arthur. Il ferma les passes avec des chaînes et résolut de vendre chèrement sa vie. Malheureusement, il fut mal secondé par ses lieutenants et par la garnison. Après avoir eu plusieurs vaisseaux torpillés, du 4 au 9 février, il se trouva, le 11, totalement dépourvu de munitions. Ne voulant pas survivre à sa défaite, il se suicida; son second, le contre-amiral Lieou Pou-tchin, et Tchang Tasan, commandant les forts de l'île, suivirent son exemple; le général Taï en fit autant. Le 12, le pavillon blanc fut arboré et Wei-haï-weï, remis au Japonais.

Comme garantie de l'exécution fidèle des stipulations du traité de paix conclu à Shemonoseki, le 17 avril 1895, la Chine, aux termes de l'article 8, consentait à l'occupation temporaire par les Japonais de Wei-haï-weï.

Des articles séparés, joints au traité de Shemonoseki, réglementaient cette occupation.

Le territoire à occuper comprenait l'île de Liu-Kong et une zone large de cinq lis japonais, tout le long de la côte de la baie de Wei-haï-weï. Autour de ce territoire était constituée une zone neutre, également de cinq lis japonais, où les troupes chinoises n'avaient pas le droit de pénétrer (art. 2).

L'effectif maximum des forces japonaises à Wei-haï-weï était fixé à une brigade et les frais d'occupation

seraient supportés pour 1/4 seulement par la Chine, soit environ 500.000 taëls par an (art. premier).

L'article 3 stipulait que l'administration civile resterait aux mains des autorités chinoises, mais que ces autorités auraient le devoir de se conformer aux ordres du commandant des troupes japonaises, relativement à la santé, à la sécurité et au bien-être de ces troupes, ainsi qu'à leur répartition.

Toutes les infractions militaires commises dans les limites du territoire occupé seraient de la compétence des autorités militaires chinoises. Et par « infractions militaires » on entendait à la fois celles commises par les soldats japonais et les crimes et délits commis par les habitants contre les militaires de l'armée d'occupation.

En 1898, les Anglais, mécontents de s'être laissés devancer par les Russes à Port-Arthur, et voyant leur influence encore menacée dans le nord de la Chine par la prise de possession des Allemands à Kiao-tchéou, résolurent de s'assurer du second battant de la porte du Pe-tchi-li, en obtenant une base navale, en face de Port-Arthur. Ils jetèrent leur dévolu sur Wei-haï-weï et s'entendirent avec les Chinois (2 avril), de façon à en obtenir la concession à bail sitôt que les Japonais l'évacueraient, après avoir touché le reliquat de l'indemnité de guerre dû par le Céleste-Empire.

Quel était le but poursuivi par la diplomatie anglaise en réclamant la cession de Wei-haï-weï « pour des motifs d'équilibre » ?

— Il était multiple :

1° avoir un point d'appui naval dans le Nord des mers de Chine. Quand leur escadre serait occupée dans

ces parages, elle n'aurait plus besoin de faire une traversée de quatre ou cinq jours, pour venir se ravitailler ou se mettre à l'abri à Hong-Kong;

2° avoir un nouvel important débouché pour son commerce et ses capitaux;

3° enfin et surtout, avoir un appui politique et militaire contre la Russie, arrêter ses velléités d'extension, opposer forteresse à forteresse, neutraliser Port-Arthur par Wei-haï-weï, situé presque en face à une centaine de kilomètres seulement et empêcher le golfe de Petchi-li de devenir un lac russe.

L'évacuation de Wei-haï-weï par les Japonais commandés par le général Miyoshi, commencée le 17 avril et terminée le 24, le pavillon britannique fut hissé le 25 mai à côté du pavillon chinois, comme avaient fait les Russes à Port-Arthur. Au besoin, les Anglais auraient payé eux-mêmes aux Japonais le dernier versement de l'indemnité de guerre pour obtenir d'eux qu'ils abandonnassent au plus vite Wei-haï-weï.

Pendant ce temps, M. Balfour, pour ménager les susceptibilités de l'Allemagne, informait le gouvernement de Berlin par l'intermédiaire de son ambassadeur, Sir F. Lascelles, que l'Angleterre, en s'établissant à Wei-haï-weï, n'avait nullement l'intention de faire du tort à l'Allemagne ou de contester ses droits et intérêts dans la province de Chan-toung, ou de lui créer des difficultés dans cette province. L'Angleterre s'engageait à ne construire aucun chemin de fer de Wei-haï-weï et le district loué avec, à l'intérieur de la province de Chan-toung.

La convention relative à cette cession ne fut signée que le 1^{er} juillet par Sir Claude Mac Donald et le prince Tching.

Afin que l'Angleterre possédât un port convenable dans le Nord de la Chine et pour la meilleure protection du commerce britannique, la Chine lui cédait Weï-haï-weï et les mers voisines, pour une période d'une durée égale à celle de l'occupation de Port-Arthur par la Russie. Cette clause était analogue à celle de l'article 6 du traité du 1^{er} juillet 1878, relatif à l'île de Chypre. Le territoire concédé comprenait l'île de Lin-hung et toutes les autres îles du golfe de Weï-haï-weï, ainsi qu'une bande de terre de dix milles anglais de largeur et suivant les côtes entières du même golfe. Sur ces territoires la juridiction anglaise était seule reconnue.

L'Angleterre avait, en outre, le droit d'y établir des fortifications, d'y entretenir des troupes et de prendre toutes les mesures de défense qu'elle jugerait nécessaires, sur les côtes ou près de celles-ci, et ce, dans toute la région à l'Est d'une ligne passant par 126°40' de longitude orientale de Greenwich, ce qui mettait en somme la partie péninsulaire du Chan-toung dans ses mains.

Enfin, bien que ce traité, à la différence des précédents, ne contînt aucune stipulation réservant la souveraineté chinoise, il laissait à la Chine, sur le territoire occupé, certains droits que ne lui conservaient pas les autres conventions d'occupations à bail. C'est ainsi que, dans l'intérieur des murs de Weï-haï-weï, les mandarins chinois devaient continuer à exercer leurs fonctions, excepté dans le cas d'une action militaire ou

navale ayant pour but la protection de la concession. Les villages situés sur le territoire cédé à bail seraient du reste également administrés par les indigènes, conformément au droit et aux coutumes chinoises; ceux-ci rendraient la justice pour les contestations de peu d'importance; toutes les autres affaires seraient portées devant la Haute-Cour de Wei-haï-weï, avec appel devant la Cour suprême de Hong-Kong.

Aucune expropriation ou expulsion ne pouvait être prononcée contre des sujets chinois y habitant, sauf indemnité convenable.

Les Anglais, aussitôt installés, se préoccupèrent d'organiser la défense de leur nouvelle base navale.

Les Japonais avaient fait sauter les forts, enlevé toutes les pièces, ou brisé à la dynamite les gros canons trop difficiles à transporter; aussi fallut-il dépenser de fortes sommes pour remettre le tout en bon état. Cela en valait la peine, car la rade est beaucoup plus large que celle de Port-Arthur; « le port de Wei-haï-weï est « facile d'accès et capable d'offrir un abri à un nombre « considérable de navires d'un tirant modéré, mais le « mouillage est un peu rétréci pour de grands bâtiments. Il y a deux entrées, l'une à l'Ouest et l'autre « à l'Est de l'île de Liu-koung-tao, offrant ainsi facilité « d'accès pour entrer ou pour sortir par presque tous « les vents. La ville s'élève sur la pente d'une colline, « au fond de la baie, et est presque entourée d'une muraille. Le meilleur mouillage est près de la pointe « occidentale de Liu-koung-tao (2).

(2) *China*, N° 1 (1899), p. 80.

Etat actuel. — La conférence de Washington (1921-1922) ayant consacré le retour du Chan-toung sous la souveraineté chinoise, ainsi que le territoire ex-allemand de Kio-Tchéou, l'Angleterre accepta de négocier la rétrocession à la Chine du territoire de Wei-haï-weï.

Le principe directeur fut le retour pur et simple : mais, malgré toute la bonne volonté de l'Angleterre, il ne fut pas facile de faire l'accord entre les deux parties.

Après une union de plus de vingt années, la rupture des liens n'est pas aussi aisée qu'elle le paraît au premier abord.

En 1922, la délégation anglaise fit des propositions pouvant se résumer ainsi :

1° Restituer complètement l'administration de Weï-haï-weï, à la Chine;

2° Transférer gratuitement les terrains, bâtiments et autres propriétés publiques à la Chine;

3° Louer certains établissements navals de l'île de Liëou-Kong à la Grande-Bretagne pour une durée de dix ans;

4° Bien entendu, respecter tous les intérêts privés, comme l'avaient d'ailleurs affirmé les délégués chinois dans leur mémorandum de Paris et de Washington.

L'accord ne put se faire.

Les pourparlers continuèrent et aboutirent à un projet d'accord qui devait être rendu définitif le 23 octobre 1924. Des troubles politiques ayant éclaté en Chine la restitution fut de nouveau ajournée.

Un nouvel accord, le troisième, fut signé à Nankin le 18 avril 1930. La rétrocession fut effectuée avec une grande solennité le 30 septembre, et prit effet le 1^{er} octobre 1930.

Voici quelles en furent les principales clauses.

L'article 17 stipule :

« En attendant la promulgation et l'application généralisée des lois concernant le système de gouvernement local indépendant en Chine, les autorités locales chinoises s'assureront des vues des résidents étrangers à Weï-haï-weï dans telles matières municipales qui peuvent affecter directement leur bien-être et leurs intérêts. »

Il serait étonnant que, dans l'état où elle se trouve actuellement, la Chine songe à s'astreindre à cette consultation. Il ne faudrait voir là, de la part de l'Angleterre, que le désir de ne pas voir se rompre brutalement le lien de suzeraineté qui, pendant trente-deux ans, avait tenu les habitants et les autorités chinoises de Weï-haï-weï sous son pouvoir.

L'article 18 est d'un ordre plus pratique. Il stipule :

« Le Gouvernement national de la République de Chine, à moins et jusqu'à ce qu'il ne décide de fermer le port de Weï-haï-weï et de le réserver exclusivement comme base navale, donnera à bail au Gouvernement du Royaume-Uni, libres de toutes charges, pour une période de trente ans, avec faculté de renouvellement accordée aux détenteurs, certains terrains et édifices dont le détail est donné à l'annexe II, pour les besoins du Consulat britannique et les intérêts généraux des résidents. »

Les terrains et édifices portés à l'annexe II, étaient l'objet d'une liste portant principalement, les anciennes maisons et jardins des officiers supérieurs anglais; les cimetières, terrains de golf, etc.

Les intérêts privés furent strictement sauvegardés.

IV. — KOUANG-TCHÉOU-OUAN.

La France possède avec *Kouang-tchéou-ouan* une concession analogue à celles que nous venons d'étudier. C'est, à ce jour, le seul territoire qu'elle ait acquis en Chine par le procédé de la *cession à bail*.

La France avait suivi pas à pas les progrès faits par les autres puissances en Extrême-Orient. L'opinion publique, surexcitée par les prises de possessions successives des Russes, des Allemands et des Anglais, força nos gouvernants à demander aussi une base navale quelque part sur les côtes chinoises.

Nous n'avions guère le choix.

« Il ne pouvait malheureusement, écrit Fauvel (1),
« plus être question des Pescadores conquises par l'ami-
« ral Courbet et qui auraient formé pour nous une ex-
« cellente base navale, si notre gouvernement, crai-
« gnant sans doute de déplaire à l'Angleterre, n'avait
« eu la faiblesse de les rendre à la Chine, au grand
« désespoir de la marine française. On sait qu'elles
« sont aujourd'hui aux mains du Japon ainsi que l'île
« de Formose tout entière. Les îles Chusan possédant
« un bon port à proximité de l'entrée du Yang-tze-

(1) *Revue Politique et Parlementaire*, tome XX.

« kiang auraient bien fait notre affaire. Mais l'Angle-
« terre, qui les a occupées en 1840 et 1841, ne les a ré-
« trocédées à la Chine que sous la condition formelle
« qu'elles ne pourraient être cédées à aucune nation.

« Il ne pouvait non plus être question, pour la
« France, de se fixer à Port-Hamilton, entre l'île de
« Quelpaërt et la Corée. On sait que, pour empêcher
« les Russes de prendre pied dans ce royaume, l'Angle-
« terre occupa en 1885 les trois îles de Sodo, Sunodo
« et Chuwel (ou Observatory Island), formant ensemble
« la rade de Port-Hamilton, et ne se retira en 1888 que
« lorsque Lord Rosebery eût obtenu de la Russie une
« promesse formelle qu'elle respecterait l'intégrité de
« la Corée, et de la Chine la garantie la plus explicite
« qu'aucune puissance ne pourrait s'installer à sa place
« dans les îles en question. L'Angleterre, il faut bien
« le dire, ne fut pas fâchée de se retirer dans ces con-
« ditions, étant donné que trois de ses amiraux avaient
« déclaré successivement qu'on ne pouvait défendre
« Port-Hamilton qu'en y faisant d'immenses dépenses
« de fortifications et qu'il faudrait toute une flotte pour
« l'empêcher d'être bombardé par une escadre enne-
« mie (2). »

Aussi, pour sauvegarder ses intérêts dans le sud du Céleste-Empire, et pressée de prendre n'importe quoi, la France réclama, à titre de compensation, le droit d'occuper à bail, pour quatre-vingt-dix-neuf ans, la baie (ouan) de Kouang-Tchéou, située dans la partie orientale de la péninsule de Lei-tchéou, entre les parallèles

(2) *Problems of the Far East*, by the Right Hon. George N. Curzon M. P. 1896, p. 214.

20°45 et 21°17' de latitude nord et les méridiens 107°55' et 108°16' de longitude est.

Quelle était la valeur exacte de cette concession ?

C'est là une question qui a été, en son temps, très discutée et a donné lieu dans une certaine presse à de vives polémiques. Les critiques faisaient volontiers remarquer qu'un port voisin du golfe de Pe-tchi-li nous aurait donné plus d'influence que Kouang-tchéou ouan situé à l'extrémité sud de l'Empire. Mais il ne faut pas perdre de vue que, précisément à raison de sa situation voisine du Tonkin, dont elle peut être considérée comme un poste de grand'garde, notre nouvelle possession présentait une grande valeur stratégique.

Ce point de vue a été développé avec talent par M. Paul Doumer, dans son intéressant ouvrage *L'Indo-Chine française, Souvenirs* (1905), p. 373. Il rappelle à cette occasion l'avis du Conseil de Défense réuni en Indo-Chine dans le courant de 1899 : « La baie, y était-
« il dit, pouvait être rendue accessible tous les jours et
« à toute heure aux grands navires; elle était facile à
« aménager pour des établissements maritimes impor-
« tants. Saïgon-Cap Saint-Jacques constituait le pre-
« mier appui de notre flotte. Kouang-tchéou pourrait
« être éventuellement utilisé comme une seconde base
« navale en vue d'opérations militaires dans la mer de
« Chine. »

On ne peut, cependant, s'empêcher de constater que la position de cette baie, en face de Haï-nan, la met tout à fait en dehors de la route ordinaire des paquebots.

Le climat n'est pas excellent.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement chinois ayant acquiescé à notre demande, le 10 avril 1898, le contre-amiral *Gigault de la Bédollière*, commandant l'escadre française d'Extrême-Orient, arbora aussitôt (22 avril 1898) le pavillon français sur un fort abandonné, situé dans la presqu'île de Lei-tchéou, au Sud-Sud-Est de la baie de Kouang-tchéou; la cérémonie fut célébrée en présence des compagnies de débarquement en armes; le *Pascal*, la *Surprise*, le *Lion*, mouillés sur une ligne, à 600 mètres du fort, saluèrent par 21 coups de canon (3), et la population des villages voisins était ou paraissait sympathique.

Les conditions de cette occupation furent déterminées par une convention du 4 juin et, le 8, le commandant en chef de notre escadre d'Extrême-Orient, l'amiral de Beaumont, remplacé depuis par l'amiral Courrejolles, était accrédité pour signer au nom de la France.

Il faut croire que l'amitié des membres du Tsongly-Yamen et la sympathie des populations n'étaient pas d'une solidité à toute épreuve, car ce fut le 16 novembre 1899 seulement que le traité de délimitation a été signé; non sans qu'il ait fallu faire parler la poudre et répandre le sang.

Jusqu'au printemps de 1899, les négociations avaient marché sans trop d'encombre; les territoires à nous cédés à l'embouchure de la rivière Matshé, qui s'ouvre dans la baie de Kouang-tchéou, n'avaient pas encore été délimités d'une façon précise, mais il avait été convenu entre le maréchal Sou et l'amiral Courrejolles, qu'ils comprendraient les îles et les îlots qui ferment la baie.

(3) *Livre Jaune*, p. 52.

Or il suffit de jeter les yeux sur une carte pour voir que l'île des Aigrettes, l'île de Tan-haï et celle de Nau-chau commandent l'entrée de la baie et ne pouvaient point ne pas faire partie de notre nouvelle possession. Le vice-roi de Canton, de qui dépendait la région de Kouang-tchéou, cédant à des pressions qui ne venaient pas toutes du Tsong-ly-Yamen, se mit néanmoins en travers des opérations du maréchal Sou, obtint son rappel à Pékin, l'y fit ouvertement blâmer et, pour nous amener à accepter une délimitation réduite à la seule île de Tan-haï, entreprit de soulever sourdement, contre l'influence française, la population de la presqu'île.

La tâche, d'ailleurs, était aisée. Les indigènes de la région de Kouang-tchéou étaient constitués à peu près exclusivement de peuplades semi-indépendantes, appartenant à la vieille race autochtone des Mia-Tsoé, refoulée depuis des siècles par les Chinois sur le littoral et dans les îles, où elles vivaient dans un perpétuel état de révolte et d'insoumission. L'amiral Courrejolles et M. Doumer, gouverneur général de l'Indo-Chine, durent bientôt se préoccuper d'une situation devenue inquiétante. Pour augmenter les effectifs dispersés dans les petits forts échelonnés le long de la rivière Matshé, une milice spéciale fut créée. Les indigènes qui la composaient étaient tous de race chinoise. Ils étaient recrutés, non dans les environs de Kouang-tchéou ouan, où ils n'auraient pu nous inspirer qu'une confiance très limitée, mais dans notre province tonkinoise de Monkaï, et, encadrés par des sous-officiers d'infanterie de marine, ils constituèrent bientôt un corps supplémentaire aussi bien organisé que celui des tirailleurs annamites. Echelonnés, avec l'infanterie de marine, dans différents

postes entre le fort Bayard, à Hoï-teou-Sun, et le fort de Muitao, où ont péri les enseignes Gourlaouen et Koun, ils ne tardèrent pas à aller au feu.

La résistance à l'occupation française avait en effet pris naissance entre ces deux points, dans les régions de Nampo et de la Selle, sur la rive droite de la rivière, et lorsque, du 3 au 5 novembre, des troupes furent envoyées à l'embouchure de l'aroyo de Tsé Kam pour renforcer le petit poste de Pé-Sé, situé au confluent de l'aroyo et de la rivière, elles eurent un engagement des plus sérieux avec les Chinois qui, deux fois repoussés et deux fois revenus à la charge, finirent par prendre la fuite, non sans avoir tué un adjudant et un homme et blessé un sergent et trois soldats. La leçon semblait suffisante et l'amiral Courrejolles avait pu signer, le 14, avec le maréchal Sou, revenu enfin de Pékin avec des instructions plus conciliantes, la délimitation définitive : mais la résistance n'était pas vaincue. Après l'assassinat des deux enseignes, nos troupes, sous la conduite du lieutenant-colonel Marot, eurent avec les Chinois, du 16 au 22, plusieurs engagements dans lesquels ceux-ci laissèrent plus de mille morts et de nombreux blessés.

Cette fois, c'était bien la fin ; on put dès lors procéder au bornage de la frontière. Tout ce que nous demandions, sauf Mui-Tao, nous fut accordé.

Les opérations de délimitation définitivement approuvées à Pékin, le vice-roi de Canton disgracié et remplacé par Li-Hung-Chang, une indemnité de 200.000 francs promise aux familles des deux victimes de Mui-Tao ; cette somme versée le 14 janvier à Paris entre les mains de M. Delcassé, enfin la remise, entre les mains de M. Doumer, le 15, de l'administration du territoire

de Kouang-tchéou, qui ferait désormais partie intégrante de notre colonie indo-chinoise, telle était l'heureuse et rapide conclusion d'une échauffourée qui, un moment, aurait pu prendre des proportions inquiétantes.

Aux termes de l'article 1^{er} de la convention, le Gouvernement chinois, en raison de son amitié pour la France, nous donnait à bail pour 99 ans, Kouang-tchéou ouan, afin d'y établir une station navale avec dépôt de charbon. Mais il restait entendu que cette location n'affecterait pas les droits de souveraineté de la Chine sur les territoires concédés.

Le territoire loué comprenait (art. 2) les eaux et terrains nécessaires à la sécurité, à l'approvisionnement et au développement normal de la station navale et au dépôt de charbon, c'est-à-dire :

1° l'île de Tong-haï;

2° l'île de Nao-tchéou;

3° au Lei-tchéou, une bande de terrain reliant un point de la côte situé au Sud de Kieou-man-sien (Tiao-man) et se trouvant par 20°50' de latitude Nord, à Chemen par 21°25' de latitude Nord;

4° au Kaó-tchéou, une bande de terrain comprise entre 21°25' de latitude Nord et 21°04' de latitude Nord;

5° les îlots compris dans l'intérieur de Kouang-tchéou ouan, ainsi que les eaux intérieures et extérieures de la baie, et les eaux extérieures de Nao-tchéou et de Tong-haï, dans les limites acceptées en droit international (six milles marins).

L'article 3 stipulait qu'afin d'éviter tout froissement possible entre les deux pays, le territoire cédé

serait gouverné et administré par la France seule pendant les 99 ans de bail.

Les habitants conserveraient la jouissance de leurs propriétés; ils pourraient continuer à habiter le territoire loué et vaquer à leurs travaux et occupations, sous la protection de la France, aussi longtemps qu'ils se montreraient respectueux de ses lois et de ses règlements. La France s'engageait à payer un prix équitable aux propriétaires indigènes pour les terrains qu'elle désirerait acquérir.

Nous avons le droit (art. 4) de prendre toutes les mesures militaires pour notre défense : élever des fortifications, faire tenir garnison à des troupes, et aussi de construire des phares, de placer des bouées et signaux utiles à la navigation sur le territoire loué, le long des îles et des côtes.

Les navires à vapeur de la Chine, ainsi, d'ailleurs, que les navires de toutes les Puissances en relations diplomatiques et commerciales avec elle, seraient traités dans le territoire loué comme dans les ports ouverts de Chine. La France pourrait y percevoir les taxes établies par elle et y importer ses règlements de navigation (art. 5).

Si des cas d'extradition se présentaient, ils seraient traités d'après les stipulations des conventions existantes de la France et de la Chine, notamment celles qui réglaient déjà les rapports de voisinage entre la Chine et le Tonkin (art. 6).

Enfin (art. 7), le Gouvernement chinois autorisait la France à construire une voie ferrée reliant un point de la baie de Kouang-tchéou ouan, au Lei-ichéou, à un point à désigner sur la côte Ouest du Lei-tchéou, aux environs d'Onpou.

La Chine fournirait le terrain, mais les frais de construction et d'exploitation seraient à la charge de la France. Les Chinois auraient le droit de circulation et de trafic sur la voie ferrée, d'après le tarif général appliqué.

Les mandarins devraient veiller à la protection de la voie et du matériel, mais la réparation et l'entretien de cette voie et de ce matériel seraient à la charge de la France.

Un décret du 7 janvier 1900 avait rattaché Kouang-tchéou ouan à l'Indo-Chine française. Des arrêtés des 27 et 31 janvier réglèrent l'organisation de notre acquisition :

« Une administration générale française, agissant
« par l'intermédiaire d'une administration communale
« chinoise à peu près autonome, — voilà l'organisation
« du territoire de Kouang-tchéou.

« La commune, composée de plusieurs villages, a
« un conseil des notables, appelé Kong-hu, à qui nous
« avons laissé le soin de tout conduire, dans la limite
« du territoire et des intérêts communaux. Le conseil
« assure l'ordre, *il perçoit l'impôt* et nous remet la part
« qui nous revient et qui est inférieure à ce que de-
« mandaient les mandarins chinois; le surplus est laissé
« à la commune pour couvrir les dépenses d'entretien
« des chemins, des pagodes, les frais des cérémonies
« publiques, etc. En cas de troubles, ou de difficultés
« pour arrêter des malfaiteurs, et si la police de la com-
« mune est impuissante, il y a toujours, à portée, un
« poste de milice commandé par un chef français dont
« l'intervention peut être réclamée par le Kong-hu.

« L'autonomie de la commune a été étendue à ce
« point que le conseil des notables est lui-même juge
« des délits qui s'y produisent et des contestations d'in-
« térêt entre les habitants. Il juge correctionnellement
« et peut prononcer la peine de l'amende; il juge au
« civil, et en dernier ressort, dans une limite assez res-
« treinte. Les crimes et les délits comportant la peine
« de l'emprisonnement, ainsi que les jugements au civil
« d'une certaine importance que l'une ou l'autre partie
« n'accepte pas, sont portés devant un tribunal supé-
« rieur, présidé par l'administrateur français de la cir-
« conscription, assisté de deux notables indigènes que
« leur réputation désigne à notre choix.

« L'administration du territoire est confiée à un
« administrateur en chef, relevant directement du Gou-
« vernement général, et ayant près de lui un adminis-
« trateur-adjoint, un secrétaire et un comptable. Trois
« administrateurs, chefs des circonscriptions en les-
« quelles le territoire a été divisé, sont placés sous ses
« ordres.

« L'administrateur en chef réside à Kouang-tchéou,
« nom de la ville française fondée sur le rivage Est de
« la baie, en face des établissements militaires et au
« point choisi pour y construire le port de commerce.
« L'inspecteur commandant la milice, ou garde indi-
« gène, le chef du service des Travaux publics et le re-
« ceveur des Postes et Télégraphes sont également à
« Kouang-tchéou.

« Les administrateurs-adjoints sont en relations
« constantes avec les conseils de notables des com-
« munes, ils agissent sur eux pour le bon emploi des
« ressources communales, l'observation de quelques

« règles élémentaires d'hygiène publique, la construction, la réfection et l'entretien des chemins. Ils ont, à ce point de vue, obtenu des résultats remarquables. Même en dehors des routes que nous avons construites, on trouve, à Kouang-tchéou, de bons chemins suffisamment entretenus : les villages ont un aspect de propreté relative, et cela n'est pas banal en pays chinois (4). »

La France administre de cette façon un territoire d'environ 85.000 hectares; la population approximative, qui est de 186.000 habitants, se compose surtout de cultivateurs et de pêcheurs. Elle comprend 185.000 Chinois et 220 Européens seulement.

Le territoire contient les marchés de Tchékam et de Potéou, qui font un commerce assez important avec l'intérieur de la province de Canton. Les productions sont les arachides, les graines de sésame, l'indigo, le sucre, le sel; l'élevage des porcs y est considérable; l'industrie des nattes très florissante.

V. — LE TERRITOIRE DE KOWLOON.

L'Angleterre, qui avait demandé et obtenu le territoire de Wei-hai-weï pour contrebalancer les influences russes et allemandes dans les mers du Nord de la Chine, profita de ce qu'on nous avait accordé *Kouang-tchéou ouan*, dans les mers du Sud, pour demander l'extension de son territoire de *Kowloon*, en face de *Hongkong*.

En réalité, les pourparlers sino-anglais avaient précédé les nôtres : l'heureuse conclusion de nos démar-

(4) Situation de l'Indo-Chine (1897-1901), p. 117.

ches lui fut le prétexte rêvé pour obtenir plus rapidement ce qu'elle demandait.

L'Angleterre était installée dans la presqu'île de *Kowloon* depuis le traité de *Tien-tsin* de 1860. Mais elle n'avait que le côté sud (4.000 mètres carrés environ). Le côté nord restait à la Chine. Or, les hauteurs qui s'y trouvent dominant *Honkong*. Si l'on y installe des forteresses, la situation de *Hongkong* devient des plus précaires.

Saisissant donc l'occasion du bail de *Kouang-tchéou*, l'Angleterre demanda et obtint la location du côté nord de *Kowloon*. La convention pour l'extension de *Hongkong* fut signée le 9 juin 1898 à *Pékin*.

En voici la teneur :

Convention pour l'extension de Hongkong
(9 juin 1898, à Pékin)

« Considérant que, depuis beaucoup d'années, il a été reconnu qu'une extension du territoire de *Hongkong* est nécessaire pour la défense convenable et la protection de la colonie, il est maintenant convenu entre les gouvernements de la *Grande-Bretagne* et de *Chine* que les limites des territoires britanniques seraient agrandies, sous bail, jusqu'à l'extension généralement indiquée sur la carte annexée. Les limites exactes seront ultérieurement fixées lorsque les plans particuliers auront été faits par les fonctionnaires nommés par les deux gouvernements. La durée de bail sera de 99 ans.

« Il est convenu en même temps que, dans la ville de *Kowloon*, les fonctionnaires chinois qui y résident actuellement, continueront leur juridiction autant

qu'elle ne sera pas incompatible avec les nécessités militaires pour la défense de *Hongkong*. Dans le reste du territoire nouvellement cédé, la *Grande-Bretagne* devra avoir seule juridiction.

« Les fonctionnaires chinois et le peuple devront être autorisés comme par le passé à employer les routes de *Kowloon* à *Din-ngan*.

« Il est en outre convenu que le lieu de débarquement actuel près de la ville de *Kowloon* sera réservé pour la commodité des vaisseaux de guerre chinois, des bateaux de commerce et de transport de passagers, qui pourront aller et venir et y stationner à leur gré et pour la commodité de la circulation des fonctionnaires et du peuple dans la ville.

« Quand, par la suite, la Chine aura construit un chemin de fer jusqu'aux limites du territoire de *Kowloon*, sous le contrôle britannique, les arrangements seront discutés.

« Il est entendu, en outre, qu'il n'y aura ni expropriation, ni expulsion des habitants du district inclus dans cette extension, et que si on a besoin de terrain pour des bureaux publics, fortification ou autres objets également officiels, il sera acheté à un prix équitable.

« S'il se produit des cas d'extradition de criminels, ils seront négociés d'accord avec les traités existants entre la Grande-Bretagne et la Chine et les règlements de *Hongkong*.

« La zone louée à la Grande-Bretagne, ainsi qu'elle est marquée sur la carte annexée, comprend les eaux de la baie *Mirs* et la baie profonde (*Deep-bay*), mais il est convenu que les vaisseaux du gouvernement chinois,

neutres ou autres (non), conservent le droit de mouiller dans ces eaux.

« Cette convention entrera en vigueur au 1^{er} juillet 1898, correspondant au 15^e jour de la 5^e lune de la 14^e année de Kouang-Siu.

« Elle sera ratifiée par les souverains des deux pays et les ratifications devront être échangées à Londres aussitôt que possible.

« En foi de quoi, etc.

« Claude MAC DONALD,

« LI HOUNG CHANG,
HSU TING-K'OEI. »

*
**

Nous ne nous étendrons pas sur cette question. Elle est suffisamment définie. Elle confirme notre thèse sur la portée des cessions à bail. S'il était besoin d'y ajouter, il suffirait de citer les paroles de Lord Balfour à la conférence de Washington, telles que les rapporte le D^r Wou.

« Le bail relatif à l'extension de *Kowloon* n'a été obtenu pour aucune autre raison que celle de donner toute sécurité, au port de *Hongkong*, et ce serait un malheur, si quelque chose se produisait qui pourrait ébranler la confiance des nations qui font usage de ce port. »

Il est donc à présumer que, tant que la Chine n'aura pas conquis la stabilité et l'indépendance qui donne à ses engagements et à ses possibilités une valeur internationale, l'Angleterre ne consentira pas à rétrocéder le territoire de *Kowloon*. Ou bien alors c'est qu'elle ne détiendra plus *Hongkong*.

VI. — SAN-MEN.

Nous ne devons pas oublier de signaler, pour mémoire, la démarche faite auprès du Tsong-li-yamen, le 28 février 1899, par M. de Martino, ministre d'Italie à Pékin.

En présence des excellents résultats obtenus par les autres puissances européennes, le roi d'Italie, pris à son tour de cette crise d'expansion coloniale, fit présenter verbalement par M. de Martino une demande pour la cession à bail de la baie des San-Men (les trois portes), sur la côte du Tché-kiang, entre le Ning-po et Ouen-tchéou, pour en faire une station de charbon et une base navale.

Cette demande comportait aussi la concession des trois îles qui en défendent l'entrée, les ports qui en font partie, les villes et villages situés à l'entour, dans une zone de même étendue et soumise aux mêmes conditions que celles accordées aux Allemands, aux Russes, aux Anglais, dans les concessions respectives de Kiao-tchéou, de Port-Arthur et de Weï-haï-weï.

L'Italie demandait encore que l'empereur Kouang-siu voulût bien lui reconnaître une zone ou sphère d'influence couvrant les deux tiers de la partie méridionale de la province de Tché-kiang qui n'appartient pas au bassin du Yang-tsé ou à celui de la baie de Kang-tchéou, réservés à l'influence anglaise, et enfin la concession d'un chemin de fer devant relier la baie au lac Po-yang, à travers les riches districts du Tché-kiang et du Ngan-hoei.

Le 2 mars, M. de Martino renouvelait par écrit sa requête.

Après de multiples incidents, et malgré l'appui que lui prêta l'Angleterre, la démarche italienne échoua complètement.

Cette fois, les Chinois étaient décidés à la résistance la plus acharnée, car ils considéraient que céder à l'Italie c'eût été ouvrir la porte à d'interminables marchandages et à de multiples demandes de la part des plus petits Etats.

CARACTERISTIQUES DES « CESSIONS A BAIL »

Il nous reste maintenant à dégager les principales caractéristiques de ces diverses cessions à bail, ainsi que leurs résultats au point de vue de l'intégrité territoriale de la Chine et de sa souveraineté.

I. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

Qu'entend-on par organisation administrative? Le fonctionnement des services publics, des rouages administratifs, l'établissement d'un système d'impôts, l'entretien des voies de communication, l'organisation de la police, des services pénitentiaires, de l'instruction publique.

Dans le cas d'une occupation militaire pacifique, — qu'il s'agisse d'une occupation à titre de garantie de l'exécution d'un traité, ou d'une occupation conventionnelle en vue de venir en aide à un gouvernement ami pour le protéger contre les agressions extérieures ou des troubles intérieurs, — l'Etat occupé conserve non seulement la jouissance mais l'exercice à peu près complet de sa souveraineté.

Donc, en temps de paix, l'occupant n'a *aucun droit sur l'administration du pays*. Les autorités locales sont indépendantes de lui et exercent leurs fonctions en toute liberté, sous la seule direction de leur gouvernement.

Théoriquement, les pouvoirs de l'occupant se bornent à un simple *droit de garnison* et au droit d'assurer

la sécurité de ses troupes sur le territoire occupé. Tel est le principe général.

Les dérogations à ce principe ne peuvent être le résultat que d'une convention entre les parties contractantes, ou d'empiètements et abus de pouvoir de l'armée occupante.

En principe, dans le cas d'occupation de garantie, la présence de la force armée étrangère ne doit, au point de vue de l'administration, porter *aucune atteinte à la souveraineté* de l'Etat occupé, et il en est généralement ainsi dans la pratique.

Ainsi, le traité de Shimonoseki du 17 avril 1895, en octroyant au Japon le droit d'occuper le port chinois de Weï-haï-weï, jusqu'au paiement de la contribution de guerre, décidait que l'administration civile resterait aux mains des autorités chinoises qui devraient seulement se conformer aux ordres que le commandant de l'armée d'occupation pourrait juger nécessaire de leur donner dans l'intérêt de la santé, de l'entretien, de la sauvegarde et de la discipline des troupes.

Au contraire, lorsqu'il s'agit d'une occupation d'intervention, la souveraineté de l'Etat occupé, bien que toujours respectée en principe, subit une plus forte atteinte. Quelques conventions ont ainsi conféré à l'occupant des pouvoirs très étendus et lui ont donné « le droit » de se mêler de l'administration civile et politique du pays; il en fut ainsi de la Convention entre la France et la République de Venise en 1797. Mais ces clauses sont exceptionnelles et c'est la clause contraire que l'on rencontre assez souvent. Aussi l'Etat occupé prend-il soin, fréquemment, de spécifier expressément,

dans le traité, que l'occupant « ne pourra s'immiscer dans les affaires intérieures du pays ».

C'est ainsi que le traité de 1756, en vertu duquel la France pouvait occuper certaines forteresses de la Corse, en vue de conserver l'île sous la domination génoise, interdisait expressément aux autorités militaires françaises de se mêler, « en quoi que ce fût », de l'administration économique, politique, judiciaire, civile et criminelle de l'île. De même, le traité de 1764 conservait à Gênes tous ses droits et « l'exercice de sa souveraineté », sauf au point de vue militaire et de la police intérieure. Mais on remarque que ce traité est déjà moins énergique que le précédent en ce qui concerne l'interdiction d'immixtion dans les affaires intérieures. Le suivant, celui de 1768, devait faire disparaître cette interdiction : mieux, il devait consacrer le droit d'immixtion de la France.

Dans les cessions à bail, que remarquons-nous ?

Non seulement, aux termes de l'article 1^{er} de la convention sino-allemande relative à Kiao-tchéou, le Gouvernement chinois s'engage à s'abstenir de prendre aucune mesure, ou d'y promulguer aucun règlement, sans le consentement préalable du gouvernement allemand, mais, par l'article 3, il renonce formellement à exercer tous ses droits de souveraineté sur le territoire cédé, pendant la durée du bail, et il en abandonne l'exercice à l'Allemagne.

En ce qui concerne la cession à bail de Port-Arthur et de Talien-wan, sans doute l'article 1^{er} de la convention des 15-27 mars 1898 stipule bien que ce bail devra être sans préjudice pour l'autorité chinoise dans ce territoire. Mais l'article 4 reconnaît que le territoire loué

sera administré par des fonctionnaires russes et qu'aucune troupe chinoise ne sera admise à y stationner. Il ne fut fait d'exception qu'en faveur de la ville de Kintchéou, dont l'administration et la police seraient chinoises (art. 4 de l'arrangement spécial russo-chinois du 7 mai 1898).

Le texte de la convention anglo-chinoise relative à Weï-haï-weï ne laisse aucun doute sur les intentions du cabinet de Londres : « sur les terres sus-mentionnées, l'administration chinoise ne pourra en aucune manière intervenir ».

Pour la cession de Kouang-tchéou ouan à la France, même contradiction que dans le traité russo-chinois. L'article 1^{er} spécifie que cette location ne saurait affecter les droits de souveraineté de la Chine sur les territoires cédés, et, par contre, l'article 3 dit textuellement ceci : « Le territoire sera gouverné et administré pendant les 99 ans de bail par la France seule. »

Comment expliquer cette situation en désaccord absolu avec les principes que nous avons posés au début de ce paragraphe, touchant les pouvoirs de l'occupant dans le cas d'une occupation militaire en temps de paix, sinon parce que les cessions à bail ne sont des occupations que de nom ? L'occupant, qui est, en fait et du consentement de l'Etat occupé, le véritable souverain, ne dispose pas seulement d'un droit de garnison, il exerce effectivement toutes les prérogatives de la souveraineté ; c'est lui, notamment, qui *assurera l'administration* du territoire occupé.

II. — DROIT DE LÉGISLATION.

En principe, dans le cas d'une occupation militaire en temps de paix, l'Etat dont le territoire est partiellement *occupé* conservant l'exercice de ses droits souverains, sa législation continue de rester en vigueur sur le territoire en question.

La législation de l'*Etat occupant* ne trouve à s'appliquer qu'en tant qu'il s'agit de faire respecter la discipline de l'armée d'occupation et d'assurer la sécurité de cette armée. A cet effet, les conseils de guerre de l'armée d'occupation seront compétents et appliqueront leur propre loi.

En un mot, dans l'occupation pacifique, l'occupant étranger n'a pas, à proprement parler, de droit de législation sur le territoire occupé. La législation de l'Etat occupé est seule appliquée, avec cette réserve, cependant, que le corps d'occupation jouit du bénéfice de l'*exterritorialité*.

Il en est ainsi pour les occupations ordinaires, notamment les occupations de garantie.

Toutefois, par exception, certaines conventions permettent à l'occupant d'étendre le champ d'application de sa législation en territoire occupé.

Tel fut le cas : 1° de l'Autriche en Bosnie-Herzégovine; 2° de la Grande-Bretagne à Chypre; 3° pour les conventions de 1898 qui nous intéressent ici. En effet, la Chine, en donnant aux Puissances occupantes le droit de gouverner et d'administrer les territoires cédés à bail, leur conférait le droit de légiférer. S'il en fut ainsi, c'est qu'alors il ne s'agissait plus d'une simple occupa-

tion militaire, mais bien plutôt d'une annexion déguisée ou d'une tentative d'annexion.

III. — DROIT DE JURIDICTION.

Le droit de juridiction consiste dans le pouvoir qu'a un Etat de soumettre à l'action de ses tribunaux certaines personnes ou certaines choses et de leur appliquer ses lois. Il faut en rapprocher la faculté de commander et d'employer la force coercitive pour contraindre à l'obéissance, pour assurer la mise à exécution de la loi.

La doctrine et la pratique internationales sont unanimes à reconnaître à l'Etat occupant, que ce soit en temps de guerre ou en temps de paix, un certain droit juridictionnel, à raison de l'obligation impérieuse pour son armée de pouvoir se défendre contre les attaques dirigées contre elle.

La compétence des juridictions militaires de l'occupant peut s'exercer :

1° à l'égard des membres de l'armée d'occupation et des personnes qui y sont attachées, pour tous les délits, militaires ou de droit commun, commis par eux sur le territoire occupé;

2° à l'égard des habitants indigènes du territoire occupé, seulement pour les infractions dirigées contre l'armée d'occupation ou contre ses membres;

3° à l'égard des étrangers établis sur le territoire occupé, le pouvoir juridictionnel de l'occupant est le même qu'envers les habitants indigènes, dans les pays de capitulations comme dans les autres;

4° à l'égard des agents diplomatiques ou consulaires accrédités sur le territoire occupé;

a) les agents diplomatiques ne pourront, en aucun cas, être traduits devant les juridictions répressives de l'occupant, pas plus qu'ils ne pouvaient l'être devant celles du pays occupé. Mais l'occupant pourra les expulser;

b) mêmes règles pour les consuls dans les pays de Capitulations; mais, dans les autres pays, il n'y a aucune raison pour les soustraire à la juridiction de l'occupant.

Sans doute, dans le territoire concédé de la péninsule du Liao-toung, la Chine devait conserver son droit de juridiction :

Art. 4, § 3. — En cas de crime, le coupable devra être remis entre les mains du fonctionnaire chinois le plus proche pour être puni selon la loi, d'accord avec l'arrangement fixé par le 8° article du traité russo-chinois de la 10° année de Hian-Foung (1860).

Mais comment concilier cette faculté avec le § 2 de l'article 2 qui dit textuellement ceci :

« Après que la frontière aura été décidée, tout le « territoire inclus et les eaux adjacentes seront entièrement remis aux mains de la Russie pour s'en servir?

Par contre, il est stipulé que, sur le territoire concédé de Weï-hai-weï, la juridiction anglaise sera seule reconnue.

La convention du 6 mars 1898, stipulant (art. 3) que la Chine s'abstiendrait d'exercer ses droits de souveraineté sur le territoire cédé de Kiao-tchéou pendant la durée du bail et qu'elle en abandonnait l'exercice à l'Alle-

magne, indique clairement que l'Allemagne avait tout pouvoir juridictionnel.

L'accord relatif à Kouang-tchéou-wan était, au contraire, beaucoup plus libéral. L'article 3, § 1^{er}, disait bien que le territoire cédé à bail serait gouverné et administré par la France seule pendant la durée des 99 ans. Mais les arrêtés des 27 et 31 janvier 1900, réglant l'organisation de notre acquisition, instituaient le conseil des notables de la commune, appelé Kong-hu, comme juge des délits qui s'y produiraient et des contestations des habitants. Il jugeait correctionnellement et pouvait prononcer la peine de l'amende; il jugeait au civil, et en dernier ressort, dans une limite assez restreinte. Les crimes et les délits comportant la peine de l'emprisonnement, ainsi que les jugements au civil d'une certaine importance que l'une ou l'autre partie n'acceptait pas, étaient portés devant un tribunal supérieur présidé par l'administrateur français de la circonscription, assisté de deux notables indigènes que leur réputation désignait à notre choix.

Mais, au fond, malgré ces quelques concessions, la souveraineté de la Chine n'était-elle pas ici encore, au point de vue de la *juridiction*, fortement ébranlée?

Il restait encore à régler un point particulièrement délicat, celui de savoir si les tierces Puissances entendaient conserver — sur les territoires cédés à bail — le droit de juridiction sur leurs nationaux qu'elles possédaient, en vertu des traités, dans toute l'étendue du territoire chinois.

Les ministres des Puissances à Pékin, considérant que les territoires loués étaient désormais placés sous la juridiction d'Etats dont le système judiciaire répon-

dait aux exigences des mœurs occidentales, estimèrent qu'il n'y avait plus de motif sérieux, pour les différentes nations, de s'y réclamer de leurs privilèges d'exterritorialité et décidèrent, en conséquence, que leurs consuls n'avaient plus de raison pour juger leurs nationaux, s'ils venaient à commettre un délit sur les territoires loués. N'était-ce pas reconnaître ainsi implicitement le changement de souveraineté?

IV. — NATIONALITÉ.

La seule différence importante que l'on relève entre la cession à bail et la cession ordinaire, c'est que la première ne change pas la nationalité des indigènes. On ne trouve pas ici chez le locataire le désir de substituer sa souveraineté sur les individus, en leur imposant sa nationalité. Le droit d'option reconnu aux habitants du territoire cédé n'a donc pas à jouer. Le caractère temporaire, provisoire, en apparence tout au moins, de la cession à bail, est exclusif d'une nationalité nouvelle. Ce qui contribue à le prouver c'est qu'ordinairement il y a une clause, en ce qui concerne les indigènes, qui exclut la faculté d'expulsion. On veut donc qu'ils puissent continuer à habiter le territoire cédé à bail sous la nouvelle souveraineté; ils ne peuvent être expulsés que sur sérieux motifs de plaintes.

V. — TRAVAUX DE FORTIFICATIONS.

L'occupant ordinaire, en temps de paix, n'a pas le droit d'élever des travaux de fortifications sur le territoire occupé, pas plus que de détruire les ouvrages exis-

tant sur ce territoire. Il en est ainsi, alors même que la convention est muette sur ce point. Or, que constatons-nous ici, au contraire?

L'accord du 6 mars 1898, entre la Chine et l'Allemagne, autorise (art. 2) l'Allemagne à *construire*, sur le territoire cédé à bail, des *fortifications* pour la protection à la fois des bâtiments à y élever et de l'entrée du port.

De même, la convention sino-russe des 15-27 mars 1898 mentionne (art. 7) que la Russie construira elle-même tous les bâtiments qui seront nécessaires aux troupes navales ou militaires, à la *construction de batteries* et de casernes pour les garnisons.

Ainsi, pour Weï-haï-weï, la Grande-Bretagne avait le droit d'établir des fortifications, d'entretenir des troupes et de prendre toutes mesures nécessaires à la défense du territoire cédé à bail.

Enfin, aux termes de l'article 4 de la convention relative à Kouang-chéou ouan, il est expressément stipulé que la France pourra élever des fortifications, faire tenir garnison à des troupes ou prendre toute autre mesure défensive dans le terrain loué.

VI. — ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE NEUTRE.

C'est presque uniquement dans le cas d'occupation à la suite d'une guerre que l'on établit, autour des places occupées, une sorte de zone neutre d'où sont exclues les troupes locales. En empêchant ainsi tout contact entre les soldats des deux pays, on évite de nouveaux conflits.

Le traité de paix de Shimonoseki, par exemple, déterminait autour de Weï-haï-weï une zone neutre de 5 lis japonais, où il était interdit aux troupes chinoises de pénétrer (art. 2) (des « Clauses additionnelles »). Or nous retrouvons cette même clause dans les *occupations à bail* consenties par la Chine en 1898.

1° Pour Kiao-tchéou, il était spécifié (art. 1^{er}) que le territoire occupé serait limité par une zone neutre de 50 kilomètres de largeur, dans laquelle le Gouvernement chinois s'engageait à ne rien innover sans le consentement de l'Allemagne;

2° Pour Port-Arthur, il était convenu, dans l'article 5 de l'accord, que le territoire loué serait séparé du reste de la Chine par une parcelle de territoire neutre, administré par des fonctionnaires chinois, mais dans lequel aucune troupe chinoise ne devrait entrer, sauf après entente avec la Russie.

VII. — DÉFENSE DE SOUS-LOUER.

La cession, étant faite uniquement en faveur de l'Etat locataire, doit s'appliquer à son profit exclusif et la prohibition de sous-location est de droit.

En effet, l'Etat bailleur ne se décide à consentir que parce qu'il a devant lui, comme cessionnaire, tel Etat déterminé, dont les rapports politiques antérieurs le rassurent, ou envers lequel des relations commerciales ou industrielles le prédisposent favorablement.

VIII. — RESTITUTION.

Remarquons enfin que, sauf en ce qui concerne Kiao-tchéou, les conventions du genre qui nous inté-

resse ne font aucune mention des conditions dans lesquelles le territoire cédé à bail pourra revenir au propriétaire, ni de la façon dont on évaluera les dépenses faites sur le sol loué, la plus-value en résultant et l'indemnité que le locataire pourra réclamer.

Pourquoi ce silence?

Parce qu'on a considéré que la restitution était une chose fictive et qu'elle n'aurait pas lieu. C'est qu'en louant, l'une des parties comprend bien qu'elle consent un abandon destiné à devenir définitif, tandis que l'autre compte bien acquérir une propriété qu'elle entend ne jamais quitter.

On pourrait, à la rigueur, envisager cette restitution dans le cas d'un bail de très courte durée. Mais, lorsqu'il s'agit d'une période de 99 ans, à moins d'événements violents, on ne conçoit pas qu'un Etat qui a possédé un territoire pendant ce temps, le restitue. Il est vraisemblable que cette restitution ne serait à l'avantage de personne. Après un aussi long terme, il y a beaucoup de chances pour que l'œuvre d'assimilation ait été réalisée et ait amené ainsi une fusion entre la population de l'Etat dont le territoire est occupé et les membres de l'Etat occupant.

Supposons néanmoins que la restitution ait lieu, comme ce fut le cas pour le territoire concédé à la Russie par la Chine en 1861 et restitué en 1881?

En l'absence d'une clause formelle, il semble qu'il n'y ait lieu à aucune indemnité. Le locataire a agi au mieux de ses intérêts et non de ceux du cédant. Les impôts qu'il a levés, les taxes et droits de douane qu'il a perçus, l'ont mis à même de faire les améliorations et dépenses nécessaires.

Voilà pourquoi il ne saurait être question en principe d'un remboursement de frais quelconque.

X. — ENTRETIEN DES TROUPES D'OCCUPATION.

C'est un principe presque uniformément admis que l'entretien de l'armée d'occupation incombe au pays occupé dans toutes les occupations, sauf celles qui déguisent des cessions de souveraineté, comme nos cessions à bail.

Pourquoi incombe-t-elle au pays occupé?

Parce que : ou bien l'occupation a lieu à son profit, pour venir en aide à son gouvernement contre les troubles du dedans ou les attaques du dehors; ou bien elle est rendue nécessaire par sa non-solvabilité immédiate, par son refus de remplir ses engagements, par son état troublé.

Mais l'obligation d'entretien pour l'Etat occupé ne saurait se présumer : elle ne peut résulter que d'une clause formelle du traité, et même, en cas de silence, ce sera l'occupant qui devra assumer la charge de l'entretien de son armée.

Pourquoi incombe-t-elle à l'occupant du territoire cédé à bail?

Parce que l'occupation est tout à son avantage, déguisant une véritable annexion : il est naturel et équitable que celui qui, en fait, a tous les avantages et revenus, en ait aussi les charges.

Droit d'administration politique et économique;

Droit de législation;

Droit de juridiction;

Droit de faire des travaux de fortifications, ne sont-ce pas là les divers et principaux éléments constitutifs de la souveraineté?

Or, les Puissances cessionnaires les possèdent presque tous intégralement et on ne doit considérer les quelques restrictions stipulées en faveur de la Chine que comme des concessions sans importance. Les Puissances entendent bien qu'il n'en résultera aucune gêne pour l'exercice de leur autorité suprême. Ce sont là des réserves de pure forme, toutes verbales, et qui ne changent rien à la situation : la Chine, en fait, s'est dépouillée de tous ses droits sur ces territoires. Les occupants exercent effectivement toutes les prérogatives de la souveraineté, le souverain nominal ne conservant qu'un *nudum jus* sans efficacité.

C'est par fiction que l'on a qualifié cette situation d' « *occupation à titre de bail* », pour dissimuler, dans la forme tout au moins, ce qui était réellement effectué : un abandon de souveraineté, une annexion à peu près complète. Et, comme nous l'avons déjà dit, on l'a fait, tant pour ménager les susceptibilités de la Chine que pour ne pas exciter trop vivement les jalousies des Puissances tierces

En réalité, il n'y a jamais eu, là, de véritables occupations militaires, mais bien des cessions, des annexions déguisées, comme en Bosnie ou à Chypre.

CONCLUSION

Nous définirons donc la cession à bail : une convention présentant toutes les apparences de liberté et conforme, dans ses conditions de fond et de forme, aux règles normales; par cette convention, un Etat propriétaire loue, pour une période très longue, une partie de son territoire à un autre Etat, qui devient son locataire, en réservant la souveraineté nominale de l'Etat propriétaire; l'Etat locataire bénéficiera sur le dit territoire d'avantages considérables le rendant plus puissant que l'Etat propriétaire, et jouira, dans la réalité, et sous quelques réserves le plus souvent insignifiantes, de la plénitude des droits de propriétaire et de souverain.

Avantages de ce procédé

Bien qu'on se trouve en présence d'une simple location, l'une des parties sait qu'elle consent un abandon de terre appelé à rester définitif, et l'autre qu'elle acquiert un territoire qu'elle entend ne jamais quitter. Le premier y trouvera cet avantage d'avoir sauvegardé sa dignité et son amour-propre, l'autre d'avoir réalisé sans effusion de sang une acquisition des plus précieuses pour lui. Sans doute, pareils procédés seraient difficilement admissibles en Europe parce qu'ils apparaîtraient comme contraires aux traditions d'égalité et de respect mutuel, en même temps qu'attentatoires à la dignité des peuples, mais ils sont jugés moins sévèrement lorsqu'ils mettent en contact des Etats parvenus à un degré différent de civilisation. Ici, la cession à bail apparaît moins choquante et ses conséquences, si dures pourtant, sont plus facilement supportées par le bail-

leur dont la mentalité est différente. Logiquement, dans ce cas, les opérations dont nous parlons sont un acheminement à d'autres entreprises moins limitées, annexions ou protectorats. La transformation qui s'opérera ultérieurement par le jeu des événements sera la consécration naturelle des ambitions et de la faiblesse des parties en présence, et les difficultés viendront de la jalousie des tiers désireux d'obtenir des compensations ou des avantages équivalents, à raison de la théorie bien connue de l'équilibre.

FIN

APPENDICE

Et maintenant ne peut-on se poser la question suivante : les puissances réaliseront-elles, par le moyen des cessions à bail de Chine, le but qu'elles poursuivent, comme elles sont parvenues à le réaliser en Bosnie, à Chypre et à Panama?

Elles y comptent bien, il n'est pas permis d'en douter.

Mais ont-elles suffisamment compté avec certaines circonstances de fait qui ne se rencontraient pas dans leurs entreprises précédentes?

L'Autriche, en Bosnie, les Etats-Unis à Panama, se trouvaient être ou voisin immédiat du pays occupé ou à proximité; leurs forces de pression étaient à pied-d'œuvre; l'administration des pays soumis était en quelque sorte le prolongement de la leur; l'assimilation était relativement facile, parce que le pouvoir central pesait de tout son poids sur les fonctionnaires; les communications étaient simplifiées, les échanges matériels et moraux aisés.

A Chypre, l'Angleterre était présente par sa marine, par la prodigieuse extension que celle-ci procure à ses tentacules politiques et administratifs. Chypre, d'autre part, est une île isolée des pays de même race qu'elle, livrée à ses seules forces qui sont bien faibles, bloquée, s'il plaît à la Grande-Bretagne.

Mais en Chine? les puissances sont loin : leurs facultés d'absorption sont diminuées d'autant. Les régions cédées et occupées restent en contact étroit et permanent avec le grand corps chinois, auquel elles sont rattachées par liens du sang, de la culture, de la race et de la tradition. Tant que la Chine restera affaiblie par l'anarchie qui la ronge, la force matérielle des occupants parera à tout événement.

Mais cette anarchie, bien qu'encouragée par la Russie et le Japon, sera-t-elle perpétuelle? La pénétration des idées d'indépendance, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne risque-t-elle pas un jour d'être plus forte que les facultés d'assimilation des cessionnaires? En fait, cette faculté n'existe pas : la poignée de fonctionnaires qui assurent le respect de l'ordre européen ne vaut que par rapport à l'apathie chinoise et à la démonstration de la puissance navale de l'Angleterre ou de la France, de l'Allemagne, du Japon ou de la Russie.

Les cessions sont à *bail*, donc à *terme*. Elles ont un caractère définitif dans l'esprit et la volonté de ceux qui les ont obtenues; elles n'ont, dans le droit écrit qui les consacre, qu'un caractère provisoire. En face d'un peuple qui reprendrait confiance en sa forme matérielle et morale, c'est une faiblesse grosse de conséquences.

Déjà, bien des signes avant-coureurs révèlent en Chine un mouvement d'idées et de passions dont nous ne mesurons peut-être pas la portée.

La lutte actuelle contre le Japon affecte une forme apparemment favorable à ce dernier.

Je dis apparemment, car nul ne peut prévoir dans quelle mesure une lutte prolongée, dans un pays si vaste, réagira sur la durée des avantages obtenus par les occu-

pants? L'esprit national naît de la lutte. Le Japon se repentira de l'avoir provoqué.

L'histoire, déjà, démontre par les exemples des Dominions que l'éloignement de la métropole a pour résultat inévitable de leur permettre de s'acheminer plus ou moins vite vers une autonomie qui prend parfois, sous couleur de collaboration, des allures d'indépendance. Et, pourtant, la population des Dominions a, quant à la race et à la culture, les mêmes origines que celles de la mère patrie.

Il est donc impossible de ne pas se demander avec inquiétude ce que l'avenir réserve à la combinaison imaginée par les diplomates sous la forme des cessions à bail et si le chemin de l'évolution normale ne les conduira pas en sens inverse de celui qu'ont suivi les précédents que l'on a prétendu faire revivre sous un nom différent.

Vu le Doyen :

G. RIPERT.

Vu le Président de la thèse :

Achille MESTRE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris
ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- BOITET (Marcel). — L'Emphytéose et la loi du 25 juin 1902. Paris, Chevalier-Maresq., 1903, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 14.991.)
- CHEMINS (les) DE FER EN CHINE, DERNIÈRES CONCESSIONS. — Paris, Impr. de F. Levé, 1898, in-8°. (Extraits des Questions diplomatiques et coloniales.) (Bibl. Nat., 8° 02n., 1028.)
- COLQUHOUN (Archibald Ross). — The « Overland » to China. London, Harper, 1900, in-8°, XII-465 P., fig. et cart. (Siberia, China, Tongking.) (Bibl. Nat., 8° 1013.)
- CORDIER (Henri). — 1° La France et l'Angleterre en Indochine sous le Premier Empire. Leids, E.-J. Brill, 1903, gr. in-8°, 29 p. (Extrait du « *Toungpao* », série II, vol. IV.) (Bibl. Nat., Lk¹⁰, 457.)
2° Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales. Paris, F. Alcan, 1901 et 1902, 3 vol. in-8°, fig. tableau. (Bibliothèque d'Histoire contemporaine.) (Bibl. Nat., 02n. 1123.)
- CURZON (Lord, George-Nathaniel). — Problems of the far East Japan, Korea, China. London, Longmans, 1894, in-8°, XX, 441 p. fig et pl. cartes. (Bibl. Nat., 02 862.)
- DEHERPE (Louis). — Essai sur le développement de l'occupation en droit international; établissement et déformation de l'œuvre de la Conférence de Berlin en 1885. (Thèse pour le doctorat en droit.) Paris, L. Larose, 1903, in-8°, 196 p. (Bibl. Nat., 8° f. 14.971.)
- DESCAT (Joseph). — Essai sur le bail emphytéotique (loi du 25 juin 1912). Toulouse, Imp. St-Cyprien, 1903, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 14.789.)

- DESPAGNET (Frantz). — 1° La diplomatie de la Troisième République et le droit des gens. Paris, Larose, 1904, in-8°, pp. 774-777.
2° Les occupations de territoires et le procédé de l'Hinterland, dans la Revue de « Droit International Public ».
- DUBOSQ (André). — La Chine et le Pacifique.
- DUJARDIN-BEAUMETZ (François). — La Chine dans ses rapports actuels avec l'Europe. Paris, Secrétariat de la Société d'Economie sociale, 1897, in-8°, 29 p. (Extrait de la « Réforme Sociale ».) (Bibl. Nat., 8° 02n. 987.)
- ESCARRA (Jean). — Droits et intérêts étrangers en Chine. (Préface de Son Exc. Dr. Wang Chung-Hui.) Paris, Sirey, 1928, in-8°.
— La Chine et le Droit international. (Pedone, Paris, 1931.)
- ETIENNE (August Dr.). — Deutschlands wirtschaftliche Interessen in China. Berlin, J. Guttentag, 1904, in-8°, 63 p. (Les intérêts économiques de l'Allemagne en Chine.) (Bibl. Nat., 8° E. 633.)
- FAUVEL (Albert-Auguste). — Shanghai. Louvain, Impr. de F. et R. Ceuterick, 1909, in-8°, 35 p. (Extrait de la « Revue des Questions scientifiques. ») Juillet 1909. (Bibl. Nat., 8° 02n. 1484.)
- GIDEL (Gilbert). — Les effets de l'annexion sur les concessions. (Thèse pour le doctorat de droit.) Paris, L. Larose, 1904, in-8°, VII, 258 p. (Bibl. Nat., 8° F. 15.414.)
- GUERLET (Pierre). — Etude des divers procédés d'action politique des puissances en Chine. Paris Arthur Rousseau, 1907, in-8°.
- JOHNSTON (Reginald-Fleming). — Lion and Dragon in Northern China. London, John Murray, 1910, 8°, XIV, 460 p. pl. et cartes. (Bibl. Nat., 8° 02n. 1433.)
- LAWTON (Lancelot). — Empires of the Far East a study of Japan and of her colonial possessions of China and Manchuria and of the political questions of Eastern Asia and the Pacific. London, G. Richards, 1912, 2 vol., in-8°. (Bibl. Nat., 8° 02n. 655.)
- LEROY-BEAULIEU (Pierre). — La Chine et les puissances, dans la « Revue des Deux-Mondes », du 1^{er} mars 1899.

- MERIGNHAC (A.). — *Traité de Droit Public International*. Paris, F. Pichon, 1905, in-8°, pp. 391-401. (Bibl. Nat., 8° E* 825.)
- NYS (Ernest). — *Le Droit international. Les Principes. Les Théories. Les Faits*. Bruxelles, Meens, 1912, in-8°, t. II, pp. 98-218. (Bibl. Nat., 8° E* 1051.)
- PELLIER (A.). — *L'Europe et la Chine*. Limoges M. Barbou, 1901, in-fol., 325 p. et fig. (Bibl. Nat., 02n. 1122.)
- PERRINJAQUET (Jean). — 1° *Des cessions temporaires de territoires*. Paris, Giard et Brière, 1904, in-8°.
2° *Des annexions déguisées de territoires*, dans la « *Revue de Droit International Public* », 1904, pp. 96 et suiv., et 1909 (t. XVI), p. 316.
- PINON (René) et MARCILLAC (Jean de). — *La Chine qui s'ouvre*. Paris, Perrin, 1900, in-16°. (Bibl. Nat., 02n. 1069.)
- POINTIN (Jean). — *Etude de la loi du 25 juin 1902 relative à l'emphytéose*. Asnières, Impr. de Jeunet, 1904, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 15.410.)
- POUVOURVILLE (de). — *Les fictions internationales en Extrême-Orient*, dans la « *Revue du Droit International Public* », t. VI, pp. 113 et suiv.
- PRIMOIS (Pierre). — *Du bail emphytéotique, d'après la loi du 25 juin 1902*. Caen, Impr. Valin, 1904, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 15.712.)
- PUGNIÈRE (Roger). — *Du bail emphytéotique*. Paris, Rousseau, 1904, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 16.937.)
- RAINOFF. — *L'emphytéose (d'après la loi du 25 juin 1902)*. Paris, Larose, 1903, in-8°. (Bibl. Nat., 8° F. 16.939.)
- RECLUS (Elisée). — *La Chine et la diplomatie européenne*. Paris, Editions de l'« *Humanité Nouvelle* », 1900, in-8°, 16 p. (Bibl. Nat., 02n. 1088.)
- ROBIN (Raymond). — *Des occupations militaires en dehors des occupations de guerre. (Etude d'histoire diplomatique et de droit international.)* Paris, Larose-Tenin, 1913, gr. in-8°.
- SARGENT (A.-J.). — *Anglo-chinese commerce and diplomacy*. Oxford, 1907, 8°.
- TCHEN KI CHAN. — *La politique de la porte ouverte en Chine. (Thèse pour le doctorat en droit.)* Paris, M. Giard et E. Brière, 1912, in-8°, 137 p. (Bibl. Nat., 8° F. 23.296.)

- TEILLARD (Commandant). — L'expansion européenne en Asie. (S. I.), 1895, in-8°. I) La question anglo-russe; II) La Chine et les Européens dans l'Extrême-Orient. (Bibl. Nat., 02 928.)
- WASSILJEW (W.-P.) — L'ouverture de la Chine (traduit par R. StüBE). — Leipzig, T. Weicher, 1909, in-8°, XI, 237 p. et 2 cartes. (Bibl. Nat. 8° 02n. 1476.)
- P. Wou. — Histoire diplomatique de la Chine depuis 1919. Paris (Rousseau et Cie, éditeurs, 1932).
- YANG (Léon). — Les territoires à bail en Chine (préface de Jean Escarra). Les Presses Universitaires de France, Paris, 1929.

SUR KIAO-TCHEOU

- FAUVEL (A.-A.). — 1° Les Allemands en Chine, dans le « Correspondant » des 10 et 25 mai 1898.
2° Kiao-Tchéou et la province du Chantoung, dans la « Revue Française » des 1^{er} avril et 1^{er} mai 1898.
- GUASCO. — Les origines et les causes de la crise chinoise, dans la « Revue de Droit International Public », tome VIII (1901), pp. 28 et suiv., notamment page 43.
- KLAMKA (Max). — Die Überlassung von Kiautchou seitens Chinas an das deutsche Reich. (Inaugural Dissertation.) Borna-Leipzig, Buchdruckerei R. Noske, 1909, in-8° de IX-55 pages. (Bibl. Nat., 8° 0 Bresl. dr. 417.)
- LABAND (Paul). — Le Droit public de l'Empire allemand (avec une préface de M. M.-F. Larnaude). Paris, V. Giard et E. Brière in-8°, tome II, p. 686 de la traduction de C. Gandilhon et de Th. Lacuire. (Bibl. Nat., 8° F. 12.963.)
- MARTENS (de). — Nouveau recueil des traités, tome XXX, p. 326.
- PILA (Fernand). — Une province chinoise en progrès : le Chantoung; Chinois et Allemands. (Articles extraits du « Bulletin du Comité de l'Asie Française ». Lyon, A. Rey, 1904, in-16 de 73 pp. avec cartes. (Bibl. Nat., 02n. 1.238.)
- POHL (Otto). — La concession de Kiao-Tchéou par la Chine à l'Empire allemand. Borna-Leipzig, Buchdruckerei R. Noske, 1908, in-8° de IX-43 pp. (Bibl. Nat., 8° 0 Bresl. dr. 358.)
- ROBIN. — Des occupations militaires (*op. cit.*), § 47, pp. 724 et 726.

SCHUMACHER (R.). — Kiautschou et la question de l'Extrême-Orient. Souvenirs sur la Chine et le front de combat japonais. Berlin, Fussinger, 1898, in-8°. (Bibl. Nat., 0ⁿ. 1.037.)

SUR PORT-ARTHUR

- GUERLET. — *Op. cit.* pp. 77 et suiv.
Questions diplomatiques et coloniales, 1898, tome IV, p. 311. « Revue de Droit International Public », tome XII (1905), p. 232, note 1.
- ROBIN. — Des occupations militaires (*op. cit.*), pp. 724-734 et 533-535.
« Times » du 21 novembre 1893.

SUR WHEI-HAI-WEI

- PERRINJAQUET (Jean). — *Op. cit.*, p. 122.
- ROBIN. — Des occupations militaires (*op. cit.*), pp. 474-477, 659, 678, 700, 725, 739, 775, 787 et 789.
« Times » des 2 juillet et 17 août 1898.
- WOU. — Histoire diplomatique de la Chine depuis 1919.
- YANG (Léon). — Les territoires à bail en Chine.

SUR KOUANG-TCHEOU-WAN

- BALIERO (Eugène). — L'ouverture de la Chine à l'influence française au cours des XIX^e et XX^e siècles. Paris, Pedone, 1902, in-8°.
- CAILLARD (Gaston). — L'Indochine. Kouang-Tchéou-Wan. Paris, 1926, in-8°, pp. 115-123. (« Notre Domaine Colonial », n° 8.)
- CORDIER (Henri). — 1° La France et l'Angleterre en Indochine et en Chine (*op. cit.*)
2° Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales.
3° Bulletin de la Société de Géographie, n° 5, mai 1898 (séances des 6 et 20 mai), pp. 227-229, avec un plan.
- CUNNINGHAM (Alfred). — The French in Tonkin and South China. Hongkong, the « Hongkong daily press » (1902), in-16° de VIII-198 pp., avec pl. (Bibl. Nat., Lk¹⁰, 443.)

FAUVEL (A.-A.). — Shanghai (*op. cit.*).

FUZIER-HERMANN. — Répertoire général du droit français, au mot « Kouang-Tchéou-Ouan », nos 8 et suivants, et aussi au « Journal officiel » du 21 octobre 1911, le décret sur la réorganisation du gouvernement général de l'Indochine, dont dépend Kouang-Tchéou-Ouan.

JUELLE (Henri). — Les ressources agricoles et forestières des colonies françaises. Marseille, Barlattier, Impr., édit. 1907, gr. in-8°, pp. 361-363 (Exposition Coloniale de Marseille).

LIVRE JAUNE. — (Affaires de Chine), 1898-1899, p. 2.

MAILLARD (Robert). — De l'influence française en Chine aux points de vue historique et économique. Paris, Chaix, 1900, in-8°. (Bibl. Nat., 8° Lb⁵⁷, 12.816.)

PERRINJAQUET (Jean). — *Op. cit.*, p. 128.

PROVINCE DE PHYEN. — Notes d'un voyageur (S. l.n.d.) (coupures d'un journal), in-8°. (Cet opuscule se trouve à la Bibliothèque de l'Office Colonial, sous la cote : cn 57-15.)

QUESTIONS DIPLOMATIQUES ET COLONIALES, 3^e année, n° 47, 1^{er} février 1899, p. 184-185.

TANTI et DUMONT. — Territoire de Kouang-Tchéou (Chine). Notice publiée à l'occasion de l'Exposition Coloniale de Marseille (1906), par les soins du gouvernement général de l'Indochine. Hanoï, L. Gallois (s.d.), in-4° de 77 pp.

SILVESTRE. — La France à Kouang-Tchéou-Ouan, dans les « Annales des Sciences Politiques », t. XVII (1902), pp. 473 et suiv.

VALLIN-ROBERT. — Kouang-Tchéou-Wan. Paris, 1906, in-8°. (Bibl. de l'Office colonial, 16-28.)

WASSILJEV. — L'ouverture de la Chine (*op. cit.*).

TABLE DES MATIERES

Plan directeur	VII à XXXIV
Introduction	3

PREMIERE PARTIE

Situations de Droit International se rapprochant de la Cession à bail	11
CHAPITRE I. — Des occupations militaires de ter- ritoires <i>ennemis</i> en temps de guerre	13
CHAPITRE II. — Cessions temporaires de territoires trouvant leur source dans une idée de <i>nantisse- ment</i>	20
CHAPITRE III. — Cessions dans lesquelles l'idée de gage n'intervient pas et qui sont surtout domi- nées par des <i>considérations politiques</i>	27
CHAPITRE IV. — Cessions temporaires de territoires ayant un caractère de <i>location privée</i>	45

DEUXIEME PARTIE

Des cessions à bail en Chine

Caractère général et précédents	59
Territoires faisant l'objet des cessions à bail	69
I. Kiao-Tchéou	69
II. Port-Arthur et Talien Wan	91
III. Weï-Haï-Weï	101
IV. Kouang-Tchéou Ouan	110
V. Kowloon	120
VI. San-Men	124
Caractéristiques des cessions à bail	126
<i>Conclusion</i>	140
<i>Appendice</i>	143
<i>Bibliographie</i>	147

Imprimerie 7 bis, Rue des Suisses, Paris
